



TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE



SITUATION 2015

PERSPECTIVES 2016-2017

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre du Développement Durable, de l'Économie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective

M. Régis IMMONGAULT

Ministres déléguées

Mmes : Marie Julie BILOGHE BI-NZENDONG

Chantal ABENDANG MEBALE

Directeur Général de l'Économie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT

Placée sous l'autorité du Ministre chargé de l'économie, la Direction Générale de l'Economie devenue **Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale (DGEPF)**, a été créée par le décret N° 1207/PR du 17 novembre 1977.

Les principales missions sont :

- concevoir la politique économique et sociale de l'Etat;
- analyser, orienter et promouvoir l'économie nationale;
- contribuer à créer les conditions d'un environnement économique attractif et compétitif à partir des textes législatifs en la matière ;
- collecter toutes les informations conjoncturelles à caractère économique et social ;
- élaborer des prévisions économiques à court terme;
- mener des études d'impact économique et social à court terme ;
- faire appliquer la réglementation bancaire et de change et analyser les flux financiers avec l'extérieur;
- assurer la veille stratégique.

La DGEPF est organisée en cinq (6) directions :

Direction des Institutions Financières (DIF)

Missions :

- suivre et analyser les activités du secteur financier;
- étudier les principaux indicateurs monétaires et financiers;
- analyser la conjoncture financière internationale ;
- mettre en œuvre la Réglementation de change.

Direction des Programmes Sectoriels (DPS)

Missions :

- suivre la conjoncture économique du secteur réel ;
- suivre l'évolution des cours des matières premières ;
- participer à la mise en œuvre des politiques sectorielles.

Direction de la Prévision et des Analyses Economiques (DPAE)

Missions :

- concevoir la politique économique de la nation conformément à la vision des plus hautes autorités ;
- procéder au suivi et à l'évaluation des politiques économiques ;
- étudier les principales grandeurs macroéconomiques ;
- analyser l'impact économique du budget de l'Etat ;
- élaborer les prévisions économiques ;
- assurer la veille économique.

Direction des Synthèses et de la Promotion Economiques (DSPE)

Missions :

- assurer la synthèse de l'ensemble des informations économiques, sociales, environnementales et démographiques;
- mener des études et de proposer des mesures de politiques économiques et sociales;
- assurer la promotion de l'économie gabonaise ;
- assurer la diffusion des publications de la DGEPE.

Direction de la Politique Fiscale (DPF)

Missions :

- concevoir la politique fiscale du Gouvernement ;
- participer à l'élaboration de la législation fiscale;
- mesurer et analyser l'impact des décisions fiscales adoptées par le Gouvernement.

Direction du Personnel et des Moyens (DPM)

Missions :

- participer à la gestion administrative des personnels ;
- suivre la carrière des agents en relation avec la Fonction Publique ;
- tenir des tableaux d'avancement des personnels ;
- élaborer le budget, exécuter et assurer le suivi des crédits alloués à la DGEPE.

SOMMAIRE

■ RESUME EXECUTIF	15
-------------------	----

1^{ÈRE} PARTIE : L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 19

■ I.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2015	21
-----------------------------------	----

I.1.1 L'activité	21
I.1.2 L'inflation	23
I.1.3 L'emploi	24
I.1.4 Le commerce extérieur	24
I.1.5 Les finances publiques	25
I.1.6 Les taux d'intérêt	26

■ I.2 L'ÉVOLUTION DES COURS DE PRODUITS DE BASE	27
---	----

I.2.1 Le pétrole	27
I.2.2 Le sucre	27
I.2.3 Le cacao	28
I.2.4 Le café	29
I.2.5 L'huile de palme	30
I.2.6 Le caoutchouc naturel	30
I.2.7 Le minerai de manganèse	31
I.2.8 Le minerai de fer	31
I.2.9 L'or	32

2^{ÈME} PARTIE : L'ACTIVITÉ NATIONALE 33

■ II.1.EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN DECEMBRE 2015	35
--	----

■ II.2.LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION	36
--	----

II.2.1 Le pétrole	36
II.2.2 Le manganèse	37
II.2.3 L'or	38

■ II.3 L'EXPLOITATION FORESTIERE	39
■ II.4 L'AGRICULTURE L'ELEVAGE ET LA PECHE	40
II.4.1 L'Agriculture	40
II.4.2 L'Elevage	43
■ II.5 LES INDUSTRIES	44
II.5.1 Les Agro-industries	44
II.5.2 Les Industries du Bois	48
II.5.3 Le raffinage	51
II.5.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité	51
II.5.5 Les autres industries de transformation	53
II.5.6 L'imprimerie, l'édition et la presse	58
■ II.6 LE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	59
■ II.7 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	60
II.7.1 Le transport terrestre	60
II.7.2 Le transport ferroviaire	61
II.7.3 Le transport aérien	62
II.7.4 Le transport maritime et fluvial	64
■ II.8 LES TÉLÉCOMMUNICATIONS	67
■ II.9 LE COMMERCE	68
II.9.1 Le commerce général structuré	69
II.9.2 Le commerce des véhicules	69
II.9.3 Le commerce des produits pétroliers	70
II.9.4 Le commerce des produits pharmaceutiques	71
II.9.5 La distribution des ouvrages et périodiques	71
■ II.10 LES AUTRES SERVICES	72
II.10.1 Les services rendus aux particuliers	72
II.10.2 Les services immobiliers	73
II.10.3 Les services rendus aux entreprises	73
II.10.4 Les services de mécanique générale	74
II.10.5 Les services parapétroliers	74

■ II.11 L'HÔTELLERIE ET LA RESTAURATION	75
II.11.1 L'hôtellerie	75
II.11.2 La restauration	77
■ II.12 LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	77
II.12.1 Les banques commerciales	78
II.12.2 Les établissements de microfinance	81
II.12.3 Les compagnies d'assurance	83
3^{ÈME} PARTIE : LES GRANDEURS MACROÉCONOMIQUES	89
■ III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT	92
III.1.1 Le PIB par secteurs d'activité	92
III. 1.2 Le PIB par la demande	94
■ III.2 LE BUDGET DE L'ÉTAT	96
III.2.1 L'équilibre budgétaire	96
III.2.1.1 Les ressources	96
III.2.1.2 Les emplois	97
III.2.2 L'exécution du budget	97
III.2.2.1 Les recettes budgétaires	98
III.2.2.1.1 Les recettes pétrolières	98
III.2.2.1.2 Les recettes hors pétrole	99
III.2.2.2 Les dépenses publiques	99
III.2.2.2.1 Les dépenses de fonctionnement	100
III.2.2.2.2 Les dépenses d'investissement	100
III.2.3 La dette publique	101
■ III.3 LA MONNAIE ET LE CRÉDIT	103
III.3.1 Les ressources du système monétaire	104
III.3.1.1 La masse monétaire (M2)	104
III.3.1.2 La quasi-monnaie	105
III.3.1.3 Les ressources extra-monétaires	105
III.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	105
III.3.2.1 Les avoirs extérieurs nets	105
III.3.2.2 Le crédit intérieur	106
III.3.2.3 Le financement de l'économie	106

III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS	108
III. 4. 1 La balance des transactions courantes	108
III.4.1.1 La balance commerciale	108
III.4.1.2 La balance des services	109
III.4.2 La balance des revenus	109
III.4.3 La balance des capitaux	109
III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX	110
III.5.1 L'emploi	110
III.5.1.1 L'emploi dans le public	110
III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés	111
III.5.2 Le chômage	111
III.5.3 Les salaires	112
III.5.3.1 La masse salariale du secteur public	113
III.5.3.2 La masse salariale des sociétés	113
III.5.4 Les prix	114
4^{ÈME} PARTIE : LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2015	117
IV.LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2015	119
IV.1 La politique budgétaire	119
IV.1.1 Recettes	119
IV.1.2 Dépenses	120
IV.1.3 Nouvelles sources de financement	120
IV.2 Les politiques sectorielles	121
IV.3 La politique sociale	127
5^{ÈME} PARTIE : LES PERSPECTIVES 2016 - 2017	129
V.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2016 ET 2017	131
V.1.1 La conjoncture dans les principaux pays avancés	131
V.1.2 La conjoncture dans les pays émergents et en développement	132
V.1.3 L'évolution des produits de base	133

■ V.2 LE CONTEXTE NATIONAL	135
V.2.1 L'activité sectorielle	135
V.2.1.1 Le pétrole	135
V.2.1.2 Les mines	135
V.2.1.3 La filière bois	135
V.2.1.4 L'agriculture	135
V.2.1.5 Les Agro-industries	136
V.2.1.6 Les autres industries	136
V.2.1.7 Le raffinage	136
V.2.1.8 L'énergie	136
V.2.1.9 Les BTP	136
V.2.1.10 Les transports et les auxiliaires de transport	137
V.2.1.11 Les télécommunications	137
V.2.1.12 Le commerce	137
V.2.1.13 L'hôtellerie	137
V.2.1.14 Les autres services	137
V.2.2 La Microfinance	138
V.2.3 Les estimations macroéconomiques en 2016	138
V.2.3.1 Les principales hypothèses	138
V.2.3.2 La formation du PIB prévisionnel en 2016 et 2017	139
V.2.3.2.1 Les emplois du PIB prévisionnel en 2016 et 2017	139
V.2.3.2.1.1 Les ressources du PIB prévisionnel en 2016 et 2017	139
V.2.3.2.1.2. Les emplois du PIB prévisionnel en 2016 et 2017	142
V.2.3.3 Les prévisions du budget	143
V.2.3.3.1 Les recettes	143
V.2.3.3.2 Les dépenses publiques	143
V.2.3.3.3 La dette publique	144
V.2.4 La balance des paiements prévisionnelle	145
V.2.4.1 La balance des transactions courantes	145
V.2.4.2 La balance commerciale	145
V.2.4.3 La balance des services	146
V.2.4.4 La balance des capitaux	146
V.2.4.5. La balance globale	146
V.2.4.6 L'emploi et les salaires	146
V.2.4.6.1 L'emploi	146
V.2.4.6.2 Les salaires	147
V.2.4.6.3 Les prix	147
■ V.3 LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2016-2017	147

Sommaire



V.3.1 Les infrastructures	148
V.3.1.1 Les infrastructures liées à l'organisation de la CAN 2017	149
V.3.2 Secteur productif	149
V.3.3. Développement du secteur privé et amélioration du climat des affaires	150
V.3.4 Le secteur social	151
V.3.4.1 La politique budgétaire	151
■ CONCLUSION	153

La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de ce 46^{ième} Tableau de Bord de l'Economie.

L'ensemble des informations de ce tableau de bord résulte d'un effort de synthèse d'une enquête de conjoncture réalisée en février 2016, complétée par de nombreux entretiens auprès des opinions informées et par des prévisions bâties à partir du Modèle de l'Economie Gabonaise (MEGA).

L'enquête annuelle a porté sur un échantillon de plus de trois cent cinquante entreprises représentant tous les secteurs d'activité et auprès des administrations.

RESUME EXECUTIF

L'activité économique mondiale a marqué une décélération en 2015 suite à un ralentissement de la croissance dans les pays émergents et en développement, en liaison avec la baisse des cours des matières premières et le durcissement des conditions de financement. Ce, en dépit de l'affermissement de la reprise en Europe, en général, et de la solidité du rythme de croissance de l'économie américaine. En outre, en relation avec les évolutions dans les pays émergents et en développement, la persistance des tensions géopolitiques, la chute des cours du pétrole et des autres produits de base ont influencé négativement le commerce international des biens et services. Dans ce contexte, le produit intérieur brut mondial a ralenti à 3,1% en 2015 contre 3,4% en 2014.

La bonne orientation de l'activité économique des **pays avancés** s'est confirmée avec un taux de progression estimé à 1,9%. Cette évolution a été soutenue par une croissance solide aux Etats-Unis et un affermissement progressif de la reprise dans la zone euro. Dans la plupart des pays, la demande, favorisée par la baisse du prix du pétrole et le recul des taux d'intérêt, est demeurée forte.

En effet, dans un contexte de baisse des prix de l'énergie et d'allègement du frein budgétaire, la reprise économique américaine s'est intensifiée et traduite par un redressement du marché immobilier et un redémarrage du marché du travail. La croissance s'est ainsi chiffrée à 2,4% comme en 2014.

En dépit d'un recul des exportations, la croissance économique au **Japon** a montré des signes de frémissement (+0,5%) après une croissance nulle en 2014. La relance budgétaire a favorisé la consommation, dans un environnement marqué par le recul des prix du pétrole et l'augmentation des revenus.

La **Zone Euro** a affiché une croissance de 1,6% contre 0,9% un an plus tôt. Cette reprise, soutenue par une consommation privée en hausse, s'est opérée concomitamment à une dépréciation de l'euro et à un assouplissement de la politique monétaire. Au sein de la zone, la hausse de la consommation a permis une reprise de la croissance économique française estimée à 1,1% contre 0,2% un an auparavant. La sortie de la récession pour **l'Italie** et la reprise en **Espagne** se sont traduites par des taux d'expansion respectifs de 0,8% et 3,2%. Hors de la zone euro, l'économie du **Royaume-Uni** a fléchi en 2015, pour se situer à 2,2% contre 2,9% en 2014.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance a ralenti en 2015, sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie, du durcissement des conditions financières extérieures, du repli de la demande extérieure, notamment chinoise, et du recul de l'investissement. Ainsi, la croissance économique s'est située à 4% contre 4,6% l'année précédente. Au sein de cet ensemble économique, la croissance de l'activité réelle dans **les pays émergents d'Europe** (-2,8%) a été plombée par la baisse des prix des matières premières et la persistance des tensions politiques. Ainsi, la Russie qui a subi en sus les effets des sanctions internationales et les difficultés structurelles, a enregistré une croissance négative (-3,7% contre +0,6% en 2014). L'expansion des **pays émergents et en développement d'Asie** a ralenti à 6,6% contre 6,8% en 2014. Dans le même temps, la détérioration des indicateurs économiques des pays de l'Amérique latine s'est soldée par une croissance négative, en raison de la baisse des cours des matières premières.

Les pays de **l'Afrique subsaharienne** ont enregistré un ralentissement du rythme de croissance de leur activité réelle à 3,5%. Cette évolution s'explique par le repli des cours des matières premières et par la sécheresse qui a sévi dans certaines zones. **En zone CEMAC**, la situation macroéconomique a été marquée par une décélération de la croissance économique, une détérioration des comptes publics et des comptes extérieurs. Ainsi, le PIB réel a été évalué à 2,8% contre 4,8% en 2014 en rapport avec la contreperformance conjointe des secteurs pétrolier et non pétrolier. Ainsi, le secteur pétrolier a fortement ralenti à 1,3% après 2,8% en 2014, tandis que dans le secteur non pétrolier, les activités ont cru de 3,3% contre 5,5% un an plus tôt.

Dans ce contexte de ralentissement de la croissance mondiale et de chute des cours des principales matières premières et autres produits de base, **l'activité économique nationale** a ralenti à 3,9% contre 4,3% en 2014. Celle-ci a été influencée par l'atonie des résultats économiques des principaux partenaires du Gabon, à l'instar de la Chine qui a réduit ses importations de matières premières, et, au niveau interne, par les contreperformances des secteurs industriel, des BTP, de la Recherche et services pétroliers et des autres services. Contrairement aux trois dernières années, la croissance a été soutenue principalement par le secteur pétrolier (8,6%) contre 3,2% pour le secteur hors-pétrole.

En effet, l'analyse de la formation sectorielle du PIB fait apparaître une progression de l'activité dans le primaire(+8,3%) et le tertiaire(+5,6%) contre une régression dans **le secondaire** (-1,5%). La croissance dans le **secteur primaire** a bénéficié de la bonne tenue de la branche du pétrole, portée par les effets des investissements antérieurs, des mines et de l'exploitation forestière. **Le tertiaire** a tiré partie de l'accroissement de la production des branches « Transports et communications » (+12,7%), malgré la baisse observée dans les Services (-0,2%)

et le Commerce (-0,7%). Cependant, le repli relevé dans le secondaire provient essentiellement des contreperformances des branches des BTP (-3,7%), de la Recherche et Services Pétroliers (-4,3%) et des autres industries (-1,3%), malgré la hausse de la production dans le Raffinage (+11,4%), l'Electricité et eau (+4,5%) et des industries du bois (+6,4%).

L'analyse du PIB optique demande fait ressortir un accroissement de la demande extérieure (+8,7%), en lien avec le relèvement des exportations de pétrole, contre une contraction de la demande intérieure (-4,3%) plombée par le retrait de l'investissement total.

Parallèlement, la chute des cours du baril de pétrole a constitué un choc qui a entraîné des effets majeurs sur la situation des **finances publiques** et du compte extérieur. En effet, ce facteur a induit un recul de 388,6 milliards de FCFA des recettes pétrolières en 2015. En conséquence, l'exécution du budget à fin 2015 fait ressortir des déficits base engagements et base caisse ainsi qu'une réduction de 76,4% de l'excédent du solde primaire.

Concernant le secteur extérieur, la baisse des cours mondiaux de pétrole a entraîné une réduction des exportations en valeur de cette ressource. Dans ce contexte, le déficit de la balance globale amorcé en 2014 s'est creusé en 2015 pour s'établir à 114,2 milliards de FCFA (1,3% du PIB), et ce, en lien avec la détérioration de la totalité des comptes.

Le ralentissement de l'activité en 2015 a affecté **le niveau général de l'emploi** (-1,0%), suite aux licenciements intervenus dans le secteur privé, notamment les secteurs pétrole (-16,2) et BTP (-18,7%) non compensés par les nouvelles créations de postes dans l'agriculture (+10,6%) le bois (+2,2%), l'électricité (+5,8%) le commerce (+2,9) et le secteur public (+0,1%).

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) a baissé de 0,3% en moyenne annuelle par rapport à 2014. Ce recul s'explique principalement par une baisse des prix du poste « Logement, eau, gaz, électricité... » (-10,3%), ainsi que ceux des Communications (-21,8%) et de la Santé (-11,7%).

Enfin, en corrélation avec l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur, **la situation monétaire large** s'est caractérisée par une baisse de la masse monétaire, une consolidation du crédit intérieur, une contraction des avoirs extérieurs nets, une dégradation de la Position Nette du Gouvernement et un assouplissement de la politique monétaire.

L'Environnement
International



ère

partie

I.1 L'ECONOMIE MONDIALE EN 2015

La croissance économique mondiale a décéléré en 2015, en liaison avec le ralentissement de l'activité dans les pays émergents et en développement, dont la Chine, en dépit d'une reprise modeste dans les pays avancés. L'environnement international a été marqué par un recul du commerce mondial des biens et services, suite à une forte contraction de la demande mondiale en matières premières et en produits manufacturiers.

Dans un contexte de baisse des prix de l'énergie, la politique monétaire est demeurée accommodante dans les principaux pays avancés permettant ainsi de contenir l'inflation à un niveau proche de zéro. Par contre, dans la plupart des pays émergents et en développement, les prix ont été orientés à la hausse, sous l'effet de la poursuite de tensions géopolitiques dans de nombreux pays.

Ainsi, la croissance de l'économie mondiale s'est établie à 3,1% en 2015 contre 3,4% en 2014.

I.1.1 L'activité

Dans les **pays avancés**, quoique modeste, l'embellie s'est confirmée, avec une croissance du PIB estimée à 1,9%. Cette orientation positive de l'économie dans ce groupe de pays a été tirée par une accélération économique aux Etats-Unis et une reprise progressive dans la zone euro. Dans la plupart des pays, la demande, favorisée par la baisse du prix du pétrole et le recul des taux d'intérêt, est demeurée forte.

Aux **États-Unis**, dans un contexte de baisse des prix de l'énergie et d'allègement du frein budgétaire, la reprise économique s'est intensifiée et s'est traduite par un redressement du marché immobilier et un redémarrage du marché du travail. Ainsi, la croissance s'est chiffrée à 2,4 % comme en 2014.

En dépit d'un recul des exportations, la croissance économique au **Japon** a été positive avec un taux de 0,5% contre 0% un an auparavant. La relance budgétaire a favorisé la consommation, dans un environnement marqué par le recul des prix du pétrole et l'augmentation des revenus.

La croissance économique s'est établie à 1,6 % dans la **Zone Euro** contre 0,9% un an plus tôt. Cette embellie, soutenue par une consommation privée en hausse, s'est opérée concomitamment à une dépréciation de l'euro et à un assouplissement de la politique monétaire. En Allemagne, l'expansion a été tirée à la fois par la consommation et par les exportations pour atteindre 1,7% en 2015.

La vigueur de la consommation a permis une évolution favorable de la croissance économique française estimée à 1,1% contre 0,2% un an plus tôt. La sortie de la récession pour l'**Italie** et la reprise soutenue en **Espagne** se sont traduites par des taux d'expansion respectifs de 0,8% et 3,2%.

Hors de la zone euro, l'économie du **Royaume-Uni** a fléchi en 2015, pour se situer à 2,2% contre 2,9% il y a un an.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance a ralenti en 2015, sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie, du durcissement des conditions financières extérieures, du repli de la demande extérieure, notamment chinoise, et du recul de l'investissement. Ainsi, la croissance économique s'est située à 4% contre 4,6% l'année précédente.

En 2015, l'économie dans les **pays émergents d'Europe** a enregistré une récession à -2,8%. La région a pâti de la baisse des prix des matières premières et de la persistance des tensions géopolitiques. En Russie, la situation économique s'est profondément détériorée en 2015 (-3,7 % contre 0,6% en 2014), sous l'effet de la baisse des prix du pétrole, des sanctions internationales et des difficultés structurelles.

Dans les **pays émergents et en développement d'Asie**, l'activité économique a montré des signes d'essoufflement. Ainsi, la croissance de la zone a baissé (6,6% contre 6,8% un an plus tôt). Dans cet ensemble, l'économie chinoise a décéléré sous l'effet du recul des investissements et de la demande extérieure. Toutefois, la croissance du PIB chinois estimée à 6,9% est demeurée robuste. En Inde, la croissance économique s'est stabilisée à 7,3%.

En **Amérique latine**, la détérioration des indicateurs économiques de la zone s'est traduite par une croissance négative (-0,1%). Cette contre performance a résulté de la baisse des cours des matières premières, qui ont influé sur les exportations. **Au Brésil**, la situation économique difficile s'est traduite par une croissance de -3,8% contre 0,1% auparavant. En revanche au Mexique, le PIB a cru de 2,5% contre 2,3% en 2014.

La baisse des cours de l'or noir, les tensions géopolitiques et les conflits internes ont pesé sur la situation économique au **Moyen-Orient**. Dans ce contexte, la croissance a fléchi à 2,5% contre 2,8% un an plus tôt. En Arabie Saoudite, première économie du Moyen-Orient, l'activité a généré une croissance de 3,4%.

La croissance des pays de l'**Afrique subsaharienne** a chuté à 3,4% en 2015 contre 5,0% en 2014. Le ralentissement observé en 2015 s'explique principalement par les répercussions de la baisse des prix des produits de

base, ainsi que le recul de la demande en provenance de Chine et le durcissement des conditions financières mondiales. Les deux principales économies de la zone, Nigéria et Afrique du sud, ont subi les effets du ralentissement mondial (+2,7% et +1,3% respectivement).

En **zone CEMAC**, la situation macroéconomique a été marquée par une décélération de la croissance économique, une détérioration des comptes publics et des comptes extérieurs. Ainsi, le PIB réel a été évalué à 2,8% contre 4,8% en 2014 en rapport avec la contre performance conjointe des secteurs pétrolier et non pétrolier. Le secteur pétrolier a fortement ralenti à 1,3% après 2,8% en 2014, tandis que dans le secteur non pétrolier, les activités ont cru de 3,3% contre 5,5% un an plus tôt.

Par pays, l'expansion s'est établie comme suit: Cameroun (5,9% en 2015, soit le même niveau qu'en 2014); Centrafrique (+4,9% contre +0,7% un an plus tôt); Congo (+2,4% contre 5,6% en 2014); Tchad (+3,3% contre +6,9% une année auparavant); Gabon (3,9% contre 4,3% en 2014); Guinée-Équatoriale (-6,1% en 2015 contre 0,6% en 2014).

1.1.2 L'inflation

En 2015, l'inflation a baissé dans les pays avancés, en réaction à la chute des cours du pétrole et des produits de base. Dans les pays émergents et en développement, elle s'est maintenue à un seuil élevé.

Aux Etats-Unis, le taux d'inflation s'est situé à (+0,1%) suite à la chute des prix des produits énergétiques. La diminution des prix de l'énergie a contribué à un recul de l'inflation dans la zone euro, autour de 0,2% en 2015. Par pays, la France et l'Allemagne ont enregistré respectivement une inflation de 0,2% et 0,1%. En dehors de la zone euro, la Grande-Bretagne a connu une hausse de 2,4% de l'indice des prix à la consommation.

En Asie, le Japon a enregistré un taux d'inflation de 0,7%. La chute des matières premières et une demande atone ont accentué les pressions déflationnistes en Chine. Ainsi, le taux d'inflation s'est élevé à 1,5%. En Inde, elle a légèrement fléchi à 5,4 %, en raison de la baisse des prix mondiaux du pétrole et des produits de base. Parallèlement, en Amérique latine, l'indice des prix à la consommation a atteint 10,7% en 2015. Au sein de cette zone, l'inflation moyenne au Brésil s'est établie à 8,9%.

En 2015, les pressions inflationnistes ont été maîtrisées, dans les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). En effet, l'inflation a été de 2,3% en moyenne contre 3,2% en 2014. Cette évolution des prix à la consommation s'explique par le repli de la demande intérieure et par le recul des prix de certains produits alimentaires.

Par pays, l'inflation en moyenne annuelle se présente comme suit : 2,7% au Cameroun, 2% en République Centrafricaine, 1,8 % au Congo, -0,5% au Gabon, 1,7% en Guinée Equatoriale et 3,7% au Tchad.

1.1.3. L'emploi

Le marché de l'emploi est resté marqué par des taux de chômage élevés, en dépit d'une création d'emplois favorisée par la bonne orientation économique de certains pays.

Aux États-Unis, la situation de l'emploi s'est améliorée. En effet, le pays a créé 2,7 millions d'emplois en dépit de la suppression de 120.000 postes par les « majors » américains. Ainsi, le taux de chômage est estimé à 5% à fin décembre 2015 contre 5,6% un an auparavant.

Au Japon, le chômage a poursuivi son rythme baissier amorcé en 2014. Malgré un taux de croissance modeste (0,6%) de son économie, le taux de chômage a reculé de 0,3 point en 2015, pour s'établir à 3,1% de la population active. Cette situation s'explique par une politique volontariste du gouvernement et un marché du travail flexible chez les jeunes.

Dans la zone euro, le taux de chômage a légèrement baissé à fin décembre 2015, pour se situer à 11,0% contre 11,4% l'année précédente. L'Allemagne et la France ont affiché des taux respectifs de 4,5% et de 10,8%. Dans les autres pays de la zone, les taux les plus élevés ont été enregistrés en Grèce (25,2%) ; en Espagne (22,5%) et au Portugal (13,2%). Hors de la zone euro, au Royaume-Uni, le nombre de demandeurs d'emploi a progressé pour s'établir à 5,6% contre 5,5% en 2014.

1.1.4 Le commerce extérieur

Le rythme d'expansion du commerce mondial des biens et services a reculé à 2,6% contre 3,4% en 2014. Cette évolution s'est opérée dans un contexte de baisse des prix du pétrole et des autres produits de base.

Le déficit commercial des Etats-Unis s'est établi à 531,5 milliards de dollars, soit une hausse de 4,6% sur un an. Cette situation est consécutive à un recul de 4,8% des exportations qui a dépassé celui des importations. Le déficit avec la Chine a atteint un nouveau record à 365,7 milliards de dollars.

Dans la zone euro, l'excédent commercial a atteint 246 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année contre 184,3 milliards un an plus tôt. Ceci, grâce aux exportations qui se sont chiffrées à 2.040,2 milliards d'euros, en hausse de

5%, tandis que les importations ont augmenté plus lentement (+2%), à 1.794,2 milliards d'euros.

Dans ce contexte, le commerce extérieur allemand s'est bien comporté avec des échanges qui se sont établis à 248 milliards d'euros. Le recul des exportations allemandes vers la Chine a été plus que compensé par la forte progression des ventes vers les Etats-Unis.

En France, le déficit commercial a baissé de 22% en 2015 et a atteint 45,7 milliard d'euros. Ce résultat s'explique notamment par la baisse de la facture énergétique.

De même, le déficit commercial espagnol s'est réduit de 3,2% à 24,2 milliards d'euros, grâce à la chute du prix du pétrole. Les importations ont crû de 3,3%, retrouvant leur niveau d'avant crise. Les exportations ont progressé à un rythme soutenu (+4,0 %) et représentent 22,9% du PIB.

L'excédent du commerce extérieur de la Chine s'est amélioré à 3.690 milliards de yuans (562 milliards de dollars), en hausse de 56,7% en glissement annuel, suite à une chute plus importante des importations (-13,2%) par rapport aux exportations (-1,8%). .

1.1.5 Les finances publiques

Une légère amélioration des finances publiques s'est opérée dans plusieurs pays avancés. Toutefois, les taux d'endettement restent à des seuils élevés. Dans les pays émergents et en développement, la baisse des prix du pétrole a détérioré la situation budgétaire des pays exportateurs de ce produit.

Aux Etats-Unis, la dette publique a légèrement augmenté pour atteindre les 104,9% contre 104,5% du PIB en 2014. En revanche, la dette publique japonaise est restée au-dessus des 245% du PIB.

Parallèlement dans la zone euro, la dette s'est améliorée pour se chiffrer à 93,7% contre 94,2% du PIB en 2014, en liaison avec la relance de son économie. Ainsi, la dette allemande a diminué à 70,7% du PIB contre 74,6% sur la période.

A l'inverse, celle de la France s'est de nouveau dégradée pour se situer à 97,1% du PIB. La dette publique de l'Espagne s'est élevée à 1.074 milliards d'euros, ce qui représente un ratio dette/PIB de 99,6%.

En Chine, la dette publique a poursuivi son accroissement sur les deux dernières années. En effet, elle est passée de 41,1% du PIB en 2014 à 43,2% en 2015.

L'exécution budgétaire dans les États membres de la CEMAC s'est traduite par un creusement du déficit budgétaire, base engagements, hors dons, à 1 378,2 milliards (3,1 % du PIB) contre 758,8 milliards (1,6 % du PIB) en 2014.

Le solde budgétaire, base engagements, hors dons, est ressorti déficitaire dans tous les pays de la CEMAC : -0,7 % du PIB contre -3,0 % du PIB en 2014 au Cameroun, -8,5 % du PIB contre -7,6 % du PIB en 2014 en République Centrafricaine, -11,5 % du PIB contre de +3,3 % du PIB en 2014 au Congo, -1,5 % du PIB contre +2,5 % du PIB en 2014 au Gabon, -4,9 % du PIB contre -6,1 % en 2014 en Guinée Équatoriale et -2,6 % du PIB contre -2,2 % du PIB en 2014 au Tchad.

1.1.6 Les taux d'intérêt

La politique monétaire dans les principaux pays industrialisés s'est traduite par un maintien des taux d'intérêt au plus bas, afin de dynamiser l'économie. Aux États-Unis, par contre, une tendance haussière des taux a été observée.

Afin de soutenir la reprise, la banque centrale américaine (Fed) a relevé son taux directeur pour la première fois en presque dix ans. En effet, ce dernier qui évoluait depuis fin 2008 entre 0 et 0,25% a été rehaussé pour passer à une fourchette de 0,25% à 0,50%.

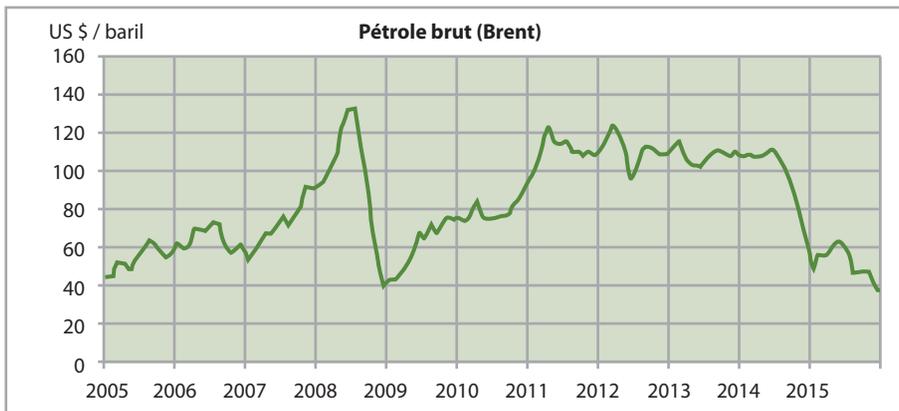
La Banque Centrale Européenne (BCE) et la Banque du Japon (BOJ), quant à elles, ont maintenu leur principal taux directeur respectivement à 0,05% et 0%.

I.2 L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

Les prix des matières premières ont pâti en 2015 de l'abondance de l'offre, de la baisse de la demande chinoise et de la hausse du dollar (+15% par rapport à l'euro). Mais certaines matières premières ont tout de même résisté à la crise, notamment le cacao qui a vu son prix progresser de 2,4% en 2015. Les plus fortes baisses ont concerné le pétrole, le manganèse et le minerai de fer.

I.2.1 Le pétrole

En 2015, le cours du Brent a décliné de façon continue jusqu'en décembre pour atteindre 37,7 dollars, soit une baisse de 47% par rapport à 2014. Cette situation s'explique par la faiblesse de la demande mondiale de pétrole face à une offre surabondante, alimentée par la guerre des parts de marché entre l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) et les Etats-Unis. En effet, la volonté affichée par l'Arabie Saoudite d'œuvrer contre l'émergence des pétroles de schiste américains, en augmentant son offre sur le marché, ainsi que de l'incapacité des pays membres de l'OPEP de parvenir à un accord sur des quotas de production ont conduit à une offre excédentaire de 2 millions de barils par jour (mbj).



Source : INSEE

I.2.2 Le sucre

Dans un contexte d'excédent de l'offre mondiale estimé à 3,37 millions de tonnes (Mt), les prix du sucre ont chuté de 22,7% en 2015 pour se situer à une moyenne annuelle de 13,2 cents Us par livre contre 17,1 en 2014, dans le sillage de la baisse des prix du pétrole. En effet, la faiblesse des cours du brut

réduit la rentabilité de l'éthanol au Brésil, rendant davantage disponible la matière première destinée à la fabrication de sucre.

Les cours du sucre ont également souffert de l'abondance de l'offre mondiale (172,75 Mt) soutenue par les bonnes récoltes au Brésil, en Inde et en Thaïlande, suite aux conditions météorologiques favorables, et les stocks record de fin de campagne (10,9 Mt) en 2014/15.

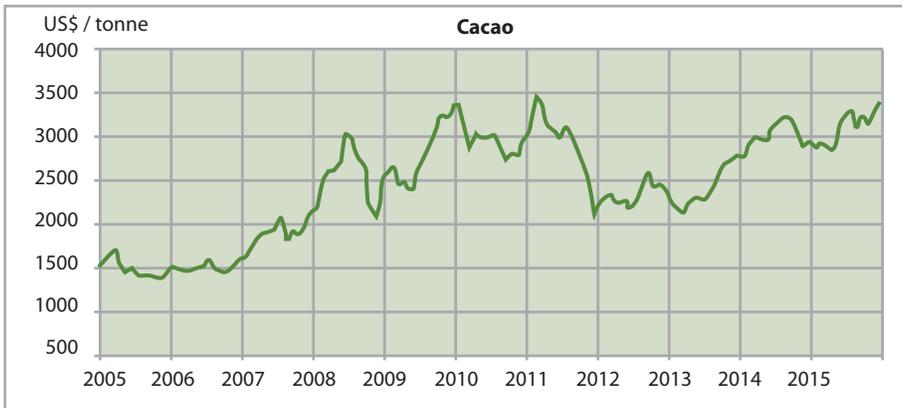


Source : INSEE

1.2.3 Le cacao

Après avoir atteint fin novembre ses prix les plus élevés depuis 2011 à cause des conditions météorologiques en Afrique de l'Ouest (un harmattan avec des vents secs et violents) et du ralentissement de la production des deux principaux acteurs (Côte d'Ivoire et le Ghana), les cours du cacao ont terminé l'année 2015 avec une moyenne annuelle de 3 135,2 dollars la tonne, soit une hausse de 2,4% par rapport à 2014.

L'Afrique reste le principal pourvoyeur mondial de fèves de cacao avec une production évaluée à 4,158 millions de tonnes en 2014/2015. En effet, la Côte d'Ivoire, leader mondial de cacao, a produit 1,75 million de tonnes lors de la saison. Le Ghana, second producteur mondial, a connu une campagne désastreuse avec une production de 696 000 tonnes, en raison des précipitations irrégulières et de la sécheresse, des plantations vieillissantes et des retards dans les livraisons d'intrants.

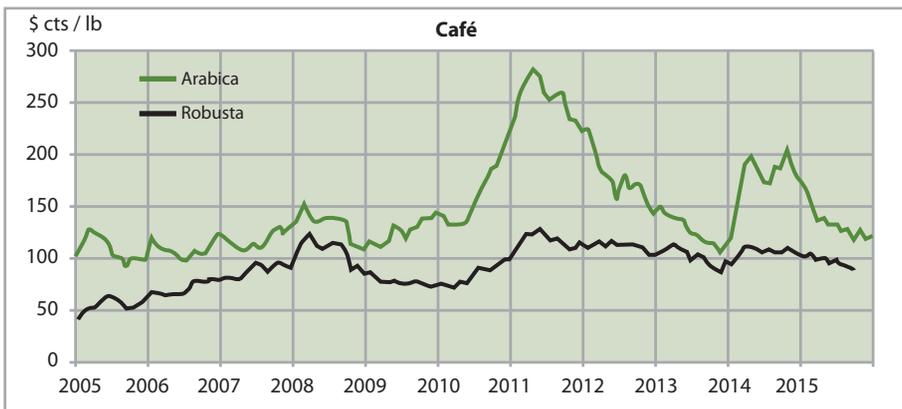


Source : INSEE

1.2.4 Le café

Les cours du café ont chuté de 20,9% à 160,5 cents la livre pour les variétés Arabica, alors que le prix moyen du Robusta s'est situé à 94,2 cents la livre en baisse de 10,8% par rapport 2014. Ces évolutions s'expliquent par les stocks pléthoriques au Vietnam, premier producteur et exportateur mondial de Robusta, et par des exportations soutenues de l'Inde et du Brésil.

Pour la campagne 2014/15, la production mondiale de café, toutes variétés confondues, s'est fixée à 149,5 millions de sacs. Contrairement aux autres régions du monde où la production a globalement augmenté (hormis le Pérou), le Brésil a vu sa production baisser de 8%, passant ainsi de 49,2 millions de sacs lors de la campagne 2013/14 à 45,3 millions de sacs en 2014/15. Avec un total de 151,7 millions de sacs en 2014/15, la consommation mondiale de café a progressé de 2,5% par rapport à 2013/14.

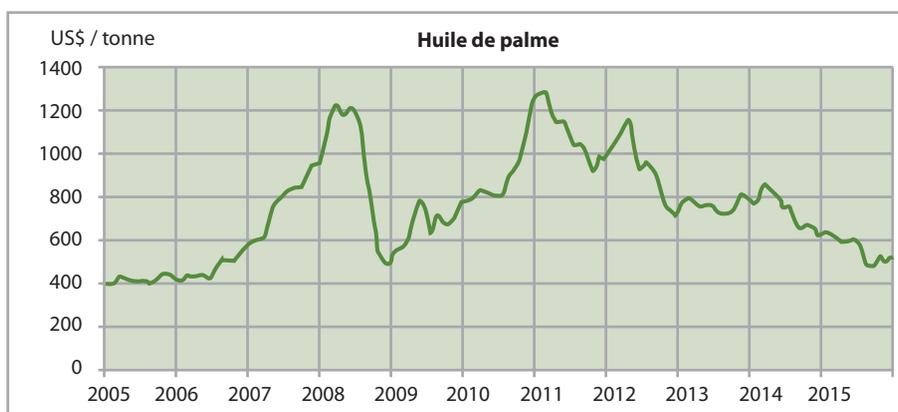


Source : INSEE

1.2.5 L'huile de palme

En 2015, les prix moyens de l'huile de palme ont baissé de 23,6% par rapport à 2014 s'établissant à 565,1 dollars la tonne. L'augmentation de l'offre d'oléagineux au niveau mondial, la faiblesse des prix du pétrole et les faibles consommations chinoises ont contribué à la régression des cours.

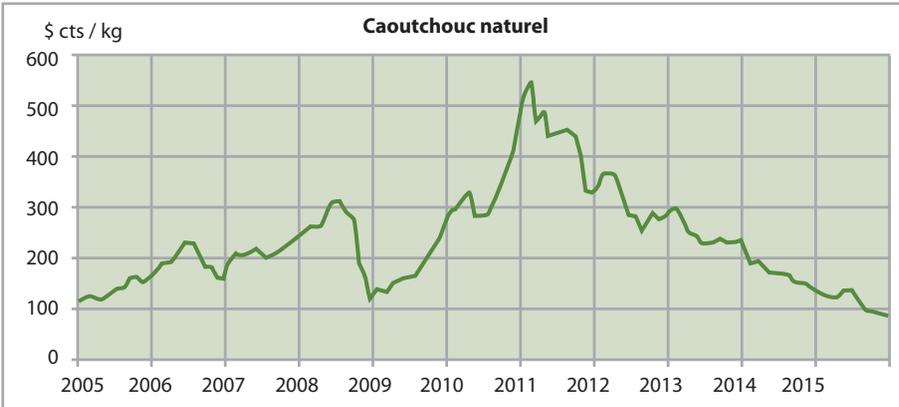
La production mondiale s'est établie à 61,4 millions de tonnes, en hausse de 3,5% par rapport à 2014, grâce aux bonnes récoltes de l'Indonésie, numéro 1 mondial (+8,2% à 33 millions de tonnes). Dans le même temps, la consommation mondiale n'a augmenté que de 1,1% pour atteindre 58,6 millions.



Source : INSEE

1.2.6 Le caoutchouc naturel

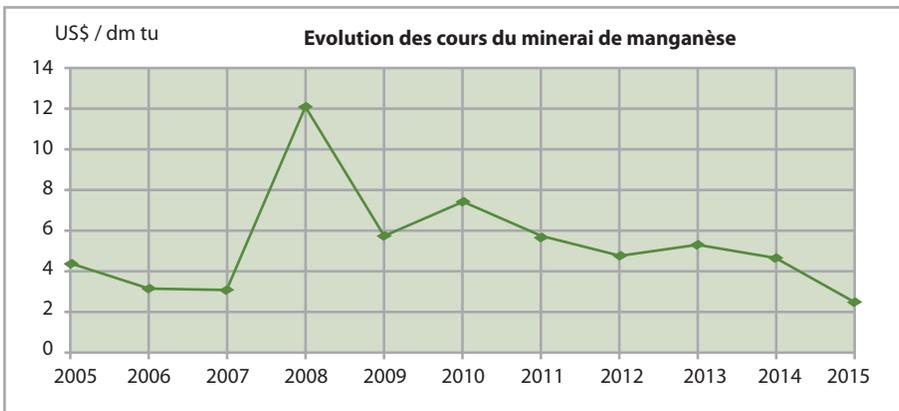
Le marché mondial du caoutchouc a enregistré en 2015, le niveau de prix le plus bas depuis 2009. La chute des cours du pétrole a permis la relance de la concurrence du caoutchouc synthétique, un substituant devenu compétitif. À cela, il convient d'ajouter le ralentissement en Chine, dans un contexte d'offre excédentaire. Ces évolutions ont entraîné la baisse des prix du caoutchouc à 88,7 cents US la livre, soit une chute de 20,3% par rapport à l'année précédente.



Source : DGEPEF, finances.net

1.2.7 Le minerai de manganèse

Dans un contexte de contraction de l'activité sidérurgique internationale et de la construction en Chine, les prix du minerai de manganèse (CIF Chine 44%) ont baissé de 49% entre décembre 2014 et décembre 2015, pour se situer à environ 2,6 USD/dmtu. Cette évolution a été en grande partie exacerbée par l'arrivée de nouveaux producteurs sud-africains, favorisés par une très forte dépréciation de la devise locale.



Source: U.S Geological Survey (USGS)

1.2.8 Le minerai de fer

Les cours du minerai de fer ont baissé de 43% en 2015 à 55,2 dollars la tonne, en raison de la surabondance de l'offre. En effet, dans un contexte de plafonnement de la demande chinoise, les quatre premiers producteurs

mondiaux de fer, Vale, Rio Tinto, BHP et Fortescue (FMG) ont augmenté leurs productions (+37 Mt pour Rio Tinto), en vue de profiter de l'avantage concurrentiel découlant de la dépréciation du dollar australien et du real brésilien.



Source : INSEE

1.2.9 L'or

L'once d'or a terminé 2015 à 1 160 dollars en moyenne annuelle, en baisse de 8,3% par rapport à 2014. L'accroissement de la production d'or à 3 155 tonnes et les perspectives d'augmentation des taux d'intérêt de la Banque centrale américaine (Fed) ont tiré le cours du métal jaune vers le bas. En outre, la diminution s'explique par l'atonie du marché de la joaillerie (plus de 50% de la demande mondiale en or), fortement impacté par le ralentissement de la croissance chinoise et la réduction du nombre de mariages en Inde.



Source : INSEE

L'activité nationale

2^e partie

II.1 EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN DECEMBRE 2015

SECTEURS	2015
Secteur primaire	
Pétrole	↗
Manganèse	↗
Or	↗
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
Cultures maraichères et vivrières	↗
Cultures de rente	↘
Elevage	↗
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
Minoterie et aviculture	↘
Huiles et corps gras	↘
Production sucrière	↘
Boissons gazeuses et alcoolisées	↘
Eau minérale	↗
Industries du bois	
Sciage	↗
Placage	↗
Contreplaqué	↘
Autres industries de transformation	
Industrie minière	↔
Chimie	↘
Matériaux de construction	↘
Raffinage	↗
Electricité et eau	↗
BTP	↘
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
Aérien	↘
Ferroviaire	↗
Télécommunications	↘
Commerce	
Général structuré	↘
Véhicules neufs	↘
Produits pétroliers	↘
Produits pharmaceutiques	↘
Services	
Rendus aux entreprises	↘
Rendus aux particuliers	↘
Réparation mécanique	↘
Hôtellerie, Restauration et Tourisme	↘

Source : DGEPF

II.2 LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

II.2.1 Le pétrole

La production

La production nationale de pétrole brut s'est établie à 11,922 millions de tonnes en 2015, en hausse de 8,6% par rapport à 2014. Cette embellie est liée à la mise en production de certains champs marginaux par Perenco et Sino Gabon (Moba, Igongo et Akondo) et à l'optimisation du champ Tchatamba. De même, les bonnes performances enregistrées sur certains puits (Turnix, Ganga, Niungo, Tsiengui-Est, Toucan, etc.) ont contribué à cette performance.

Evolution de la production et des exportations

en millions de tonnes)	2013	2014	2015	15/14
Production	11,014	10,980	11,922	8,6%
Exportations	10,112	9,937	11,017	10,9%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

Les exportations

Dans le même temps, les exportations ont progressé de 10,9% pour atteindre 11 millions de tonnes, en raison de la fermeté des ventes vers l'Europe, l'Amérique latine & les Caraïbes. Par destination, l'Asie, malgré un repli de 11,8% de sa part, et l'Europe ont absorbé 87,5% des exportations du brut gabonais en 2015.

Les prix

Compte tenu de la surabondance de l'offre et de la contraction de la demande mondiale de pétrole, notamment suite au ralentissement de la croissance chinoise, deuxième plus gros consommateur de pétrole après les États-Unis, le prix moyen du Brent s'est situé à 52,46 dollars le baril, en baisse de 47% par rapport à 2014. Sur cette période, le prix moyen des bruts gabonais a accusé une chute de 50% à 48,1 dollars le baril.

Evolution de la production et des exportations

	2013	2014	2015	15/14
Prix moyen annuel de Brent (USD/baril)	108,66	494,083	52,46	-47,0%
Prix moyen du brut gabonais (USD/baril)	106,6	96,27	48,13	-50,0%
Taux de change moyen (FCFA/USD)	494,083	494,434	591,550	19,6%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.2.2 Le manganèse

Le Gabon est demeuré le deuxième producteur mondial de minerai de manganèse à haute teneur grâce à la mine de Moanda. En 2015, deux sociétés exploitent les gisements de manganèse, à savoir la Compagnie Minière de l'Ogooué (Comilog) à Moanda et la société chinoise Huanzhou Industrial and Commercial Mining Company (CICMHZ) localisée à Ndjolé.

Le troisième opérateur, Nouvelle Gabon Mininga acquis les droits d'extraction du minerai de manganèse initialement détenus par le groupe BHPBilliton. Il poursuit son installation à travers la construction d'une usine d'enrichissement, d'une capacité de 324 000 tonnes par an au démarrage, dans la région de Franceville (gisement de Biniomi). Un raccordement avec la ligne de chemin de fer est en cours de réalisation, avec une plateforme pour le stockage et la manutention du minerai avant expédition sur Owendo. Elle compte démarrer la production au quatrième trimestre 2016.

La production

En 2015, la production mondiale brute d'acier au carbone, principal débouché du manganèse, a reculé de 3% par rapport à 2014 (première baisse depuis plus d'une décennie), en raison de la crise mondiale. Cette évolution s'est traduite par une forte baisse de la demande pour les minerais ferreux, avec des prix au plus bas depuis 15 ans.

En dépit de ce contexte défavorable, la production nationale de minerai et d'agglomérés de manganèse a augmenté de 3,7% pour s'établir à plus de 4 millions de tonnes en 2015. Cette performance s'explique par les résultats réalisés au niveau de la mine de Moanda et des travaux d'entretien de la voie ferroviaire, qui ont permis d'améliorer les conditions d'écoulement du produit vers la zone portuaire d'Owendo.

L'opérateur CICMHZ quant à lui, a arrêté sa production à la fin du premier semestre 2015, après avoir réalisé un volume global de 174,4 milles tonnes, gêné par la faiblesse des cours du minerai à l'international et compte tenu de la faible teneur du minerai extrait sur son site de production, comparé aux mines du bassin de Moanda.

Les exportations et les ventes

Les exportations et les ventes externes de manganèse ont atteint 3,9 millions de tonnes en 2015, progressant de 3% et 2,6% respectivement, suite à l'amélioration de la production. A l'inverse, le chiffre d'affaires a enregistré un repli de 13,9%, passant de 354,2 milliards de FCFA en 2014 à 304,8 milliards en 2015, suite à la chute des prix du manganèse sur le marché international (-49%).

Les ventes de manganèse du Gabon ont été impactées par la baisse de la demande chinoise et la concurrence du minerai de l'Afrique du Sud. Ce pays a bénéficié de la dévaluation de sa monnaie, rendant ses exportations plus compétitives.

Evolution de l'activité minière

	2013	2014	2015	15/14
Production (milliers de tonnes)	4 011,00	3 862,56	4 004,83	3,7%
Exportations (milliers de tonnes)	3 928,00	3 791,27	3 905,81	3,0%
Ventes (milliers de tonnes)	3 930,00	3 789,48	3 887,78	2,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	415 607	354 188	304 814	-13,9%
P.V. moyen (en FCFA/tonnes)	105 752	93 466	78 403	-16,1%
Investissements (millions de FCFA)	37 605	44 076	37 855	-14,1%
Masse salariale (millions de FCFA)	28 188	31 935	37 664	17,9%
Effectifs (nombre d'agents)	1 862	2 284	2 333	2,1%

Source : Caistab

Les investissements

Les investissements ont atteint 47,34 milliards de FCFA en 2015, en baisse de 14,1% par rapport à 2014. Ils ont été orientés vers l'acquisition des engins de la mine, le renouvellement des équipements industriels, les wagons minéraliers et l'amélioration des conditions de travail.

Les effectifs et la masse salariale

Les effectifs du secteur ont augmenté de 2,1% en 2015 par rapport à 2014, suite au recrutement du personnel pour les besoins de la nouvelle Gabon Mining. Ils sont établis à 2 333 personnes, pour une masse salariale de 37,7 milliards de FCFA.

II.2.3 L'or

Au Gabon, l'exploration et l'exploitation aurifère industrielle est assurée par la société Ressource Golden Gram Gabon (Reg Managem), filiale du groupe Managem qui exploite la mine d'or de Bakoudou. Cette mine à ciel ouvert a une capacité de production de 45 000 onces par an.

L'activité aurifère s'est caractérisée par de bonnes performances en 2015. Ainsi, la production de l'or s'est accrue de 36,5%, passant de 1 078 kg en 2014 à 1 472 kg en 2015, en raison des investissements réalisés l'année précédente qui ont permis d'améliorer la productivité de la société.

Sur le plan commercial, les ventes de l'or ont généré un chiffre d'affaires de 29,49 milliards de FCFA, soit un accroissement de 53,4%, en raison de l'augmentation des quantités vendues, malgré la baisse des cours moyens (-8,4%).

Evolution de l'activité de l'or

	2013	2014	2015	15/14
Production (KG)	1 191,1	1 078,4	1 472,4	36,5%
Lingots (nombre)	179	196	215	9,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	24 912	19 219	29 490	53,4%
Effectifs (nombre d'agents)	198	251	244	-2,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	818	1 402	1 739	24,0%
Investissements (en milliards de FCFA)	2,935	4,171	4,2	0,7%

Source : Reg Managem, SEM

Concernant l'emploi, les effectifs ont régressé de 2,8% à 244 employés, suite à des licenciements. Par ailleurs, 150 employés de sociétés sous-traitants présents sur le site sont spécialisés dans les activités de chaudronnerie, de nettoyage du site, de location d'engins, de fourniture de carburant et d'alimentation des groupes électrogènes, etc.

Toutefois, la masse salariale a augmenté du fait de la revalorisation des salaires de 20% pour les agents d'encadrement et de 15% pour les agents d'exécution.

La société a investi 4 milliards de FCFA, dont 1,6 milliard pour la recherche-exploration. Le reste des financements a servi à l'entretien de la route (34km) qui conduit au site, à l'achat des engins et des pièces de rechange.

II.3 L'EXPLOITATION FORESTIERE

L'activité de l'exploitation forestière s'est améliorée en 2015, soutenue par la demande croissante des unités de transformation, suite au renforcement des capacités de production du tissu industriel. La production de grumes a ainsi progressé de 5,3% pour atteindre 1,4 million de m³. Les ventes de grumes aux industries ont observé la même tendance haussière (+10,1%), du fait de la forte demande exprimée par les unités de transformation ne disposant pas de permis forestiers.

En raison de la baisse des prix de vente du m³ de grume sur le marché local, le chiffre d'affaires a faiblement progressé (+0,7%) pour se situer à 35,2 milliards de FCFA. Les effectifs ont augmenté de 2,7%.

Evolution de l'activité forestière

en mètres cubes	2013	2014	2015	15/14
Production forestière (m3)	844 378	1 295 865	1 364 815	5,3%
Ventes aux industries locales	255 166	352 067	387 716	10,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	20 876	34 937	35 192	0,7%
Emplois (nombre)	2 352	3 517	3 613	2,7%

Sources: Cora Wood, Somivab, Cbg, Ceb, Bsg, Bso, Rfm, Snbg, Hua-jia, Egg, Tv-bg, Sfik

II.4 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE

II.4.1 L'agriculture

II.4.1.1 Les cultures maraichères

Le déploiement du Projet de Développement et d'Investissement Agricole au Gabon (PRODIAG) est l'une des principales initiatives de l'Etat Gabonais dans le domaine agricole. Il intervient principalement dans les secteurs de la production vivrière, de la production maraichère, du petit élevage et de la transformation agroalimentaire. Mis en œuvre par l'Institut Gabonais d'Appui au Développement (IGAD) dans toutes les provinces du pays, le PRODIAG s'est traduit par l'expansion et le développement des surfaces cultivables, le recrutement d'une main-d'œuvre qualifiée et l'amélioration de la productivité.

Dans ce contexte, les productions maraichères et vivrières ont enregistré des bons résultats en 2015. Ainsi, la production maraichère s'est accrue de 48,4% pour s'établir à 932 tonnes. Parallèlement, le volume de la production vivrière a plus que doublé au cours de la même période, pour se chiffrer à 8 097 tonnes.

Le chiffre d'affaires global est passé de 4 milliards de FCFA en 2014 à 6,7 milliards de FCFA en 2015, soit une appréciation de 70,2% liée à la bonne tenue des produits maraichers et vivriers sur le marché domestique.

Evolution de l'activité des cultures maraichères et vivrières

	2013	2014	2015	15/14
Productions				
Produits maraîchers (en tonnes)	607	628	932	48,4%
Produits viviers (en tonnes)	0	3 961	6 126	54,7%
Œufs (nombre en millions)	29,3	21,4	15,3	-28,8%
Pâte de manioc (en tonnes)	141	247	473	91,5%
Surface cultivée (en ha)	114	250	392	56,8%
En maraîchage	28	25	29	16,0%
En cultures vivrières	86	225	363	61,3%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	3 362	3 966	6 751	70,2%
Produits maraîchers	380	315	410	30,1%
Produits viviers	0	1 246	4 592	268,5%
Pâte de manioc	4	42	71	69,0%
Nombre d'exploitations suivies	337	647	935	44,5%

Source : Igad

II.4.1.2 Les cultures de rente

II.4.1.2.1. La cacao-culture

Les activités de la cacao-culture ont été moroses en 2015, en raison du vieillissement et du désintérêt de la population pour la culture de ces produits de rente. Cette situation est inhérente à la réduction de la subvention allouée par l'Etat et aux difficultés de mise à disposition de cette subvention conformément au calendrier cultural.

Ainsi, les achats de cacao ont chuté de 23,9% à 52,8 tonnes en 2015 contre 69,4 tonnes à la campagne précédente. En revanche, les exportations de cacao ont augmenté de 20,3% à 60,3 tonnes en 2015, générant un chiffre d'affaires de 53,6 millions de FCFA.

Evolution de l'activité cacao café

	2013/2014	2014/2015	Variation
Achat de cacao aux planteurs (en tonnes)	69,4	52,8	-23,9%
Exportations de cacao (en tonnes)	50,1	60,3	20,3%
Chiffre d'affaires cacao (en millions de FCFA)	36,4	53,6	47,3%

Source : Caistab

II.4.1.2.2. La caféiculture

En 2015, les achats et les ventes locales de café ont baissé respectivement de 21,6% et 49%, pour un chiffre d'affaires de 11,6 millions de FCFA. Le café n'a pas été exporté en 2015, car la presque totalité de la production estimée à 23,2 tonnes a été achetée par un opérateur économique local.

Evolution de l'activité cacao café

	2013/2014	2014/2015	Variation
Achat de café aux planteurs (en tonnes)	29,6	23,2	-21,6%
Ventes locales de café (en tonnes)	35,1	17,9	-49,0%
Chiffre d'affaires café (en millions de FCFA)	25,8	11,6	-55,0%

Source : Caistab

II.4.1.2. 3.L'hévéaculture

La filière de l'hévéaculture a enregistré des résultats mitigés en 2015, avec des contre-performances agronomiques et une amélioration au niveau de l'usinage du caoutchouc. En effet, la production de caoutchouc naturel en fonds de tasse a chuté de 16,4% en 2015, s'établissant à 30 818 tonnes, notamment à cause du vieillissement des plantations et du mauvais état de certains arbres. A contrario, la transformation de caoutchouc humide en granulé s'est améliorée de 3,8% pour un volume de 17 177 tonnes.

Parallèlement, sur le plan commercial, les exportations de caoutchouc en granulé ont augmenté de 5% sur la période sous-revue pour atteindre 18 006 tonnes. Cependant, en raison de la détérioration des cours du caoutchouc naturel sur les marchés internationaux, le chiffre d'affaires réalisé en 2015 a baissé de 0,6% pour s'établir à 14,8 milliards de FCFA.

Les investissements, d'un montant de 4,6 milliards de FCFA, ont été orientés

essentiellement vers l'extension des plantations de l'hévéa et la modernisation de l'outil de production.

En matière d'emploi, la société a éprouvé d'énormes difficultés à trouver de la main-d'œuvre locale. Ainsi, les effectifs ont diminué de 2,2% à 176 agents permanents en 2015.

Evolution de l'activité de caoutchouc

	2013	2014	2015	15/14
Production industrielle (en tonnes)				
Caoutchouc humide	39 679	33 913	30 818	-9,1%
Caoutchouc usiné	20 049	17 066	17 717	3,8%
Exports caoutchouc usiné	19 420	17 153	18 006	5,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	24 244	14 853	14 761	-0,6%
Investissements (millions de FCFA)	7 648	3 661	4 623	26,3%
Effectifs	179	180	176	-2,2%
Masse salariale (en millions)	1 156	1 296	1 194	-7,9%

Source : SIAT

II.4.2 L'élevage

En 2015, le ranch de Siat dans la Nyanga a connu un accroissement de 3,8% de son cheptel, soit 4 941 têtes contre 4 761 en 2014. Cette augmentation est liée à la minimisation du nombre de décès et à l'introduction des jeunes bêtes dans le troupeau.

L'activité de l'élevage porcin et avicole a été morose. La production de la viande porcine a diminué de 26,5%, passant de 98 tonnes en 2014 à 72 tonnes en 2015. De même, le nombre d'œufs produits par les aviculteurs a régressé de 28,8% à 15,3 millions d'unités en 2015. Ces mauvais résultats sont imputables à l'arrêt de la majorité des exploitations à cause de l'insuffisance d'encadrement des exploitants et des difficultés d'approvisionnement en aliments pour bétail.

Sur le plan commercial, la société a vendu 120 tonnes de viande au cours de l'année 2015, en hausse de 13,5%. Parallèlement, le chiffre d'affaires a progressé de 6,5% pour atteindre 445 millions de FCFA contre 418 millions de FCFA en 2014.

Evolution de l'activité d'élevage

	2013	2014	2015	15/14
Cheptel	5 097	4 761	4 941	3,8%
Ventes en kg	-	105 723	120 000	13,5%
Porcs (tonnes)	126	98	72	-26,5%
Œufs	2 662	2 089	1 374	-34,2%
Viandes (porcine et avicole)	316	274	305	11,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)*	-	418	445	6,5%
Effectifs*	24	21	20	-4,8%
Masse salariale*	137	126	114	-9,5%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga, IGAD *ne concerne que les données de SIAT

II.5 LES INDUSTRIES

II.5.1. Les Agro-industries

II.5.1.1 La production meunière et avicole

Globalement, l'activité meunière et avicole a enregistré des contre-performances en 2015. Les productions de farine et d'aliments pour bétail ont baissé respectivement de 0,6% et 3,4%, suite à des difficultés d'approvisionnement en blé. Toutefois, la production des œufs est en hausse de 6,4% à 42,8 millions d'unités. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est replié de 2,7% pour se situer à 33,8 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	2013	2014	2015	15/14
Productions				
Farine (en tonnes)	74 900	72 935	72 472	-0,6%
Issues (en tonnes)	20 670	19 324	19 954	3,3%
Aliments pour bétail (en tonnes)	26 748	28 551	27 593	-3,4%
Œufs (en milliers d'unités)	39 160	40 213	42 789	6,4%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	34 360	34 788	33 841	-2,7%
Investissements	1 161	1 121	883	-21,2%
Effectifs (nombre d'agents)	226	213	193	-9,4%
Masse salariale (en million de FCFA)	3 076	3 325	2 281	-31,4%

Source : Smag

II.5.1.2 Les huiles et corps gras

En dépit de l'augmentation de la production de l'huile rouge brute (+19,1%), suite à la mise en exploitation des plantations d'Olam à Kango, les autres productions de la filière huile et corps gras ont reculé, notamment l'oléine et les savons. L'insuffisance des quantités d'huile rouge à raffiner et la saturation du marché local par les produits importés expliquent ces contre-performances. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est contracté de 15,2%, à 7,1 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	2013	2014	2015	15/14
Productions (en tonnes)				
Huile rouge	5 232	6 466	7 702	19,1%
Huile raffinée	5 672	6 170	5 362	-13,1%
Savons	3 373	2 350	2 273	-3,3%
Ventes (en tonnes)	9 010	8 796	7 592	-13,7%
Huile raffinée	5 911	6 273	5 071	-19,2%
Savons	3 099	2 523	2 521	-0,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	9 293	8 343	7 073	-15,2%
Effectifs	191	174	167	-4,0%
Masse salariale	1 282	1 170	1 601	36,8%

Source : SIAT

II.5.1.3 La production sucrière

Globalement, l'activité sucrière a été marquée par de mauvais résultats en 2015, tant sur le plan agronomique qu'au niveau industriel et commercial. En effet, sur le plan agronomique, la production de canne à sucre a baissé de 2,4% à 292 874 tonnes. Les aléas climatiques, les difficultés d'entretien des champs et de maintenance expliquent ces contre-performances.

Sur le plan industriel, la production de sucre en granulé de 50 kg a reculé de 1,4% à 23 521 tonnes. Parallèlement, la transformation de sucre en morceaux et en dosettes s'est légèrement repliée de 0,5% à 17 959 tonnes, suite à un arrêt de travail observé par le personnel pendant un mois. Sur le plan commercial, les ventes ont généré un chiffre d'affaires de 19,7 milliards de FCFA en très légère baisse par rapport à 2014 (-0,9%).

Evolution de l'activité sucrière

	2013	2014	2015	15/14
Production (en tonnes)	24 300	23 850	23 521	-1,4%
Total sucre transformé	11 220	18 074	17 959	-0,6%
Sucre (en morceaux)	8 352	10 288	9 699	-5,7%
Autres (dose, granulé 1kg)	2 868	7 786	8 260	6,1%
Ventes (en tonnes)	29 580	32 335	32 232	-0,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	20 930	19 922	19 738	-0,9%
Investissements (en millions de FCFA)	3 000	2 274	1 950	-14,2%
Effectifs (nombre d'agents)	419	403	387	-4,0%
Masse salariale (en million de FCFA)	4 431	4 287	4 206	-1,9%

Source : Sucaf

En matière d'investissements, la société a mobilisé une somme d'environ 2 milliards de FCFA en 2015, pour l'acquisition d'une deuxième chaîne de fabrication de sucre et l'aménagement des plantations.

II.5.1.4 Les boissons

II.5.1.4.1. Les bières et les boissons gazeuses

A fin décembre 2015, la branche des boissons gazeuses et alcoolisées a connu un tassement de son activité, suite aux difficultés techniques et à la faiblesse de la demande du marché domestique. De fait, la production totale de boissons gazeuses et alcoolisées a baissé de 7,8%, pour un volume de 2,7 millions d'hectolitres, malgré la bonne tenue des vins (+47,4%). Cependant, le chiffre d'affaires est resté quasi-stable à 157,8 milliards de FCFA. Les effectifs sont restés constants à 962 agents permanents pour une masse salariale de 13,4 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité sucrière

	2013	2014	2015	15/14
Productions (en hectolitres)	2 501 703	2 932 170	2 704 006	-7,8%
Bières	1 371 383	1 694 119	1 542 168	-9,0%
Boissons gazeuses	1 041 936	1 155 380	1 073 130	-7,1%
Vins	36 425	30 859	45 483	47,4%
Divers	51 959	51 811	43 224	-16,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	154 091	157 467	157 848	0,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	11 631	12 174	13 454	10,5%
Effectifs (nombre d'agents)	926	961	962	0,1%

Sources : Sobraga, Sovingab.

II.5.1.4.2 L'eau minérale

En 2015, la Société des Eaux de Léconi (SOBOLECO) a obtenu quatre certifications internationales, garantissant la qualité des processus de production et de gestion, la qualité du management environnemental, la qualité de la gestion des risques professionnels et la sécurité des denrées alimentaires.

La production de l'eau minérale a enregistré une hausse de 16,1%, soutenue par le fonctionnement optimal de la deuxième ligne de production, en dépit de la survenance de la panne de deux compresseurs. De même, le chiffre d'affaires s'est établi à 14,4 milliards de FCFA, en raison de la fermeté de la demande locale.

Les effectifs ont été renforcés passant de 48 à 55 employés, en vue de l'augmentation des capacités de production visant à répondre à la hausse de la demande. Ceci a occasionné une hausse de 23,9% de la masse salariale.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2013	2014	2015	15/14
Production d'eau (en hectolitres)	466 969	569 922	661 775	16,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	9 830	12 041	14 371	19,3%
Effectifs	46	48	55	14,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	574	569	705	23,9%

Source : Soboléco

II.5.2 Les Industries du Bois

Le processus d'industrialisation de la filière bois s'est poursuivi en 2015 avec la création d'une nouvelle unité de transformation. Les industries du bois comprennent trois niveaux de transformation, à savoir :

- 1^{er} niveau : sciage et déroulage ;
- 2^{eme} niveau : moulures, profilés, parquet et contreplaqués ;
- 3^{eme} niveau : menuiserie et ébénisterie.

L'activité des industries du bois a enregistré des résultats en hausse en 2015. En effet, la production consolidée a progressé de 7,5% pour atteindre 725 728 m³, en raison d'un meilleur approvisionnement des usines en grumes et des performances de nouvelles des usines.

Sur le plan commercial, les exportations ont observé la même tendance haussière (+1,9%), en raison de la demande soutenue du marché des bois tropicaux. De même, les ventes locales ont progressé de 52,1%, en liaison avec la fermeté de la demande locale. Ainsi, le chiffre d'affaires a connu une hausse de 4,6% pour se situer à 192,8 milliards de FCFA. Les emplois ont augmenté de 1,8% à 9 655 agents permanents, en raison du renforcement de l'outil de production industriel.

Evolution de l'activité industrielle

en mètres cubes	2013	2014	2015	15/14
Production	648 739	675 221	725 728	7,5%
Ventes locales	49 935	48 621	73 964	52,1%
Exportations	528 509	602 814	613 971	1,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	103 553	184 348	192 793	4,6%
Effectifs (agents permanents)	7 063	9 483	9 655	1,8%

Source : Enquête TBE

Les unités de sciage

Ce segment représente plus de 80% des unités de transformation de la filière avec 112 usines. Celles-ci sont disséminées à travers le pays, avec une concentration dans les provinces de l'Estuaire, du Woleu-Ntem et de l'Ogooué-Maritime. Elles produisent principalement les bois débités, à savoir : les lattes, les chevrons et les planches.

L'activité de sciage s'est raffermie en 2015, avec une production en augmentation de 10,8% à 461 710 m³. Cette évolution découle principalement d'un meilleur approvisionnement des unités en grumes. Sur le plan commercial, les résultats se sont caractérisés par une embellie des ventes, en raison du dynamisme du marché local (+81,5%), tandis que les exportations ont régressé de 1,8%, en liaison avec la morosité du marché international. Le regain d'activité des unités de sciage a nécessité une main-d'œuvre supplémentaire, portant ainsi les effectifs à 8 718 agents.

Evolution de l'activité des industries de sciage

en mètres cubes	2013	2014	2015	15/14
Production	400 846	416 521	461 710	10,8%
Ventes locales	38 354	31 197	56 620	81,5%
Exportations	330 849	401 270	394 232	-1,8%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	54 100	125 697	133 896	6,5%
Effectifs (agents permanents)	5 615	8 302	8 718	5,0%

Source : Enquête TBE

Les unités de déroulage

L'activité de déroulage compte dix-sept unités de transformation qui fabriquent essentiellement des placages (dix unités) et des contreplaqués (sept unités) à base d'okoumé. Le renforcement des capacités de production, amorcé en 2012, justifie la stabilité de l'activité des placages, malgré la crise internationale. Par ailleurs, tirée par la demande du marché européen, l'activité de contreplaqué a été bien orientée.

Le placage

Malgré une légère baisse de la production (-0,2%), les exportations des placages ont augmenté de 6,3% pour s'établir à 170 431 m³, en raison de la vitalité de la demande des principaux clients (l'Asie, l'Europe et les Etats-Unis). Dans ces conditions, le chiffre d'affaires est resté quasi-stable à hauteur de 40,5 milliards de FCFA. Cependant, les emplois ont régressé de 20,7%, soit 937 personnes.

Evolution de l'activité des industries de placage

en mètres cubes	2013	2014	2015	15/14
Production	184 695	190 774	190 473	-0,2%
Exportations	154 193	160 263	170 431	6,3%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	33 506	40 339	40 481	0,4%
Effectifs (agents permanents)	1 448	1 181	937	-20,7%

Source : Enquête TBE

Le contreplaqué

L'activité de fabrication de contreplaqué a connu une hausse de 8,3% en 2015, avec une production de 73 545 m³, suite à l'approvisionnement régulier des unités de transformation. Aussi, les exportations ont-elles progressé de 19,4% pour s'établir à 49 308 m³, consécutivement à la demande du marché international, notamment asiatique et européen.

Par contre, les ventes locales ont légèrement régressé (-0,5%) pour s'établir à 17 344 m³, dans un contexte de stabilité des consommations des ménages et des sociétés.

Evolution de l'activité des unités de contreplaqué

en mètres cubes	2013	2014	2015	15/14
Production	63 198	67 926	73 545	8,3%
Exportations	11 581	17 424	17 344	-0,5%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	43 467	41 281	49 308	19,4%
Effectifs (agents permanents)	15 947	18 312	18 416	0,6%

Source : Enquête TBE

Les unités de menuiserie, d'ébénisterie et les dépôts de vente de bois

Amorcée en 2014 par la société Rain Forest Management, le développement du segment de la troisième transformation s'est poursuivi en 2015 avec l'installation de la société Gabon Wood Industrie dans la ZERP de Nkok. Ces entreprises sont spécialisées dans la fabrication des portes, fenêtres et table-bancs.

II.5.3 Le raffinage

A fin décembre 2015, la raffinerie de pétrole a enregistré des résultats appréciables, au regard de l'évolution des principaux indicateurs de la branche et ce, malgré les contre-performances commerciales.

Le brut traité

Après une année 2014 morose, la raffinerie a enregistré, en 2015, une progression de 11,4% du volume de brut traité, grâce à l'optimisation de l'outil de production durant le second semestre, malgré la grève observée par le personnel en début d'année.

Afin de satisfaire la demande locale et combler le déficit structurel, la société a importé des produits pétroliers raffinés (gasoil, butane, etc.) à hauteur de 248 945 tonnes métriques en 2015 contre 388 811 en 2014, soit un retrait de 36%.

Evolution de l'activité de production de Sogara

en tonnes métriques	2013	2014	2015	15/14
Total brut traité	805 430	832 828	927 563	11,4%
Total importations	415 437	388 811	248 945	-36,0%

Source : Sogara

La commercialisation

Sur le plan commercial, hormis le butane et les résidus atmosphériques, les ventes des autres produits pétroliers raffinés se sont rétractées sur le marché domestique et à l'extérieur, en raison de la faiblesse de la demande liée à la morosité de l'activité observée dans certains secteurs de l'économie nationale et internationale. Cependant, les exportations de résidus atmosphériques ont enregistré une hausse de 12,2% et ont été destinées aux raffineries implantées en Belgique, en Allemagne, aux Pays-Bas et aux Etats-Unis. En conséquence, le chiffre d'affaires a décliné de 31,2% à 337,9 milliards de FCFA à fin décembre 2015.

II.5.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité

Suite aux travaux de réhabilitation et de renforcement de l'outil de production et de distribution, l'activité de la branche énergie s'est raffermie en 2015. Dans

le même temps, le nombre d'abonnés s'est accru de 1,4% en électricité à 284 493 clients et de 1,3% en eau (166 723 clients).

Evolution de l'activité du secteur énergie

	2013	2014	2015	15/14
Abonnements (nombre)				
Electricité	271 399	280 639	284 493	1,4%
Eau	159 114	164 567	166 723	1,3%
Production en volume				
Electricité (en millions de kwh)	2 075	2 171	2 330	7,3%
Production SEEG	1 891	1 789	1 906	6,5%
Achats d'électricité (Télémenia)	184	382	424	11,0%
Eau (en millions de m3)	89	99	109,1	10,2%
Ventes en volume				
Electricité (en millions de kwh)	1 564	1 650	1 704	3,2%
Moyenne tension	586	613	601	-2,0%
Basse tension	978	1 037	1 103	6,4%
Eau (en millions de m3)	65	70	74	5,4%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	182	194	201	3,7%
Electricité	153	164	161	-1,6%
Eau	24	24	27	12,9%
Prestations et divers	5	6	13	111,7%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	63,0	64,7	76,0	17,5%
Investissements (en milliards de FCFA)	22,0	13,0	19,0	46,1%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	27,5	24,5	27,0	10,1%
Effectifs (agents permanents)	1 774	1 834	1 964	7,1%

Source : Sogara

II.5.4.1 L'électricité

La production nette d'électricité a progressé de 7,3% pour s'établir à 2 330 millions de Kwh en 2015. Cette embellie est liée à la remise en production des groupes thermiques, confortée par la production additionnelle de la centrale thermique d'Alénakiri et du Grand Poubara.

De même, les ventes ont enregistré une hausse de 3,2%, soutenue par la demande sans cesse croissante des ménages et l'extension du réseau de distribution d'électricité à Libreville (Bel air, Ondogo) et à Akanda, en dépit de la contraction des ventes en volumes d'électricité moyenne tension (-2%), en liaison avec l'atonie de l'activité dans certains secteurs.

II.5.4.2 L'eau

La branche eau a connu des résultats appréciables, suite au renforcement de la capacité de production (Ntoum et Mandorové) et à l'extension du réseau de distribution d'eau dans certaines zones à Port-gentil, Libreville et Akanda, ainsi qu'à la vigueur de la demande (industries et ménages). Ainsi, la production nette a augmenté de 10,2% à 109,1 millions de m³. Les ventes ont progressé de 11,5% pour se chiffrer à 73,8 millions de m³.

II.5.4.3 Les résultats consolidés

Le chiffre d'affaires consolidé s'est accru de 3,7% en 2015 pour se chiffrer à 201,1 milliards de FCFA. Cette embellie découle principalement du segment Eau et de la performance réalisée à travers la location des groupes thermiques auprès de la société Agrico (45 Mégawatt).

En outre, une gestion axée sur la maîtrise des coûts a favorisé une hausse de 17,47% de la valeur ajoutée, passant de 64,7 milliards de FCFA en 2014 à 76 milliards de FCFA en 2015.

Les investissements ont concerné le renforcement de l'outil de production, le réseau de distribution et l'achat du logiciel client. A cet effet, 19 milliards de FCFA ont été dépensés en 2015 contre 13 milliards de FCFA en 2014, soit une hausse de 46,1%.

Les effectifs ont enregistré une hausse de 7,1% en 2015, grâce au recrutement des agents releveurs, du service dépannage et branchement et de la mise en place d'une équipe de relève permanente. Le renforcement des effectifs et l'augmentation des salaires des anciens agents ont induit un relèvement de 10,2% de la masse salariale.

II.5.5 Les autres industries de transformation

L'activité des autres industries de transformation, qui comprennent la chimie, les matériaux de construction et la seconde transformation des métaux, a évolué négativement en raison des contre performances des secteurs BTP et parapétrolier.

II.5.5.1 La chimie

La chimie est composée des branches de fabrication des peintures, des gaz industriels et des lubrifiants, auxquels s'ajoutent divers produits chimiques tels que les matelas, les papiers à base d'ouate de cellulose et les désinfectants.

L'activité des industries chimiques a été morose du fait de la contraction de la demande en liaison avec la baisse d'activité dans les BTP, à laquelle s'ajoutent des difficultés dans l'approvisionnement des intrants et la concurrence des produits importés. Ainsi, le chiffre d'affaires a chuté de 20,4% pour s'établir à 24,1 milliards de FCFA en 2015.

Les investissements, d'une valeur de 910,4 millions de FCFA, ont été alloués à l'amélioration de l'outil de production et au traitement des eaux usées dans le cadre du respect des normes environnementales. Les effectifs ont diminué de 12,3%, suite au ralentissement de l'activité. Ceci a induit une contraction de la masse salariale de 15,5% à 2,7 milliards de FCFA en 2015.

Evolution de l'activité des industries chimiques

	2013	2014	2015	15/14
Productions				
- Peintures (tonnes)	5 746	5 686	4 897	-13,9%
- Gaz industriels (m ³)	751 877	680 072	532 121	-21,8%
- Lubrifiants (tonnes)	6 272	5 215	3 009	-42,3%
- Emballages (unités)	312 695	303 720	146 950	-51,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	33 226	30 213	24 060	-20,4%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	61	858	1 369	59,6%
Investissements (millions de FCFA)	236	526	910	73,2%
Masse salariale (millions de FCFA)	3 153	3 214	2 717	-15,5%
Effectifs (nombre d'agents)	363	366	321	-12,3%

Sources : Gpl, Chimie Gabon, Sgi, Air Liquide Gabon, Sogagi, Pizolub, Mousse Industrie, Satoga, Chimiotecnica

Les peintures

La production des peintures a régressé de 13,9% à 4 897 tonnes en 2015, en raison essentiellement des ruptures des stocks des consommations intermédiaires (intrants) et de la contraction de la demande des opérateurs des BTP et des sociétés pétrolières.

Les gaz industriels

L'activité de production de gaz industriels s'est détériorée au cours de l'année 2015, suite à la contraction des commandes des secteurs pétrolier et BTP. Ainsi, la production a diminué de 21,8%, passant de 680 072 m³ à 532 121 m³ sur une année.

Les lubrifiants

L'activité de fabrication des lubrifiants a été atone en 2015, plombée par la faiblesse des commandes des marqueteurs sur le marché local et extérieur, ainsi que par la concurrence acerbe des produits importés. Ainsi, la production de lubrifiants a régressé de 42,3%. De même, la production des emballages métalliques et plastiques est passée de 303 720 unités en 2014 à 146 950 unités en 2015, soit une chute de 51,6%.

II.5.5.2 Les matériaux de construction

Les matériaux de construction sont constitués de la production de ciment, de briques, d'agrégats et de l'extraction de sable.

La production de ciment, qui s'est élevée à 146 590 tonnes en 2015 contre 161 347 tonnes en 2014, s'est repliée de 9,1%, en raison de la contraction de la demande des sociétés de BTP et de la concurrence des importations. Parallèlement, la production des agrégats a chuté de 90,5% à 37 745 tonnes en 2015, suite à la fermeture de la carrière de calcaire de Ntoun. De même, l'extraction de sable a reculé de 5,5% à 1,04 million de tonnes, du fait de la contraction de la demande des sociétés de BTP. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a régressé de 19,8% à 12,4 milliards de FCFA en 2015.

La réduction des effectifs de 15,1% à 158 employés en 2015 est liée à la restructuration de la société Cimgabon, suite à la reprise de ses actifs par le groupe Cimaf. Cette évolution a induit une contraction de la masse salariale de 54,4% à 2,1 milliards de FCFA.

Evolution des matériaux de construction

	2013	2014	2015	15/14
Production (tonnes)				
Clinker	138 665	50 237	0	-100,0%
Ciment	192 088	161 347	146 590	-9,1%
Agrégats	501 938	398 817	37 745	-90,5%
Sable (m ³)	1 100 000	1 100 000	1 040 000	-5,5%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	29 767	26 343	21 116	-19,8%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	1 267	2 762	4 469	61,8%
Investissements (millions de FCFA)	1 159	432	167	-61,4%
Masse salariale (millions de FCFA)	4 812	4 701	2 145	-54,4%
Effectifs (nombre d'agents)	234	186	158	-15,1%

Sources : Cimgabon, Sablière d'Owendo

II.5.5.3 La seconde transformation des métaux

La seconde transformation des métaux comprend la chaudronnerie, la construction navale, la charpente métallique, la mécanique et la fabrication des tôles en aluminium. Le recyclage des métaux et la fonderie permettent la transformation à chaud des aciers pour produire du fer à béton, essentiellement vendu sur le marché national, des lingots de plomb, de cuivre, d'aluminium et des granulés plastiques.

La production globale des tôles a régressé de 12% à 2 398,6 tonnes en 2015, du fait de la diminution du nombre de chantiers en construction en liaison avec la baisse de l'activité économique nationale.

Cependant, malgré l'explosion de la chaudière survenue en avril dans l'usine de fonderie de métaux de l'entreprise CDG, la production du fer à béton a progressé de 46,6% à 2 912 tonnes en 2015. De même, la production des lingots a été évaluée à 2 423 tonnes en 2015, dont 587 tonnes de plomb, 728 tonnes de cuivre et 1 108,4 tonnes d'aluminium.

Evolution de la seconde transformation des métaux

	2013	2014	2015	15/14
Production (tonne)				
Alga				
Tôles	2 272	2 726	2 399	-12,0%
Fers à béton		1 986	2 912	46,6%
Lingots		570	2 423	325,1%
- Plomb		50	587	1073,5%
- Aluminium		140	1 108	691,7%
- Cuivre		380	728	91,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	57 596	52 703	48 195	-8,6%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	6 687	6 001	6 643	10,7%
Investissements (millions de FCFA)	1 085	2 790	1 875	-32,8%
Masse salariale (millions de FCFA)	2 659	3 029	3 024	-0,2%
Effectifs (nombre d'agents)	420	328	296	-9,8%

Sources : Sotralga, Comnet, Comeg-Ertb, Friedlander, AfricaAlloys

Dans un contexte de baisse du niveau d'activité dans la chaudronnerie et la charpente métallique, le chiffre d'affaires de la seconde transformation des métaux s'est contracté de 8,6% à 48,2 milliards de FCFA en 2015.

Parallèlement, les effectifs ont diminué de 9,8% pour se situer à 296 personnes, pour une masse salariale de 3 milliards de FCFA. Les dépenses d'investissement ont permis le renforcement de l'outil de production, l'acquisition des engins et des véhicules ainsi que l'aménagement des ateliers.

II.5.5.4 L'industrie minière

L'année 2015 a été marquée par l'entrée en production du Complexe Métallurgique de Moanda (CMM ou C2M), constitué d'une usine de silico-manganèse (65 000 tonnes/an) et d'une usine de manganèse métal (20 000 tonnes/an). Le Gabon est devenu, à travers ce projet, le deuxième pays africain, après l'Afrique du Sud, à développer ce type de transformation de son minerai de manganèse.

La production réalisée par le Complexe Métallurgique de Moanda au cours de sa première année d'exploitation a été de 14 547 tonnes pour le silico-manganèse et de 1 806 tonnes pour le manganèse métal.

Parallèlement, les exportations des produits ont atteint 13 470 tonnes de silico-manganèse et 1 142 tonnes de manganèse métal à fin décembre 2015, dans un contexte de chute des prix de vente de ces deux produits sur le marché mondial, dans le sillage de la baisse des prix du manganèse.

Chiffre d'affaires (DPS)

Le complexe a employé 432 agents permanents, dont 9 expatriés. Au titre des investissements, 9,4 milliards de FCFA ont été consentis pour l'acquisition des équipements.

II.5.6 L'imprimerie, l'édition et la presse

II.5.6.1 L'imprimerie

La contraction des commandes a plombé l'activité de l'imprimerie en 2015. Ainsi, le chiffre d'affaires a baissé de 18,3% à 9,4 milliards de FCFA. La valeur ajoutée a également régressé de 14,7% pour se situer à 5,3 milliards de FCFA en 2015, sous l'effet de l'alourdissement des charges d'exploitation.

Evolution de l'imprimerie

	2013	2014	2015	15/14
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	13 885	11 477	9 381	-18,3%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	7 813	6 234	5 318	-14,7%
Investissements (millions de FCFA)	2 324	3 325	2 324	-30,1%
Masse salariale (millions de FCFA)	2 925	2 533	2 568	1,4%
Effectifs (nombre d'agents)	201	229	220	-3,9%

Sources : Multipress Gabon, Sgit, Dfi, Imprilux, Saint-Joseph, Dynastie

Les imprimeries ont fonctionné avec 220 agents, en baisse de 3,9% suite à des départs en retraite et des démissions. Aussi, la masse salariale a-t-elle augmenté de 1,4% à 2,6 milliards de FCFA, en raison du paiement des indemnités de départ. Les investissements, de l'ordre de 2,3 milliards de FCFA, ont servi majoritairement à la sécurisation et à la modernisation de l'outil de production.

II.5.6.2 L'édition et la presse

L'activité de la branche édition et presse a diminué de 14,9% à 3,9 milliards de FCFA en 2015, en raison de la contraction des ventes des journaux et de la publicité. La restructuration de la principale société a permis de stabiliser les effectifs à 53 agents pour une masse salariale de 567 millions de FCFA.

Evolution de l'édition et la presse

	2013	2014	2015	15/14
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	4 970	4 550	3 871	-14,9%
Masse salariale (millions de FCFA)	527	553	567	2,5%
Effectifs (nombre d'agents)	55	53	53	0,0%

Source : Sonapresse

II.6 LE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Le secteur du Bâtiment et Travaux Publics (BTP) regroupe trois types d'opérateurs: les filiales des multinationales, les moyennes entreprises à capitaux privés nationaux ou étrangers et les petites entreprises individuelles. Son activité se déploie dans les domaines de la construction et la réhabilitation des bâtiments, du génie civil, de la pose des lignes d'eau, d'électricité et de téléphone.

La décélération de l'activité des BTP, amorcée en 2014, s'est poursuivie en 2015. En effet, le chiffre d'affaires global s'est contracté de 3,8% pour se situer à 296 milliards de FCFA, en raison du faible nombre des travaux d'envergure financés par l'Etat, ainsi que du ralentissement ou de l'arrêt de certains chantiers. La plus forte baisse a concerné le segment réseau d'eau et d'électricité (-8,2%) alors que le bâtiment et génie civil a reculé de 3,1% sur la période.

Par conséquent, la valeur ajoutée du secteur a reculé de 14% au cours de la période sous-revue, en raison de l'importance des charges d'exploitation. Du fait de l'atonie de l'économie nationale, les investissements des entreprises de BTP ont chuté de 72,6% à 5,9 milliards de FCFA, essentiellement destinés à la maintenance des équipements.

La faiblesse du niveau d'activités a eu un impact négatif sur l'emploi marqué par des licenciements économiques et des départs volontaires, d'où la baisse de 18,7% des effectifs à 5 699 agents permanents. En conséquence, la masse salariale a chuté de 16,3% pour se situer à 36,1 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des BTP

(en millions de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Production vendue	396 183	307 530	295 964	-3,8%
- Bâtiment-génie-civil	360 046	269 773	261 290	-3,1%
- Lignes eau, électricité, téléphone	36 137	37 757	34 674	-8,2%
Valeur ajoutée	74 538	37 318	32 105	-14,0%
Investissements	27 815	21 830	5 991	-72,6%
Masse salariale	44 538	43 138	36 116	-16,3%
Effectifs permanents	6 715	7 014	5 699	-18,7%

Sources : Colas Gabon, Socoba EDTPL, Cfhec, Sericom, Sinohydro, Mika Services, Acciona, CRBC, Sogacer, Sobeas, Corail Construction, Omega Btp, ETE, Groa, Gtab, J.B Engineering, Sogafric Services, Bouygues Energies, Cetex, Seteg, Cgpr, Lbtgg, Faco Construction, Avantis, Soco-TP, Nuez Et Fils, Géofor

II.7 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

Le secteur des transports est subdivisé en quatre branches représentant les différents modes de transport, à savoir:

- le transport terrestre;
- le transport ferroviaire;
- transport aérien;
- transport maritime et fluvial.

En plus des opérateurs œuvrant dans les branches sus-citées, on retrouve les auxiliaires de transport.

II.7.1 Le transport terrestre

Cette branche englobe à la fois le transport des personnes et des marchandises en zone périurbaine et interurbaine. Aussi, bien que dominée par de nombreux opérateurs indépendants exerçant à la limite de la légalité, note-t-on tout de même l'émergence d'entités structurées au niveau de la desserte des zones interurbaines.

Au cours de l'année 2015, cette branche a enregistré des contre-performances qui se sont traduites par un recul du chiffre d'affaires global de 12,4% à 10,9 milliards de FCFA. Une tendance également observée au niveau de la valeur ajoutée et des investissements qui ont baissé respectivement de 2,6% et de 12%.

Evolution de l'activité de transport terrestre

(en millions de FCFA)	2013	2014	2015	var 15/14
Chiffre d'affaires	48 426	12 472	10 921	-12,4%
Valeur ajoutée	21 190	8 156	7 940	-2,6%
Investissements	22 420	7 071	6 224	-12,0%
Masse salariale	1 590	6 715	6 956	3,6%
Effectifs	1 590	1 319	1 385	5,0%

Source: Sogatra, Transporteur, Transform's, Hitu Transport, Molviloise Transport, Major Transport

II.7.2 Le transport ferroviaire

Le transport ferroviaire a amélioré ses performances en 2015, favorisées par les travaux d'entretien du réseau et le regain de l'activité dans les mines et les industries du bois. Ainsi, le volume global de marchandises acheminées par rails s'est accru de 7,9% pour s'établir 4,7 millions de tonnes.

Parallèlement, le nombre de passagers a augmenté de 10,3% à 237 399 personnes, en raison d'une meilleure régularité des trains, suite aux travaux de maintenance et de stabilisation de la voie.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

(en tonnes)	2013	2014	2015	15/14
Total marchandises transportées	4 607 545	4 321 361	4 661 114	7,9%
Grumes	304 498	340 039	333 434	-1,9%
Bois débités	35 148	32 347	37 241	15,1%
Manganèse	3 959 754	3 663 951	3 974 986	8,5%
Produits pétroliers	58 691	60 851	56 763	-6,7%
Clinker	19 739	8 149	-	-
Autres marchandises	229 715	216 024	258 690	19,8%
Passagers (en nombre)	229 595	215 221	237 399	10,3%

Source : Setragt

La bonne tenue de l'activité dans ce secteur a permis la consolidation du chiffre d'affaires (+15,9%) à 51,6 milliards de FCFA. La valeur ajoutée a également augmenté de 0,8%, suite à la mise en place d'une politique de maîtrise de coûts. Les investissements, bien qu'en repli de 4,1%, ont porté sur les travaux de

rénovation de la voie, notamment sur les ouvrages d'art, les rails, les traverses, le ballast et le soubassement.

La principale marchandise transportée demeure le manganèse (85,3%) suivi du bois en grumes (7%) et des autres marchandises (5%). Si les volumes de manganèse ont augmenté de 8,5% et 15,1% pour les bois débités, on a noté un recul de 1,9% du bois en grumes et 6,7% pour les produits pétroliers.

Les effectifs et la masse salariale ont baissé respectivement de 0,6% et 4,1%, en raison de la mise en œuvre du plan de départs volontaires.

Evolution des performances du transport ferroviaire

(en millions de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Chiffre d'affaires	47 554	44 604	51 684	15,9%
Valeur ajoutée	22 870	20 475	20 632	0,8%
Investissements	15 782	22 855	22 240	-2,7%
Masse salariale	13 707	14 048	13 471	-4,1%
Effectifs (nombre d'agents)	1 269	1 246	1 238	-0,6%

Source : Setragt

II.7.3 le transport aérien

L'ensemble des indicateurs de niveau d'activité dans le transport aérien ont été en net recul en 2015. En effet, les mouvements commerciaux des avions ont connu un repli de 7,5% dû aux contre-performances des réseaux domestique et international. Le nombre de passagers et le volume du fret ont suivi la même tendance, avec respectivement -2,7% et -21,5% de baisse. De même, le chiffre d'affaires consolidé a fléchi à 0,7% à 98,7 milliards de FCFA et les investissements consentis ont reculé de 29,4% par rapport à l'année précédente.

Evolution de l'activité aérienne

(en millions de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Chiffre d'affaires	75 922	99 396	98 748	-0,7%
Investissements	3 565	327	230	-29,6%
Masse salariale	4 720	6 150	5 339	-13,2%
Effectifs (nombre d'agents)	508	455	525	15,4%
Mouvements avions commerciaux	22 626	28 450	26 314	-7,5%
- réseau domestique	11 072	15 307	13 262	-13,4%
- réseau international	11 554	13 143	13 052	-0,7%
Nombre passagers	1 063 077	965 578	939 699	-2,7%
- vols domestiques	279 346	304 212	267 179	-12,2%
- vols internationaux	634 279	568 617	540 774	-4,9%
- en transit	149 452	92 749	131 746	42,0%
Volume du fret (tonnes)	19 928	19 457	15 276	-21,5%
- réseau domestique	1 698	1 755	1 093	-37,7%
- réseau international	18 230	17 702	14 183	-19,9%

Source: Aéroport de Libreville (ADL) Africa Aviation, Solenta Aviation, Heli-Union, Allégiance, Air France, NRT

II.7.3.1 Le trafic aérien national

Les mouvements commerciaux des avions ont enregistré une baisse de 13,4% à 13 262 vols en 2015. Cette évolution est imputable, non seulement aux difficultés d'exploitation rencontrées par certaines compagnies aériennes, mais aussi au ralentissement de l'activité observé dans la plupart des secteurs de l'économie nationale.

Au cours de la même période, le nombre de passagers a baissé de 12,2%, du fait de la préférence des passagers pour les autres modes de transport (bateaux, voitures) moins onéreux. Par ailleurs, le volume de fret a chuté de 37,7% en raison de la baisse de la commande des sociétés pétrolières.

II.7.3.2 Le trafic aérien international

En 2015, le nombre de passagers a enregistré un recul de 4,9% sur les vols internationaux, entraînant une réduction des fréquences de certaines compagnies. Ainsi, les mouvements commerciaux ont légèrement fléchi (-0,7%). Cependant, le nombre de passagers en transit a progressé de 42%.

II.7.4 Le transport maritime et fluvial

II.7.4.1 Le transport fluvial et lagunaire

La Compagnie Nationale de Navigation Intérieure et Internationale (CNNII) a pour mission d'assurer le transport des passagers et des marchandises par voie maritime, fluviale et lagunaire. En 2015, l'activité du transport fluvial et lagunaire a été mitigée. En effet, on a enregistré une baisse de la flotte qui est passée de 9 à 5 bateaux. De même, le nombre de rotations a reculé de 2,2%, suite aux arrêts techniques. Dans ce contexte, le volume de marchandises transportées a diminué de 46,1% passant de 243 054 tonnes en 2014 à 131 127 tonnes en 2015.

Le nombre de passagers transportés a fini en hausse de 27,7%, suite à la remise en service, au dernier trimestre, du principal bateau « Ntchengué » spécialisé pour le transport des personnes. En conséquence, le chiffre d'affaires a augmenté de 14,7% en 2015 pour s'établir à 5 milliards de FCFA.

Evolution du transport fluvial et lagunaire

(en millions de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Nombre de bateaux	5	9	5	-44,4%
Rotation des navires (nombre)	780	883	864	-2,2%
Nombre de passagers transportés	105 063	116 480	148 704	27,7%
Volume global des marchandises (en tonnes)	248 816	243 054	131 127	-46,1%
Chiffre d'affaires	4 392	4 358	5 000	14,7%
Masse salariale	1 329	1 208	1 320	9,3%
Effectifs (nombre d'agents)	125	110	133	20,9%

Source : CNNII

II.7.4.2 Le transport maritime

L'activité des principales compagnies maritimes s'est détériorée, du fait de la perte des contrats avec certaines sociétés pétrolières et de la faiblesse des commandes. En conséquence, le chiffre d'affaires de l'ensemble de la branche a baissé de 11,4% à 135,8 milliards par rapport à 2014. Le niveau des investissements et les effectifs ont baissé respectivement de 73,4% et 23%.

Evolution des performances du transport maritime

(en millions de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Chiffre d'affaires	99 037	124 048	91 371	-26,3%
Valeur ajoutée	31 029	46 685	8 326	-82,2%
Investissements	11 364	9 502	4 800	-49,5%
Masse salariale	18 106	27 552	13 162	-52,2%
Effectifs (nombre d'agents)	1 613	2 257	892	-60,5%

Sources : Maesk, Delmas, Smit, Bourdon Gabon, Satram, CMA CGM Gabon, Solimar

II.7.4.3 Les activités portuaires

Le port d'Owendo

L'activité sous douane du port d'Owendo s'est dégradée en 2015 en raison de l'atonie de l'activité dans la plupart des secteurs de l'économie nationale. Ainsi, les mouvements des bateaux ont reculé de 7,9% à 573 rotations. Dans le même temps, le volume global de marchandises manipulées a enregistré un fléchissement de 0,9% imputable à la diminution des autres marchandises (-7,1%). Cependant, les bois débités et le manganèse ont vu leurs volumes augmenter en 2015, suite au regain d'activité dans ces secteurs.

Evolution de l'activité portuaire à Owendo

(en tonnes)	2013	2014	2015	15/14
Mouvements des bateaux (nombre)	565	622	573	-7,9%
Volume total de marchandises	5 708 036	5 626 190	5 578 076	-0,9%
Produits forestiers	336 414	446 773	536 138	20,0%
Manganèse	3 324 668	2 978 982	2 998 132	0,6%
Autres marchandises	2 046 954	2 200 435	2 043 806	-7,1%

Source : OPRAG Libreville

Le port de Port-Gentil

L'activité au niveau du port sous douane de Port-Gentil a également pâti des effets de la crise du pétrole. En effet, les mouvements des bateaux ont reflué de 63,6% pour se situer à 248 en 2015 contre 681 en 2014. Cette tendance baissière est également perceptible au niveau des volumes transportés (-15,7%), suite à la contraction des importations des biens d'équipement et de consommation (-24,1) et des exportations de bois débités (-9,3%).

Evolution de l'activité portuaire de Port Gentil

(en tonnes)	2013	2014	2015	15/14
Mouvements des bateaux (nombre)	661	681	248	-63,6%
Volume total de marchandises	386 232	459 887	387 832	-15,7%
Produits forestiers	60 039	196 199	177 871	-9,3%
Poissons	nd	38 083	38 766	1,8%
Autres marchandises	326 193	225 605	171 195	-24,1%

Source : OPRAG Libreville

II.7.4.4 Les auxiliaires de transport

La branche des auxiliaires de transport regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité est connexe aux prestations de transport. On y retrouve :

- les entités ayant en charge la gestion et l'entretien des domaines publics (OPRAG, GPM, ADL, ASECNA) ;
- les agences de voyages (Mistral voyages, Eurafrique voyages, Global voyages etc.) ;
- les sociétés réalisant les opérations de déménagements nationaux et internationaux (AGS, CIG, etc.) ;
- les sociétés de transit, d'acconage, de consignation, de manutention et logistique maritime (SDV, TTG, NECOTRANS, etc.).

La branche des auxiliaires de transport a enregistré des contre-performances en 2015, se traduisant par une baisse de 2,4% du chiffre d'affaires. Cette évolution est consécutive principalement à la crise du pétrole. Dans ce contexte, la valeur ajoutée et les investissements ont diminué respectivement de 2,6% et 12,1%.

Evolution des performances des auxiliaires de transports

(en millions de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Chiffre d'affaires	110 385	162 506	158 554	-2,4%
Valeur ajoutée	60 846	35 282	34 352	-2,6%
Investissements	9 445	10 551	9 273	-12,1%
Masse salariale	15 866	36 276	33 469	-7,7%
Effectifs (nombre d'agents)	1 763	2 127	2 151	1,1%

Source : Stcg, Gpm, Nécotrans, Oprag, Adl, L2m, Asecna, Ags, Panalpina, Hpg, Euroafrique, Master Voyage, Sdv

II.8 LES TELECOMMUNICATIONS

Le secteur courriers et télécommunications est constitué des sociétés intervenant dans :

- la transmission radiotélévisée et l'approvisionnement des fournitures d'accès à internet ;
- la distribution du courrier, des colis et la vente des boîtes aux lettres ;
- l'acheminement du courrier express;
- la téléphonie mobile et filaire ;
- la commercialisation et l'installation des équipements pour le réseau de la télévision par satellite.

Les indicateurs du secteur télécommunications ont été en baisse en 2015. En effet, le nombre d'abonnés au téléphone mobile a enregistré un repli de 4,2% pour s'établir à 2,8 millions de clients, suite à l'opération d'identification des clients, imposée par l'agence de régulation.

A l'inverse, le nombre d'abonnés au téléphone fixe a légèrement progressé (+1,4%), suite aux offres commerciales, notamment la suppression des frais de raccordement et le package combinant les lignes fixes à Internet. Par ailleurs, le déploiement des services 3G/4G par deux opérateurs de téléphonie mobile à Libreville et à l'intérieur du pays a favorisé la croissance du parc Internet Mobile (+61,8%), avec 1,4 million d'abonnés actifs en 2015.

Evolution du nombre d'abonnés

	2013	2014	2015	15/14
Téléphone ordinaire	18 862	18 498	18 758	1,4%
Téléphone cellulaire	2 946 904	2 943 859	2 820 968	-4,2%
Total abonnés téléphone	2 965 766	2 962 357	2 839 726	-4,1%
Nombre abonnés haut débit	10 436	9 641	10 800	12,0%
Nombre abonnés Internet Mobile (GSM)	535 635	852 292	1 379 391	61,8%
Total abonnés Internet	546 071	861 933	1 390 191	61,3%

Source : Stcg, Gpm, Nécotrans, Oprag, Adl, L2m, Asecna, Ags, Panalpina, Hpg, Euroafrique, Master Voyage, Sdv

Les différentes offres promotionnelles (baisse des prix, forfaits d'appel et d'internet) ainsi que la diminution du nombre d'abonnés ont induit un repli du chiffre d'affaires de 2,8% à 275,4 milliards de FCFA. L'augmentation de 21,5%

de la valeur ajoutée résulte de la baisse des coûts d'exploitation de la compagnie suite au raccordement d'un nombre important de clients au réseau de la fibre optique.

Evolution des performances du secteur Courriers et Télécommunications

(en milliards de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Chiffre d'affaires	379,1	283,4	275,4	-2,8%
Valeur ajoutée	127,2	96,4	117,1	21,5%
Investissements	207,1	63,7	63,9	0,3%
Masse salariale	74,0	16,5	18,3	10,9%
Effectifs	2 968	2 198	2 135	-2,9%

Sources : Gabon Telecom, Airtel Gabon, Moov, Azur, Ems Delta +, Dhl, Tnt Gabon, Gabcel

Les investissements réalisés en 2015 se sont chiffrés à 63,9 milliards de FCFA et ont porté sur les équipements de pointe en vue de l'arrimage à la technologie 3G/4G et de l'amélioration de la qualité des réseaux. Les effectifs de la branche ont régressé de 2,9% pour s'établir à 2 135 agents en 2015, générant une masse salariale de 18,3 milliards de FCFA.

II.9 LE COMMERCE

Le secteur commerce est subdivisé en cinq sous groupes:

- le commerce général structuré ;
- le commerce des véhicules ;
- le commerce des produits pétroliers ;
- le commerce des produits pharmaceutiques ;
- le commerce des ouvrages.

En 2015, l'activité du secteur commerce a enregistré un recul de 12,0% avec un chiffre d'affaires consolidé de 1 110 milliards de FCFA, en raison de la contraction de la demande locale. Dans ce contexte, les investissements ont chuté de 64% à 33 milliards de FCFA suite au gel des projets par les différents opérateurs. A l'inverse, les effectifs et la masse salariale ont augmenté respectivement de 2,9% et 6,5% en liaison avec l'ouverture de nouvelles structures.

Evolution des indicateurs consolidés du secteur commerce

(en milliards de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Chiffre d'affaires	1 314	1 262	1 110	-12,0%
Investissements	43	92	33	-64%
Masse salariale	48	46	49	6,5%
Effectifs (nombre d'agents)	5 574	5 697	5 861	2,9%

Source : DGEPPF

II.9.1 Le commerce général structuré

Le chiffre d'affaires du commerce général structuré a baissé de 5,2% à 507,6 milliards de FCFA en 2015 contre 535,4 milliards l'année précédente. Cette situation s'explique par une contraction de la demande locale, en liaison avec le ralentissement de l'activité observée dans la plupart des secteurs de l'économie.

Les investissements, en chute de 76,2% pour un montant de 16,9 milliards de FCFA, ont porté principalement sur le renouvellement des équipements et la réfection des magasins. Au niveau de l'emploi, les effectifs ont progressé de 5,2% pour se situer à 4 382 agents permanents, entraînant une hausse de la masse salariale de 8,9% à 24,8 milliards de FCFA.

Evolution du commerce général structuré

(en milliards de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Chiffre d'affaires	576,9	535,4	507,6	-5,2%
Investissements	19,6	71,1	16,9	-76,2%
Masse salariale	26,4	22,8	24,8	8,9%
Effectifs (nombre d'agents)	4 000	4 166	4 382	5,2%

Sources : Ceca-Gadis, Mbolo, San, Centre Affaires, Nestlé-Gabon, Prix Import, Gabonaise de chimie, Bernabé Gabon, Diesel Gabon, Sipagel, CGE, Gabon Meca, Royal Piazza, APC, AEA, Hm Distribution, Cedicom, Bricorama, Electra, Gipa, Matériaux Réunis.

II.9.2 Le commerce des véhicules

Le commerce des véhicules neufs s'est détérioré en 2015, suite à la faiblesse des commandes publiques et privées (secteurs forestiers et BTP). Dans ces conditions, le nombre de véhicules neufs vendus s'est établi à 3 754 unités contre 4 739 voitures en 2014, soit une chute de 20,8% à 124,1 milliards de FCFA.

Parallèlement, les investissements ont régressé de 27,8% à 1,3 milliard de FCFA en 2015 contre 1,8 milliard de FCFA en 2014. De même, la masse salariale a

diminué de 1,6% à 9,7 milliards de FCFA en dépit d'un renforcement de 5% des effectifs.

Evolution du commerce des véhicules

(en milliards de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Ventes de véhicules neufs (nombre)	5 774	4 739	3 754	-20,8%
Chiffre d'affaires	185,7	158,7	124,1	-21,8%
Investissements	6,2	1,8	1,3	-27,8%
Masse salariale	9,0	9,8	9,7	-1,6%
Effectifs (nombre d'agents)	839	745	782	5,0%

Sources : Toyota Gabon, Sodim TP, CFAO, Tractaftric Motors, Tractaftric Equipement, Général Motors

II.9.3 Le commerce des produits pétroliers

En 2015, les ventes des produits pétroliers raffinés ont diminué de 7,5% pour se situer à 696 007 tonnes métriques contre 752 787 tonnes métriques en 2014. Cette contre-performance s'explique par les pénuries de carburants observées en début d'année, suite à la grève de l'ONEP et par la faiblesse des commandes des industries et du BTP. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est établi à 414,9 milliards FCFA, en régression de 17,5% par rapport à celui enregistré un an plus tôt.

Les investissements, en baisse de 28%, pour un montant de 12,5 milliards de FCFA, ont été orientés vers l'amélioration du réseau de distribution et la mise aux normes environnementales des cuves.

Les effectifs ont fléchi de 15% à 522 agents permanents, suite aux départs volontaires et à la retraite de certains agents. Par contre, la masse salariale a affiché une hausse de 4,2%, sous l'effet des bonifications payées aux agents et des mesures d'accompagnement du personnel retraité.

Evolution du commerce des produits pétroliers

(en milliards de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Ventes en volumes (TM)	758 065	753 352	696 671	-7,5%
Chiffre d'affaires	492,0	503,0	414,9	-17,5%
Investissements	14,9	17,3	12,5	-28,0%
Masse salariale	11,2	12,5	13,0	4,2%
Effectifs (nombre d'agents)	570	614	522	-15,0%

Sources : Total marketing, Petro Gabon, Oil Libya, Engen, SGEEP.

II.9.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

En 2015, l'activité du commerce des produits pharmaceutiques s'est contractée de 1,5% en raison de la baisse des prescriptions, liée à la grève dans les structures hospitalières publiques.

Les investissements réalisés en 2015 se sont chiffrés à 2,6 milliards de FCFA, soit un relèvement de 34,2% par rapport à 2014 et ont servi aux travaux de construction du nouveau siège de Pharmagabon et à l'acquisition d'un terrain par Ubipharmgabon. En matière d'emploi, les effectifs ont été légèrement renforcés pour atteindre 140 personnes, représentant une masse salariale de 870 millions de FCFA.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

(en milliards de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Chiffre d'affaires	53,09	57,70	56,81	-1,5%
Investissements	2,14	1,93	2,59	34,2%
Masse salariale	0,90	1,03	0,87	-15,5%
Effectifs (nombre d'agents)	131	136	140	2,9%

Source : Pharmagabon, Ubipharm Gabon

II.9.5 La distribution des ouvrages et périodiques

Le chiffre d'affaires du commerce des ouvrages s'est détérioré de 11,9% en 2015 pour se situer à 6,3 milliards de FCFA, plombé principalement par la mévente des journaux internationaux et des manuels scolaires. Les effectifs ont baissé de 2,8% en 2015 tandis que la masse salariale a augmenté de 38,1% à 290 millions de FCFA, suite à la revalorisation des traitements et salaires.

Evolution du commerce des ouvrages

(en milliards de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Chiffre d'affaires	6,72	7,13	6,28	-11,9%
Investissements	0,02	0,09	0,03	-66,7%
Masse salariale	0,23	0,21	0,29	38,1%
Effectifs (nombre d'agents)	34	36	35	-2,8%

Source : Sogapresse

II.10 LES AUTRES SERVICES

Le secteur des autres services comprend les services immobiliers, les services de mécanique générale, les services rendus aux particuliers, les services rendus aux entreprises et les services parapétroliers.

L'activité des autres services a considérablement reculé en 2015, en liaison avec l'atonie observée dans plusieurs secteurs de l'économie nationale. Ainsi, le chiffre d'affaires a chuté de 20,5% pour s'établir à 445,6 milliards de FCFA. De même, la valeur ajoutée, les investissements et les emplois ont suivi cette tendance baissière.

Evolution des indicateurs consolidés des autres services

(en milliards de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Chiffre d'affaires	452,6	560,6	445,6	-20,5%
Valeur ajoutée	38,8	67,3	62,3	-7,4%
Investissements	59,5	58,1	40,7	-29,8%
Masse salariale	101,3	79,6	79,4	-0,2%
Effectifs (nombre d'agents)	10 754	14 220	13 183	-7,3%

Sources : Echantillon des entreprises des autres services.

II.10.1 Les services rendus aux particuliers

Ce segment regroupe les entreprises exerçant dans les jeux et loisirs, les services médicaux, les prestations mortuaires, l'auto-école, la décoration, la photographie, etc.

Le segment des services rendus aux particuliers a enregistré des contre-performances en 2015 comparativement à 2014. En effet, son chiffre d'affaires a baissé de 5,5% à 55,5 milliards de FCFA, sous l'effet de la morosité de l'activité dans la plupart des secteurs.

Les investissements ont décliné de 13,1% pour s'établir à 22,6 milliards de FCFA et ont concerné l'acquisition des équipements et du matériel roulant. Cependant, le nombre d'agents permanents s'est accru de 5,1% suite à l'ouverture des nouvelles salles de jeux à Libreville et à l'intérieur du pays, entraînant une hausse de la masse salariale de 26,9%.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

(en milliards de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Chiffre d'affaires	52,5	58,7	55,5	-5,5%
Valeur ajoutée	13,7	28,8	28,4	-1,4%
Investissements	2,9	26,0	22,6	-13,1%
Masse salariale	27,6	10,8	13,7	26,9%
Effectifs (nombre d'agents)	1 419	1 631	1 714	5,1%

Source : PMUG, SGJL, SGCL, Staff Gabon, GieGesparc, Franstel, Casepga, SAAF La Colombe, Gabosep, Polyclinique El Rapha, Cabinet Médicale, Médical Optique, Labo Color

II.10.2 Les services immobiliers

Les services immobiliers regroupent les transactions immobilières, le syndicat d'immeubles, la location, la vente, la gestion du patrimoine et la maîtrise d'ouvrages.

Le chiffre d'affaires des services immobiliers, contrairement à l'année précédente, a baissé de 21,3% à 4,4 milliards de FCFA en 2015. La faiblesse des transactions locatives et le non-renouvellement du stock immobilier de certaines agences, malgré le déficit de l'offre de logement, expliquent cette situation.

Evolution de l'activité des services immobiliers

(en millions de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Chiffre d'affaires	3 956	5 590	4 399	-21,3%
Valeur ajoutée	932	1 932	1 120	-42,0%
Investissements	1 226	1 819	1 408	-22,6%
Masse salariale	778	2 709	2 212	-18,3%
Effectifs (nombre d'agents)	118	182	144	-20,9%

Sources : AICI, Agences n°1, AIL, Alliance, SNI, SCI Equateur IV, Imp Conseil, BICP

II.10.3 Les services rendus aux entreprises

Les services rendus aux entreprises se composent des services comptables, juridiques et fiscaux, les services informatiques, les bureaux d'études, de contrôles et d'expertises techniques, de la location de matériels et de la mise à disposition de personnels.

La révision à la baisse des coûts de certaines prestations et la contraction des transactions comptables et en conseil ont entraîné un fléchissement de l'activité

de cette branche en 2015. Ainsi, le chiffre d'affaires s'est rétracté de 15,3% à 63 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

(en millions de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Chiffre d'affaires	52 109	74 356	62 979	-15,3%
Valeur ajoutée	24 170	36 535	32 748	-10,4%
Investissements	1 502	2 475	890	-64,0%
Masse salariale	11 405	26 891	26 967	0,3%
Effectifs (nombre d'agents)	6 219	8 612	8 234	-4,4%

Sources: CFAO technologies, Deloitte Touche Tohmatsu, Deloitte juridique et fiscal, Ernst & Young, Bureau Veritas Gabon, Price Water House Coopers, Price Water House Cooperstax&legal, Gabon Propre Service, Société Gabonaise de Service, General Business Machine, Fiduciaire d'Expertise d'Assistance et Gestion Comptable, CIS, Cabinet Delta, SOLSI

II.10.4 Les services de mécanique générale

Cette branche renferme les entreprises dont l'activité principale est la vente de pièces détachées et la réparation des véhicules, d'engins lourds et d'autres moteurs.

L'activité des services de mécanique générale s'est dégradée en 2015 en raison du repli des commandes des pièces détachées d'origine et de la concurrence exercée par le secteur informel. Ainsi, le chiffre d'affaires s'est établi à 24 milliards de FCFA, soit une baisse de 16,1% par rapport à 2014.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

(en milliards de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Chiffre d'affaires	23,5	28,6	24,0	-16,1%
Investissements	0,6	0,7	0,5	-28,6%
Masse salariale	2,5	3,4	2,9	-14,7%
Effectifs (nombre d'agents)	310	486	399	-17,9%

Sources : BIG, ECIG, Pièces Equip' Auto, SEIB, Gabon Sprint Auto, CTPM, Mega Services

II.10.5 Les services parapétroliers

Les services parapétroliers ont enregistré un tassement de leur activité en 2015, suite aux restrictions des programmes d'exploration/exploitation par les sociétés pétrolières. En effet, l'absence de nouveaux contrats, du fait de l'annulation ou du report de projets pétroliers et la révision à la baisse des tarifs des prestations ont entraîné un recul du chiffre d'affaires des services pétroliers

de 24,1% en 2015. Dans ce contexte, les sous-traitants pétroliers ont vu leurs budgets d'investissements chuter de 43,3% en 2015.

En outre, les entreprises parapétrolières ont enregistré une réduction de 18,6% de leurs effectifs à 2 692 agents permanents, suite à des licenciements économiques. La masse salariale consolidée a reculé de 6,1% à 33,6 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des services parapétroliers

(en milliards de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Chiffre d'affaires	320,6	393,4	298,7	-24,1%
Investissements	53,3	27,1	15,3	-43,3%
Masse salariale	59,0	35,8	33,6	-6,1%
Effectifs (nombre d'agents)	2 688,0	3 309,0	2 692,0	-18,6%

Sources : Pig Gabon, Spie Oil, Schlumberger, Ortec, Geolog, SESI, SEMTS, TESIGA, Baker, Subsea 7, LEM, SPIMO, Halliburton, Hydrokarst, Cameron Gabon, Nov, Friedlander, Furgo.

II.11 L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION

Les mutations entamées depuis 2011 se sont poursuivies en 2015 dans le secteur de l'hôtellerie, de la restauration, du tourisme et des loisirs, avec notamment la réhabilitation, l'extension et la construction de nouvelles structures hôtelières.

Le secteur est composé des acteurs économiques exerçant dans les activités suivantes :

- l'hébergement (hôtels, résidences, motels, auberges) ;
- la restauration (restaurants, snack bars, cafétérias) ;
- le tourisme et loisirs (agences de voyages, réserves et sites touristiques, centre de loisirs etc....).

En 2015, le secteur de l'hôtellerie, de la restauration, du tourisme et des loisirs, a enregistré des mutations avec la réhabilitation, l'extension et la construction de nouvelles structures hôtelières.

II.11.1 L'hôtellerie

Cette branche comprend trois types d'activités:

- l'hôtellerie de classe internationale (sous la gestion du Groupe Wally Hôtel and Resort, des chaînes intégrées et des privés) ;
- l'hôtellerie de taille moyenne ;

- l'hébergement touristique commercial non hôtelier (chambres et maison d'hôtes, location saisonnière meublée).

II.11.1.1 L'hôtellerie de classe internationale

La capacité d'accueil des hôtels de classe internationale a presque doublé suite à l'ouverture des nouvelles structures et la livraison d'autres en réhabilitation (Palme d'Or, Radisson blu et le Boulevard).

La branche de l'hôtellerie et restauration s'est caractérisée par un repli de l'activité, du fait principalement de la crise du secteur pétrolier et activités connexes et de la fermeture de certaines structures hôtelières pour travaux. Dans ce contexte, le nombre de clients ayant séjourné dans les hôtels de classe internationale a régressé de 11,1%, entraînant une perte de 8,7 points du taux d'occupation des chambres à 47,2%. En conséquence, le chiffre d'affaires global a reculé de 8,4% pour s'établir à 23,8 milliards de FCFA.

Cependant, les effectifs ont progressé à 962 agents permanents, en hausse de 3,2%, pour répondre aux besoins des nouvelles structures.

Evolution de l'activité des hôtels de classe internationale

(en millions de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Chiffre d'affaires	24 858	25 980	23 794	-8,4%
Nombre de clients	146 151	160 570	142 820	-11,1%
Taux d'occupation %	58,64%	55,83%	47,2%	-8,7%
Prix moyen/chambre	132 560	92 285	96 803	4,9%
Masse salariale	3 868	6 190	7 060	14,1%
Effectifs (nombre d'agents)	747	932	962	3,2%

Sources : Nomad, Onomo, Rê-ndama, Mandji, Hôtel le Boulevard, RadissonBlu& Park Inn, Résidence du Phare, Héliconia Garden &Suites, Etoile d'Or

II.11.1.2 L'hôtellerie de moyenne capacité

Le nombre des hôtels de moyenne capacité et des établissements assimilés est en évolution continue avec des investissements réalisés en majorité par des nationaux.

La flexibilité des prix pratiqués conjuguée aux commodités offertes pour l'évènementiel ont contribué à l'amélioration du niveau de l'activité de cette branche. Ainsi, le chiffre d'affaires est passé de 2,1 milliards de FCFA en 2014 à 3,5 milliards, soit une progression de 68,8%.

II.11.2 La restauration

La branche de la restauration est composée de trois segments :

- les restaurants haut de gamme (situés dans les hôtels internationaux ou en installation autonome);
- les restaurants de classe moyenne (fonctionnement privé) ;
- la restauration collective ou le catering.

La restauration haut de gamme a enregistré des résultats appréciables en 2015, du fait d'une fréquentation plus importante des nouvelles structures. Ainsi, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 13% pour s'établir à 6,2 milliards de FCFA.

A l'inverse, la restauration collective a subi en 2015 les effets de la chute du baril du pétrole, au regard de l'évolution des principaux indicateurs de niveau d'activité. En effet, le chiffre d'affaires de la branche a enregistré une chute de 28,7% pour s'établir à 41,8 milliards de FCFA. Dans le même temps, les effectifs ont été réduits de 8,9% pour se situer à 1 661 agents permanents, en raison de l'arrêt d'exploitation de certains sites pétroliers (offshore) et des licenciements économiques. La masse salariale s'est alors repliée de 8,5% à 9,8 milliards de CFA.

Evolution de l'activité de la restauration collective

(en millions de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Chiffre d'affaires	51 635	58 649	41 818	-28,7%
Masse salariale	10 839	10 722	9 810	-8,5%
Effectifs (permanents)	1 022	1 824	1 661	-8,9%

Sources : Sodexo, GSS, Servair

II.12 LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Selon la nomenclature officielle, sont considérées comme institutions financières:

- les Banques Créatrices de Monnaie (BCM) ou banques commerciales ;
- les Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE) ou banques de développement ;
- les Autres Institutions Bancaires non Eligibles (AIBN) : Caisses Nationales d'Épargne ;
- les Institutions Bancaires en liquidation (IBL) ;

- les Institutions Financières non Bancaires (IFNB) : Etablissements Financiers, Compagnies d'Assurance et de Réassurance, le Marché financier (Bourse des valeurs) ;
- les Etablissements de Microfinance (EMF).

II.12.1 Les banques commerciales

En 2015, l'activité bancaire a pâti de la situation économique atone, marquée par la chute du cours du baril de pétrole. Cette situation a entraîné la mise en veille des projets d'investissement du secteur privé et un repli du volume des dépôts et des crédits.

En termes de développement du secteur, les établissements de crédits ont poursuivi leur déploiement à travers la construction de nouvelles agences et des espaces Guichets Automatiques de Banques (GAB) sur l'ensemble du territoire national.

Structure du réseau bancaire

Indicateurs	2013	2014	2015	Var. 14/15
Nombre de banques	10	10	10	0%
Nombre d'Agences	92	107	132	23,4%
Nombre de GAB	82	284	301	6,0%
Nombre de clients des banques	482686	598927	680748	13,7%
Effectifs du secteur bancaire	1965	2326	2341	0,6%
Masse salariale (milliards)	20,4	45,7	54,1	18,4%

Sources : banques, DGEPP

Les opérations bancaires

Les dix (10) banques en activité au Gabon sont essentiellement des banques commerciales, à l'exception de la BGD.

Les ressources

En 2015, les dépôts ont légèrement baissé de 0,2% à 2103,6 milliards de FCFA, en raison de la conjoncture économique nationale défavorable marquée par la chute des cours des matières premières, notamment du pétrole et du manganèse.

Evolution des dépôts des clients(en milliards)

Clients	2013	2014	2015	14/15
Etat	177,7	253,8	264,5	4,2%
Ménages	625,2	670,7	617,0	-8,0%
Entreprises	1232,1	1109,2	1187,0	7,0%
Autres	20,2	74,6	35,2	-52,8%
Total	2055,2	2107,7	2103,6	-0,2%

Sources : banques, DGEPPF

Les dépôts de l'Etat ont progressé de 4,2% par rapport à 2014. Ils se sont élevés à 264,5 milliards de FCFA contre 253,8 milliards de FCFA l'année précédente. A l'inverse, les dépôts des ménages ont régressé de 8% pour se situer à 617 milliards de FCFA contre 670,7 milliards de FCFA en 2014. Cette évolution résulte des difficultés du marché de l'emploi marqué par les licenciements économiques et la mise en congé technique qui ont impacté négativement l'épargne des ménages. Cependant, les dépôts des entreprises ont augmenté de 7% à 1187 milliards de FCFA.

Les crédits distribués

Le crédit est le principal instrument par lequel les banques financent l'économie. Il sert d'indicateur de mesure de la vigueur de l'activité nationale.

Evolution des dépôts des clients(en milliards)

Clients	2013	2014	2015	14/15
Etat	278,5	400,0	367,8	-8,0%
Ménages	159,5	218,4	223,9	2,5%
Entreprises	1242,6	1040,9	1071,9	3,0%
Autres	62,1	100,8	17,8	-82,3%
Total	1742,7	1760,2	1681,4	-4,5%

Sources : banques, DGEPPF

L'encours des crédits distribués a enregistré un retrait de 4,5% à 1681,4 milliards de FCFA contre 1760,2 milliards de FCFA en 2014. Cette baisse est corrélée au resserrement de 8% des crédits accordés à l'Etat, malgré le relèvement des crédits octroyés aux ménages (2,5%) et aux entreprises privées (3%). Le raffermissement de crédits aux entreprises est consécutif à l'ouverture par les banques de lignes de découvert destinées à la couverture de leurs besoins de trésorerie. Enfin, l'augmentation des crédits accordés aux ménages est expliquée par l'élargissement de la bancarisation des agents du secteur public comparativement à 2014.

Les opérations de gestion

En 2015, le secteur bancaire national a connu une dégradation de la qualité apparente de son portefeuille traduite par l'augmentation des créances douteuses par rapport au total des prêts. En effet, le taux de créances douteuses est passé de 8,1% à 9,6% en 2015. Le taux de couverture de ces créances par les provisions s'est établi à 47,3% en 2015 contre 54% une année plus tôt. Ce qui a induit un besoin de provisions complémentaires de 22 milliards de FCFA contre 4 milliards de FCFA en 2014.

Evolution des indicateurs (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2013	2014	2015	14/15
Total Actifs	2375,9	2407,1	2429	0,9%
Fonds propres	226,9	236,5	377,4	59,6%
Fonds propres/total actifs	9,6%	9,8%	15,5%	-
Prêts bancaires improductifs	83,453	141,9	161,2	13,6%
Total prêts	1740,1	1760,2	1681,4	-4,5%
Prêts bancaires improductifs/ total des prêts	4,8%	8,1%	9,6%	-
Provisions pour prêts improductifs	52,5	76,6	76,3	-0,4%
Résultats nets	45,1	41,7	44,2	6,0%
Produit Net Bancaire	194,4	174,4	187,6	7,8%

Sources : DGEPEF, banques

Le produit net bancaire (PNB) s'est consolidé de 7,8% à 187,6 milliards de FCFA contre 174,4 milliards de FCFA en 2014, à la même période, traduisant la poursuite du développement des performances du secteur.

Les opérations de trésorerie

Les ressources de trésorerie se sont fortement accrues (+87%) pour se chiffrer à 255 milliards de FCFA. Elles sont constituées de ressources à terme (61,2%) et de ressources à vue (38,6%). Les emplois ont enregistré une hausse de 24,9% à 928,5 milliards de FCFA. Ils sont repartis en emplois à terme (31,7%) et en emplois à vue (59,3%). L'excédent de ressources de trésorerie a progressé de 10,9% sur la période d'analyse.

Evolution des opérations de trésorerie (en millions de FCFA)

Indicateurs	2013	2014	2015	Variation %
Emplois de trésorerie	797 540	743 489	928 457	24,90%
Ressources de trésorerie	223 940	136 443	255 211	87,00%
Excédent/ déficit de trésorerie	573 600	607 046	673 246	10,90%

Sources : DGEPF, banques

II.12.2 Les établissements de microfinance

L'activité de microfinance, en plein essor depuis plusieurs années, est dominée par les établissements de deuxième catégorie. En 2015, le secteur était constitué de douze (12) EMF dont quatre (4) EMF de type mutualiste (première catégorie) et huit (8) sociétés anonymes (deuxième catégorie).

La configuration de l'activité

En 2015, on a dénombré quatorze (14) agences et points de vente supplémentaires, suite au démarrage effectif des activités de 3 nouveaux établissements, ainsi qu'à l'extension des activités des établissements existant. La répartition géographique des EMF est demeurée inégale sur le territoire national avec une forte concentration sur Libreville (47 agences sur 58).

Evolution des usagers et des effectifs

	2012	2013	2014	2015	variation
usagers	62 107	98 358	106 736	133 201	24,79%
effectifs	338	388	447	524	17,23%

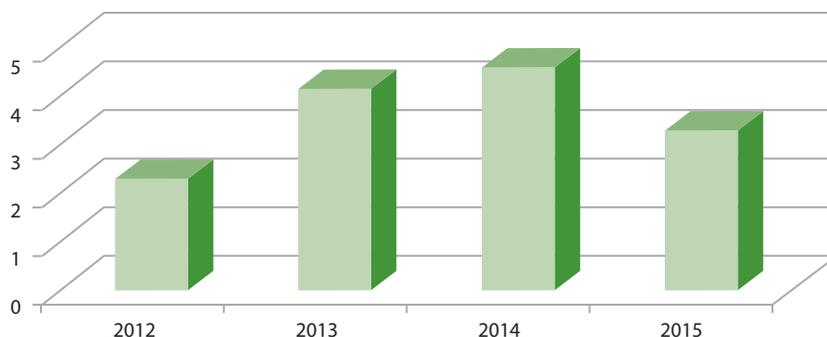
Sources : EMF, CNPM

La politique de proximité initiée par les EMF en réponse à l'adhésion des populations aux produits et services offerts s'est traduite par l'augmentation du nombre d'agences. En effet, le secteur a enregistré une hausse de 24,8% de sa clientèle qui passe de 106 736 à 133 201 usagers. Les effectifs ont quant à eux progressé de 17,2%, suite aux nouveaux recrutements pour les besoins de fonctionnement des structures.

Capitaux propres

Les fonds propres du secteur ont baissé de 27,9% à 3,31 milliards de FCFA contre 4,59 milliards de FCFA en 2014, suite à la dégradation de la situation financière de certains EMF de deuxième catégorie qui détiennent 98% des fonds propres.

Fonds propres en milliards



Intermédiation financière

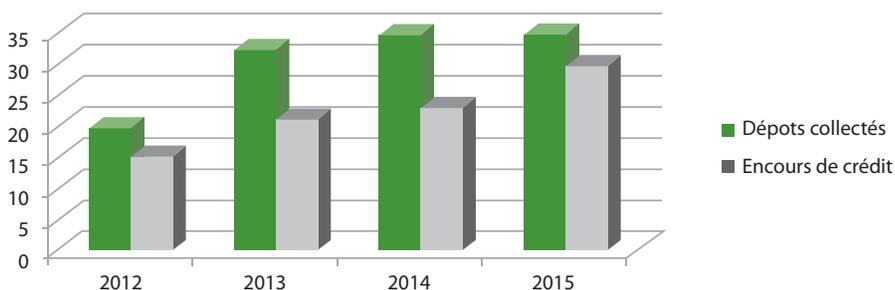
Les activités d'intermédiation financière ont enregistré une évolution contrastée. Les dépôts collectés se sont élevés à 34,67 milliards de FCFA, en légère hausse de 0,49% par rapport à 2014. Seuls quatre EMF (de deuxième catégorie) ont disposé d'un montant de dépôts supérieur à un milliard. On note une prédominance des dépôts à vue qui représentent environ 75% de l'encours total.

Evolution des dépôts et des crédits

En milliards de FCFA,	2012	2013	2014	2015	Variation
Dépôts collectés	19,59	32,17	34,50	34,67	0,49%
Encours de crédit	15,11	21,17	22,85	29,69	29,9%

Sources : EMF, CNPM

Les crédits à la clientèle ont augmenté de 29,9% pour atteindre 29,69 milliards de FCFA. Cette performance s'explique par le relèvement du taux de bancarisation et le financement des besoins d'exploitation des PME/PMI.



Les taux pratiqués sur les opérations d'intermédiation sont restés constants sur les périodes de référence. Le taux de rémunération des crédits (taux débiteur) a oscillé entre 1,5% et 7% par mois (14% l'an pour les fonctionnaires) et celui des dépôts (taux créditeur) entre 3,5 et 5%. Dans la plupart des EMF, le taux de recouvrement des crédits aux fonctionnaires s'est dégradé suite à la suspension par l'Etat des précomptes solde.

II.12.3 Les compagnies d'assurance

Le marché gabonais de l'assurance compte six compagnies d'assurances « Non Vie », trois compagnies d'assurances « Vie », une compagnie de réassurance et vingt-quatre courtiers d'assurance agréés. Il est dominé par trois (3) groupes qui représentent 64% des parts de marché en termes de chiffre d'affaires.

II.12.3.1. Les activités

Après plusieurs années de bonnes performances, l'activité assurantielle a été marquée par un net ralentissement en 2015. En effet, le contexte économique défavorable conjugué à la situation des arriérés de primes de l'Etat auprès des compagnies d'assurance justifie l'atonie observée dans les deux composantes de l'activité (Non Vie et Vie). En conséquence, le chiffre d'affaires consolidé s'est replié de 1,1% à 118,9 milliards de FCFA en 2015 contre 120,2 milliards de FCFA l'exercice précédent.

Evolution du chiffre d'affaires du secteur Assurance

(en milliards de FCFA)	2013	2014	2015*	Var 15/14	Répartition par Branche en 2015
Branche Non Vie	96,6	102,1	101,6	-0,5%	85%
Branche Vie	17,8	18,1	17,3	-4,4%	15%
Total	114,9	120,2	118,9	-1,1%	100%

Source : Compagnies d'assurances ; 2015* = prévisions

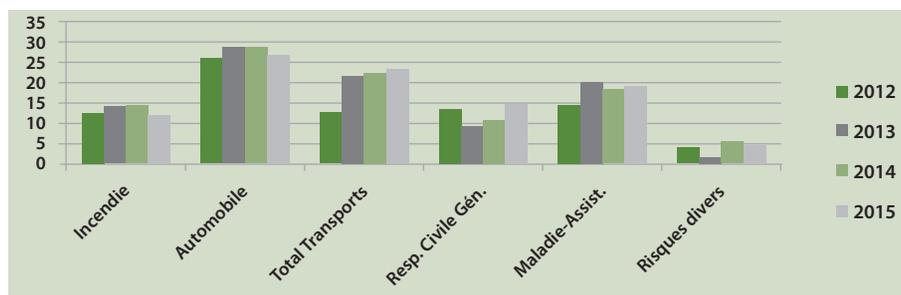
La Branche Non Vie

La Branche Non Vie regroupe les opérations des produits d'assurance suivants : transport (aérien, maritime et autres transports), incendie, automobile, responsabilité civile, dommage aux biens, accident individuel, maladie et assistance, assurance-crédit, crédit caution, assistance aux véhicules (aide au constat, remorquage et véhicule de remplacement), assistance aux voyageurs, multirisques habitation, acceptations dommages et risques divers. Cette branche représente 85% du total des émissions du secteur.

Au terme de l'exercice 2015, l'activité a enregistré une quasi-stagnation (+0,5%) de son chiffre d'affaires à 101,6 milliards de FCFA en lien avec la morosité économique. Ainsi, les primes collectées dans les segments « automobile, maladie/assistance et incendie » se sont repliées respectivement de 8% à 27,7 milliards de FCFA, de 0,3% à 20,7 milliards et de 1,4% à 14,6 milliards de FCFA.

En revanche, le segment « total transports » a progressé de 12,4% à 23,6 milliards de FCFA, soutenu par les contrats du produit « autres transports » (+2,6% à 12 milliards).

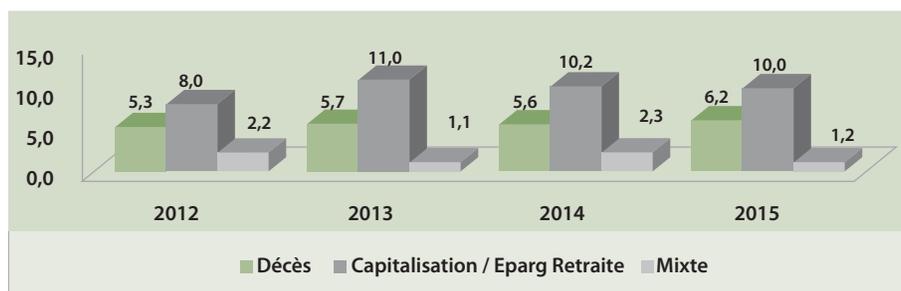
Evolution du chiffre d'affaires du secteur Assurance



La branche Vie

La Branche Vie couvre les produits suivants: capitalisation, décès et mixte. Cette branche représente 15% de l'encours des primes du secteur sur la période. Le chiffre d'affaires de la branche s'est contracté de 10,8% à 17,3 milliards de FCFA en 2015, en raison de la faiblesse des souscriptions des contrats dans les segments « Capitalisation/Epargne retraite » (-2%) et « Mixte » (-47,8%), malgré le dynamisme du segment « Décès » qui a cru de 10,7% à 6,2 milliards de FCFA en 2015.

Chiffre d'affaires branche Vie de 2012 à 2015 (en milliards de FCFA)



II.12.3.2. Les charges financières

Commissions versées

Le total des commissions sur les primes versées aux courtiers d'assurance en contrepartie de leurs prestations a reculé de 3,3% à 12,36 milliards de FCFA, sous l'effet de la baisse des commissions versées en Assurance Non Vie (-5,6%) sur la période.

Sinistres réglés

La charge totale des sinistres payés, en hausse de 12%, s'est élevée à 39,5 milliards de FCFA en 2015 contre 35,3 milliards l'année précédente. Cependant, ce montant aurait pu être plus important si les délais d'obtention des procès-verbaux et des ordonnances du juge des tutelles étaient moins longs.

Les sinistres réglés pour le compte de la branche Non Vie ont représenté 78% de l'ensemble des sinistres payés. Ils ont augmenté de 8,8% à 30,8 milliards de FCFA dont 9,4 milliards de FCFA pour le seul produit « Automobile ».

Dans le même temps, la branche Vie a couvert 22% des sinistres payés du secteur. Ils ont progressé de 38,1% à 8,7 milliards de FCFA en 2015, en liaison avec le raffermissement du produit Epargne/retraite (+37% à 6,7 milliards).

Investissements

Les investissements ont reculé de 4,9% à 9,7 milliards de FCFA en 2015. Ils ont été orientés principalement vers l'agencement et l'acquisition des équipements.

Placements

Les placements du secteur de l'assurance ont connu une baisse de 5,5% à 126,3 milliards de FCFA en 2015, en rapport avec la faiblesse des opportunités sur les différentes places financières en zone CIMA.

Les placements au Gabon demeurent les plus importants avec 75% du total des placements des sociétés d'assurance contre 24% et 1% respectivement dans les zones CIMA et hors CIMA.

Répartition des placements du secteur par zone et par catégorie d'actifs Non Vie et Vie

(en milliards de FCFA)	Placements Globaux				Parts de marché %	
	2012	2013	2014	2015*	2014	2015
Placements au Gabon	79,3	89,5	96,75	94,26	72%	75%
.Immobiliers	24,1	25,3	16,62	14,92		
.Financiers	55,2	64,3	80,13	79,34		
Placements dans la zone CIMA	12,3	13,1	35,18	30,94	26%	24%
.Immobiliers	0	0	0	0		
.Financiers	12,3	13,1	35,18	30,94		
Placements hors zone CIMA	2,4	2,1	1,74	1,12	1%	1%
.Immobiliers	0	0	0	0		
.Financiers	2,4	2,1	1,74	1,12		
Total	93,9	104,7	133,67	126,32	100%	100%

Source : compagnies d'assurance; 2015* = données estimées

Effectifs et masse salariale

En 2015, les effectifs du secteur assurance ont progressé de 3,9% à 503 employés. Parallèlement, la masse salariale s'est accrue de 8,9% à 12,7 milliards de FCFA, tirée par les primes exceptionnelles versées aux commerciaux dans le cadre des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation des produits d'assurance.

II.12.3.3.L'activité de Réassurance

La Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-RE) a été créée le 22 février 2012 dans le cadre d'un partenariat public-privé pour capter une partie des primes de réassurance versées hors du Gabon. C'est une société de droit privé à capitaux détenus à 67,5% par le Fonds Gabonais d'Investissement Stratégique (FGIS) et à 32,2% par les compagnies d'assurance locales. Elle opère uniquement sur le marché de la réassurance.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 16%, à 14,36 milliards de FCFA en 2015, en lien avec l'application effective de l'extension de la cession légale aux affaires aviations, On et Off shore (pétrole et gaz) et au développement commercial à l'international.

Evolution des principaux agrégats de la Société Commerciale Gabonaise de Réassurance

en millions de FCFA	2014	2015	15/14
Chiffre d'affaires	12,38	14,36	15,99%
Primes facultatives	1,171	2,69	130%
Commissions payées	1,97	2,42%	22,84%
Primes cession légale (Gabon)	11,21	11,66	4,01%
Sinistres réglés	2,01	2,54	26,37%
Charges de sinistres	2,76	3,84	39,13%
Fonds propres	7,83	8,16	4,21%
Investissements physiques	0,07	0,21	200%
Résultat Net	1,86	0,75	-59,62%
Placements Financiers (uniquement au Gabon)	2,41	4,20	74,27%
Effectifs Féminins (nombre)	9	9	0,00%
Total Effectifs (nombre)	19	23	21,05%
Masse salariale	0,38	0,59	55,26%

Source : SCG-RE

II.12.3.4 L'Activité de Courtage d'assurance

En 2015, on comptabilise vingt-quatre courtiers d'assurance agréés membres de la Fédération Gabonaise de Courtage d'Assurance (FGCA). Les courtiers interviennent sur le marché pour le compte des compagnies d'assurances et reçoivent en contrepartie des commissions. Leur activité génère près de 80% des primes des sociétés d'assurances.

Le marché est dominé par deux sociétés qui représentent 80% des parts. Le chiffre d'affaires consolidé a chuté de 17,5% à 40 milliards de FCFA en 2015 contre 48,5 milliards en 2014.

Evolution de l'activité des sociétés de courtage d'assurance

en milliards de FCFA	2014	2015*	Var % 15/14
Chiffre d'affaires	48,51	40,02	-17,5%
Commissions reçues	8,92	9,27	3,9%
Placements	2,52	1,42	-43,4%
Investissements physiques	4,29	4,6	7,2%
Effectif féminin (nombre)	152	101	-33,6%
Total Effectifs (nombre)	286	283	-1,0%
Masse salariale	3,19	3,55	11,3%
Résultat Net	2,46	2,64	7,3%

Source : statistiques recueillies auprès de 17/ 24 Sociétés de courtage d'assurance agréées en 2015* =données estimées

Les grandeurs
macroéconomiques

3^e partie

LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES

Grandeurs	Unités	2013	2014	2015	14/13	15/14
PIB en volume (aux prix de 2001)	Mds de FCFA	4934,5	5147,4	5345,9	4,3%	3,9%
PIB en valeur	Mds de FCFA	8690,5	8988,3	8481,2	3,4%	-5,6%
PIB hors pétrole (réel)	Ratio au PIB	70,9%	73,8%	77,3%	-	-
PIB pétrole (réel)	Ratio au PIB	29,1%	26,2%	22,7%	-	-
Importations en valeur	Mds de FCFA	2892,0	2606,6	2383,9	-9,9%	-8,5%
Importations	Ratio au PIB	33,3%	29,0%	28,1%	-	-
Total Ressources (en valeur)	Mds de FCFA	11582,5	11594,9	10865,1	0,1%	-6,3%
Consommation totale en valeur	Mds de FCFA	4061,9	4434,8	4485,6	9,2%	1,1%
Publique	Mds de FCFA	1256,3	1334,7	1268,0	6,2%	-5,0%
Privée	Mds de FCFA	2805,6	3100,1	3217,6	10,5%	3,8%
Consommation	Ratio au PIB	46,7%	49,3%	52,9%	-	-
Formation Brute de Capital Fixe(FBCF) en valeur	Mds de FCFA	2602,4	3208,4	2488,3	23,3%	-22,4%
Publique	Mds de FCFA	875,2	610,7	436,8	-30,2%	-28,5%
Publique/FBCF	%	33,6%	19,0%	17,6%	-	-
Privé	Mds de FCFA	1727,2	2597,7	2051,5	50,4%	-21,0%
Dont Pétrole	Mds de FCFA	963,2	1760,0	1232,0	82,7%	-30,0%
Formation Brute de Capital Fixe	Ratio au PIB	29,9%	35,7%	29,3%	-	-
Dont Pétrole	Ratio au PIB	11,1%	19,6%	14,5%	-	-
Exportations en valeur	Mds de FCFA	4984,7	4001,7	3891,3	-19,7%	-2,8%
Exportations	Ratio au PIB	57,4%	44,5%	45,9%	-	-
Absorption (hors variation de stocks)	Mds de FCFA	6664,3	7643,2	6973,8	14,7%	-8,8%
Solde biens et services non-facteurs en valeur	Mds de FCFA	2092,7	1395,1	1507,4	-33,3%	8,0%
Solde biens et services non-facteurs	Ratio au PIB	24,1%	15,5%	17,8%	-	-
Taux de couverture (Export./Import.)	%	172,4%	153,5%	163,2%	-	-
Emploi	Effectifs	187 994	197 233	195 289	4,91%	-1,0%
Public y.c. collectivités locales	Effectifs	103 365	109 050	109 196	5,50%	0,1%
Dont MONP	Effectifs	15 112	16 276	15 989	7,70%	-1,8%
Public/Emploi Total	%	55,0%	55,3%	55,9%	-	-
Privé et parapublic	Effectifs	84 629	88 183	86 093	4,20%	-2,4%
Masse salariale	Mds de FCFA	1789,5	1933,9	1953,2	8,1%	1,0%
Public y.c. collectivités locales	Mds de FCFA	576,8	713,4	744,6	23,7%	4,4%
Privé et parapublic	Mds de FCFA	1212,7	1220,5	1208,6	0,6%	-1,0%
Masse monétaire (M2)	Mds de FCFA	2280,0	2226,2	2259,9	-2,4%	1,5%
Vitesse de circulation de la monnaie		3,8	4,0	3,8	-	-
Prix de détail (base 100 = 2004)	Indices	122,1	127,8	127,4	4,7%	-0,3%

Source : DGEPEF, BEAC, DGBFIP

III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

Le ralentissement de l'activité économique nationale observé depuis 2014 s'est poursuivi en 2015, notamment dans le secteur hors-pétrole. Le repli de l'activité économique des principaux partenaires du Gabon, notamment la Chine et la baisse des cours des matières premières, d'une part, les contreperformances du secteur industriel et des services, d'autre part, expliquent cette situation.

Ainsi, en terme réel, le taux de croissance du Produit Intérieur Brut a été estimé à 3,9% en 2015 contre 4,3% en 2014. La croissance, contrairement aux trois (3) dernières années, a été tirée par le secteur pétrolier (8,6%) contre 3,2% dans le secteur hors-pétrole.

Evolution du taux de croissance

(en %)	2013	2014	2015
PIB total	5,6	4,3	3,9
PIB pétrole	-5,3	-0,3	8,6
PIB hors pétrole	7,5	5	3,2

Source : DGEPPF

III.1.1 Le PIB par secteur d'activité

L'analyse de la composition sectorielle du PIB révèle une hausse de l'activité en 2015 dans les secteurs primaire (+8,3%) et tertiaire (+5,6%) mais un repli du secteur secondaire (-1,5%). Plusieurs facteurs expliquent cette évolution.

Dans le secteur primaire, la croissance a été tirée par les branches pétrole (+8,6%), mines (+6,5%), exploitation forestière (+5,3%) et agriculture (+8,9%). La hausse de la production pétrolière résulte essentiellement des effets bénéfiques des investissements antérieurs. Concernant les mines, en dépit d'un prix du minerai en baisse, la production de manganèse a progressé de 5,3% à 4 millions de tonnes en 2015, suite à l'amélioration des conditions d'évacuation des produits. La production de l'or a augmenté de 36,5% à 1,472 tonne. L'accroissement de l'activité d'exploitation forestière a bénéficié de la demande des industries du bois.

La hausse de la production du secteur agricole s'explique par l'entrée en production, depuis le 4^{ème} trimestre 2015, des plantations de palmiers à huiles sur le site Olam d'Awala (1 578 tonnes en 2015), le déploiement du projet PRODIAG par l'IGAD dans toutes les provinces, favorisant ainsi l'expansion et le développement des surfaces cultivables et l'amélioration de la productivité ainsi que la bonne tenue des activités du cheptel de Moulengu Binza (Nyanga).

Le repli des activités du secteur secondaire découle essentiellement des contreperformances des branches des BTP (-3,7%), de la Recherche et Services Pétroliers (-4,3%) et des autres industries (-1,3%), malgré la hausse de la production dans le Raffinage (+11,4%), l'Electricité et eau (+4,5%) et des industries du bois (+6,4%).

L'évolution de l'activité de BTP en 2015 s'explique par l'arrivée à terme de certains projets et la baisse de la commande publique. Le tassement des activités des Autres industries provient de la contraction de la demande locale en liaison avec le secteur des BTP, des difficultés d'approvisionnement en matières premières et de la concurrence plus accrue dans l'activité manufacturière. La progression de la branche raffinage s'explique essentiellement par la baisse du prix du baril de pétrole et par l'amélioration de la productivité des facteurs, malgré la grève observée par le personnel en début d'année. Pour ce qui est de l'activité « Electricité et eau », l'extension du réseau de distribution explique principalement la hausse de la production observée en 2015. Enfin, les industries du bois ont progressé de 6,4%, suite à l'accroissement du nombre d'unités de transformation et la performance des nouvelles usines.

En 2015, l'activité du secteur tertiaire a été en hausse, tirée notamment par l'accroissement de la production des branches « Transports et communications » (+12,7%), malgré la légère baisse observée dans les Services (-0,2%) et le Commerce (-0,7%).

La hausse de l'activité dans le secteur Transport et Communication provient des résultats de la branche télécommunications. En effet, les performances de cette branche découlent de la politique d'investissements des opérateurs (déploiement de la 4G dans les grandes villes du pays) et d'une politique commerciale offensive.

L'évolution des services s'explique par la contraction des services immobiliers et des services aux entreprises en liaison avec le ralentissement de l'activité économique. De même, la baisse du commerce provient du repli de la vente de voitures et des produits pétroliers corrélativement à la contraction des activités des BTP et des industries.

Evolution du PIB par secteur d'activité de 2013 à 2015

En milliards de FCFA	PIB Nominal (au Prix du Marché)					PIB en volume (au Prix de 2001)				
	2013	2014	2015	14/13	15/14	2013	2014	2015	14/13	15/14
Produit Intérieur brut	8690,5	8988,3	8481,2	3,4%	-5,6%	4934,5	5147,4	5345,9	4,3%	3,9%
PIB marchand	7686,8	7694,5	7141,8	0,1%	-7,2%	3987,8	4145,7	4299,7	4,0%	3,7%
Secteur Primaire	3086,1	2910,6	2462,2	-5,7%	-15,4%	975,4	991,8	1074,2	1,7%	8,3%
Agriculture, élevage, Pêche	238,6	260,7	291,6	9,3%	11,9%	202,9	217,2	236,6	7,1%	8,9%
Exploitation Forestière	50,7	64,8	75,1	27,8%	15,9%	45,2	54,9	57,8	21,5%	5,3%
Pétrole Brut	2526,8	2357,8	1926,2	-6,7%	-18,3%	643,1	641,2	696,2	-0,3%	8,6%
Mines	270,0	227,3	169,3	-15,8%	-25,5%	84,2	78,5	83,7	-6,8%	6,5%
Secteur Secondaire	2122,8	2153,8	2003,4	1,5%	-7,0%	1020,0	1038,3	1022,5	1,8%	-1,5%
Industrie agro-al, boissons	124,9	144,9	148,9	16,1%	2,7%	96,8	110,8	110,5	14,5%	-0,3%
Industrie du bois	84,6	114,1	139,8	34,8%	22,6%	56,3	72,4	77,0	28,5%	6,4%
Industrie minière	0,0	0,0	6,3			0,0	0,0	5,4		
Autres industries	237,7	254,8	231,6	7,2%	-9,1%	129,4	128,0	126,4	-1,1%	-1,3%
Raffinage	13,6	12,6	8,9	-7,0%	-29,8%	8,1	7,8	8,7	-2,9%	11,4%
Electricité, eau	70,7	84,7	91,0	19,8%	7,4%	43,9	49,5	51,7	12,8%	4,5%
BTP	560,6	505,6	495,5	-9,8%	-2,0%	334,6	298,4	287,4	-10,8%	-3,7%
Service pétroliers	1030,7	1036,9	881,4	0,6%	-15,0%	351,0	371,4	355,4	5,8%	-4,3%
Secteur Tertiaire	1765,3	1883,3	1955,5	6,7%	3,8%	1465,3	1558,5	1646,5	6,4%	5,6%
Transport & communicatio°	388,3	433,8	452,2	11,7%	4,2%	403,3	436,9	492,5	8,3%	12,7%
Services	869,5	894,1	934,3	2,8%	4,5%	726,5	760,7	759,2	4,7%	-0,2%
Commerce	432,9	450,2	440,8	4,0%	-2,1%	272,7	281,9	280,0	3,4%	-0,7%
Banques et Assurances	197,9	217,5	232,3	9,9%	6,8%	212,4	230,6	245,4	8,6%	6,4%
SIFIM	-123,3	-112,3	-104,1	-8,9%	-7,3%	-149,6	-151,7	-130,6	1,4%	-13,9%
DTI et TVA	712,6	746,9	720,7	4,8%	-3,5%	527,1	557,0	556,5	5,7%	-0,1%
Services non Marchands	1003,7	1293,8	1339,5	28,9%	3,5%	946,7	1001,7	1046,2	5,8%	4,4%

Source : MEGA/DGEFPF

III.1.2 Le PIB par la demande

Au terme de l'année 2015, la croissance a été principalement portée par la demande extérieure (+8,7%), alors que la demande intérieure s'est contractée de 4,3%.

L'accroissement de la demande extérieure s'explique par le relèvement substantiel des exportations de pétrole (+10,9%), essentiellement orientées vers l'Europe et l'Amérique latine. Par contre, la baisse de la demande intérieure provient du repli de l'investissement total (-11,9%) notamment dans le secteur pétrolier (-20,0%). Cette variation a été atténuée par une légère hausse (+0,4%) de la consommation totale, tirée par celle des ménages (+4,1%), en liaison avec la revalorisation des salaires dans le cadre du nouveau système de rémunération dans le secteur public. La consommation publique, quant à elle, a reculé de 7,3%.

Le relèvement de l'investissement est expliqué par l'augmentation de 55,7% de l'investissement du secteur hors pétrole et de 38,1% de l'investissement pétrolier (recherche, exploitation et développement), malgré le repli de 7,2% de l'investissement public.

La forte reprise de l'investissement du secteur hors pétrole est liée à l'activité dans les BTP, l'agriculture de rente (principalement l'hévéaculture), l'agro-industrie (l'huile de palme) et le bois.

L'année 2013 a été marquée par un léger fléchissement des exportations totales (-0,7%) consécutif à une diminution des quantités de pétrole vendues. Or, ce produit représente plus de 62% des exportations totales.

Evolution de la demande en 2015

	En nominal (au prix du marché)					En volume (au prix de 2001)				
	2013	2014	2015	14/13	15/14	2013	2014	2015	14/13	15/14
PRODUIT INTERIEUR BRUT	8690,5	8988,3	8481,2	3,4%	-5,6%	4934,5	5147,4	5345,9	4,3%	3,9%
DEMANDE INTERIEURE	6597,9	7593,2	6973,8	15,1%	-8,2%	5463,6	5876,9	5624,4	7,6%	-4,3%
CONSOMMATION TOTALE	4061,9	4434,8	4485,6	9,2%	1,1%	3490,7	3638,0	3651,6	4,2%	0,4%
Ménages	2805,6	3100,1	3217,6	10,5%	3,8%	2318,1	2446,5	2546,8	5,5%	4,1%
Administrations	1256,3	1334,7	1268,0	6,2%	-5,0%	1172,6	1191,5	1104,8	1,6%	-7,3%
INVESTISSEMENT TOTAL	2535,9	3158,4	2488,3	24,5%	-21,2%	1972,9	2238,9	1972,7	13,5%	-11,9%
Privé	1727,2	2597,7	2051,5	50,4%	-21,0%	1264,2	1656,7	1489,1	31,1%	-10,1%
Dont : Pétrole	963,2	1760,0	1232,0	82,7%	-30,0%	507,5	771,4	617,1	52,0%	-20,0%
Hors Pétrole	764,0	837,7	819,5	9,7%	-2,2%	756,7	885,3	872,0	17,0%	-1,5%
Administration	875,2	610,7	436,8	-30,2%	-28,5%	871,7	644,8	483,6	-26,0%	-25,0%
EXPORTATIONS TOTALES	4984,7	4001,7	3891,3	-19,7%	-2,8%	2125,8	2134,2	2319,0	0,4%	8,7%
Dont : Pétrole	4218,7	3164,5	2927,8	-25,0%	-7,5%	1361,4	1357,5	1505,5	-0,3%	10,9%

Source : MEGA/DGEFP

III.2 LE BUDGET DE L'ÉTAT

Afin de tenir compte de la chute du cours du baril de pétrole sur le marché international, les prévisions budgétaires initiales ont fait l'objet d'une révision à la baisse dans le cadre d'une loi de finances rectificative.

III.2.1 L'équilibre budgétaire

Initialement prévu à 3073,3 milliards de FCFA, le budget révisé de l'année 2015 a été arrêté à 2651,2 milliards de FCFA en ressources et en emplois. Cette diminution (-13,7%) résulte de la contraction des recettes propres.

Budget prévisionnel de l'Etat

En milliards de FCFA)	LR 2014	LFI 2015	LFR 2015	LFR/LFI
Nature des ressources				
Recettes propres	1971,6	2 289,7	1 833,8	-19,9%
Pétrole	805,5	929,2	540,6	-41,8%
Hors pétrole	1166,1	1 360,5	1 293,2	-4,9%
Ressources d'emprunt	292,7	783,6	817,4	4,3%
Total des ressources	2264,3	3 073,3	2 651,2	-13,7%
Nature des charges				
Service de la dette	594,3	831,4	607,4	-26,9%
Fonctionnement	1 222,9	1 536,1	1 334,4	-13,1%
Investissement	627,1	643,8	596,7	-7,3%
Autres dépenses		10,0	12,0	20,0%
Prêts, avances et dépôts	510,4	52,0	100,7	93,7%
Total des charges	2 954,7	3 073,3	2 651,2	-13,7%

Source : DGCP, DGBFIP

III.2.1.1 Les ressources

Les ressources budgétaires ont baissé de 422,1 milliards de FCFA en 2015 du fait essentiellement du repli des recettes pétrolières. En effet, le Gabon a perdu 388,6 milliards de FCFA de recettes pétrolières, comparativement aux prévisions initiales. Dans le même temps, les recettes hors pétrole se sont contractées de 67,3 milliards de FCFA.

A contrario, les ressources d'emprunt ont progressé de 33,8 milliards à 817,4 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2015. Cette variation est

consécutives à l'accroissement des décaissements sur les conventions en cours (+61,2%) et la mobilisation de 174,2 milliards de FCFA sous forme de financement à la banque centrale.

III.2.1.2 Les emplois

Pour tenir compte de la dégradation des ressources, le service de la dette, les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement ont été réajustées à la baisse alors que les prêts, avances et dépôts et les autres dépenses ont été relevés.

La baisse du service de la dette de 224,0 milliards de FCFA s'explique, d'une part, par le changement des prévisions relatives au remboursement du principal aussi bien sur les emprunts intérieurs courants (-143,0 milliards de FCFA) que sur les emprunts extérieurs courants (-59,1 milliards de FCFA) et, d'autre part, par la diminution des charges financières (-15,7 milliards de FCFA) en liaison avec la fluctuation favorable des taux d'intérêt.

La réduction des dépenses de fonctionnement est liée à la contraction de celles des biens et services (-80,8 milliards de FCFA) et aux transferts (-120,9 milliards de FCFA). Le repli des dépenses en biens et services s'explique principalement par leur réajustement pour faire face à la baisse des ressources. Le recul des dépenses de transfert s'explique particulièrement par la réduction des crédits destinés au soutien des prix des produits raffinés (-117,8 milliards de FCFA), en liaison avec la décision gouvernementale portant suppression de la subvention des prix des produits pétroliers chez certains opérateurs économiques et l'effet de la baisse des prix du pétrole sur le marché international.

La hausse des prêts, avances et dépôts résulte principalement de l'affectation d'un montant d'environ 53,8 milliards de FCFA pour l'approvisionnement du compte IMA.

III.2.2 L'exécution du budget

L'exécution du budget à fin décembre 2015 fait ressortir des déficits, base engagement et base caisse alors que le solde primaire est ressorti positif en 2015, contrairement aux prévisions initiales. En effet, le solde primaire a affiché un excédent de 80,3 milliards de FCFA, en baisse de 76,4% comparativement à l'année 2014. Cette diminution est principalement imputable à la contraction des recettes pétrolières suite à la chute des cours du baril du pétrole.

Le solde base engagement, incluant la charge de la dette publique, s'est établi à -91,9 milliards de FCFA, en diminution de 140,1%. Ce déficit est dû à

l'accroissement de 55,4% de la charge (intérêt) de la dette en 2015 par rapport à 2014.

Le déficit budgétaire base caisse s'est accentué pour se situer à 350,7 milliards de FCFA contre un déficit de 50,6 milliards de FCFA à la même période l'année précédente. L'alourdissement du déficit base caisse résulte de la réduction des arriérés de paiement de la dette intérieure (-258,8 milliards de FCFA).

Evolution des soldes

En milliards de FCFA	2013	2014	2015	15/14
Recettes pétrolières	1 344,0	1 034,6	603,3	-41,7%
Recettes hors pétrole	1 243,0	1 266,0	1 090,5	-13,9%
Recettes comptes spéciaux	34,9	48,6	103,5	113,0%
Recettes totales	2 621,9	2 349,2	1 797,3	-23,5%
Dépenses de fonctionnement	1 267,5	1 366,3	1 277,0	-6,5%
Dépenses d'investissement	925,1	605,8	423,4	-30,1%
Prêts nets	-99,4	11,7	-13,0	-211,1%
Autres dépenses	223,1	25,3	29,6	17,0%
Dépenses primaires totales	2 316,3	2 009,1	1 717,0	-14,5%
Solde primaire	305,6	340,1	80,3	-76,4%
Solde base engagement	153,9	229,3	-91,9	-140,1%
Solde base caisse	20,1	-50,6	-350,7	

Source : DGCPT

III.2.2.1 Les recettes budgétaires

Le budget en recettes s'est établi à 1 797,3 milliards de FCFA, soit une diminution de 23,5% par rapport à l'année 2014. Cette évolution est due à la baisse conjointe des recettes pétrolières et non pétrolières, malgré l'amélioration des recettes des comptes spéciaux.

III.2.2.1.1 Les recettes pétrolières

Au terme de l'année 2015, 603,3 milliards de FCFA ont été collectés, soit 31,0% du PIB pétrolier. Comparativement à l'année 2014, les recettes pétrolières ont diminué de 41,7% du fait essentiellement de la détérioration du prix du baril (-50,0%), malgré l'appréciation du taux de change du dollar par rapport au FCFA (+19,6%).

Evolution des recettes pétrolières

(En milliards de FCFA)	2013	2014	2015	15/14
Impôts sur les sociétés	189,6	151,4	44,3	-70,7%
Redevance Minière Proportionnelle	385,9	310,5	221,3	-28,7%
Autres	649,2	338,1	260,8	-22,9%
Transferts SOGARA	119,3	234,6	76,9	-67,2%
Total des recettes pétrolières	1 344,0	1 034,6	603,3	-41,7%
En ratio du PIB pétrolier	53,2%	43,9%	31,3%	
PIB pétrolier	2526,8	2357,8	1926,2	

Source : : DGCPT, DGEPEF

III.2.2.1.2 Les recettes hors pétrole

En 2015, les recettes hors pétrole ont baissé de 13,9% pour s'établir à 1 090,5 milliards de FCFA contre 1 266,0 milliards de FCFA l'année précédente. Le repli des recettes hors pétrole résulte essentiellement de la baisse du recouvrement des taxes sur les biens et services (-41,6%) et de la contreperformance des autres recettes (-28,1%), malgré l'amélioration du recouvrement des impôts directs (+4,0%).

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	2013	2014	2015	15/14
Droits de douanes	401,0	359,9	354,8	-1,4%
Taxes sur les biens et services	280,4	285,8	167,0	-41,6%
dont TVA	213,4	216,6	100,7	-53,5%
Impôts directs	342,5	382,4	397,7	4,0%
Autres recettes	219,1	237,9	171,0	-28,1%
Total de recettes hors pétrole	1243,0	1266,0	1090,5	-13,9%

Source : : DGCPT, DGEPEF

III.2.2.2 Les dépenses publiques

Les dépenses exécutées, hors paiement des intérêts de la dette publique, ont baissé de 14,5% pour s'établir à 1 717,0 milliards de FCFA en 2015. Cette diminution s'explique principalement par la réduction des dépenses d'investissement (-30,1%).

III.2.2.2.1 Les dépenses de fonctionnement

En 2015, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 1 277,0 milliards de FCFA. Comparativement à l'année précédente, elles ont diminué de 6,5% en 2015 suite au repli conjoint des dépenses en biens et services et des transferts et subventions, nonobstant l'accroissement des dépenses liées aux salaires et traitements.

Les dépenses en biens et services ont baissé de 9,0% à 241,2 milliards de FCFA. Cette évolution résulte, exclusivement, du repli des dépenses liées aux autres biens et services (-10,4%). Les dépenses de transferts et interventions ont été exécutées à hauteur de 321,1 milliards de FCFA. Elles ont enregistré une contraction de 21,7% liée essentiellement à la réduction des fonds de sécurité et de souveraineté (-87,1%) et à la baisse de la subvention sur les carburants (-48,7%).

Les dépenses de personnel (la solde permanente, la main d'œuvre non permanente et les crédits dédiés au paiement de la PIP) ont été exécutées à 714,7 milliards de FCFA. Elles se sont alourdies de 3,4% en raison, principalement, de l'application du nouveau système de rémunération des agents de l'Etat depuis le mois de juillet 2015. Au total, les dépenses de fonctionnement sont restées quasi-stables en ratio du PIB (15%) entre 2014 et 2015.

III.2.2.2.2 Les dépenses d'investissement

Du fait du recul de la mobilisation des financements sur ressources propres et sur ressources extérieures, les dépenses d'investissement exécutées ont enregistré une diminution de 30,1% au cours de l'année 2015 pour s'établir à 423,4 milliards de FCFA. Elles ont été financées à 56,9% sur ressources propres et à 43,1% sur ressources extérieures.

Par ailleurs, l'effort d'investissement public par rapport à la création de la richesse nationale a considérablement baissé entre 2013 et 2015. En pourcentage du PIB, le taux d'investissement est passé de 6,7% en 2014 à 5% en 2015, obérant ainsi l'effort public en matière de développement des infrastructures et de diversification de l'économie nationale.

III.2.2.2.3 Les autres dépenses

Les autres dépenses (les plans sociaux, les dépenses de restructuration d'entreprises, etc.) ont été exécutées à hauteur de 16,6 milliards de FCFA. Elles ont fléchi de 55,1% par rapport à leur niveau de 2014, suite à la diminution de 87,8% du poste « prêts nets y compris prise de participation ».

Evolution des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	2013	2014	2015	15/14
Fonctionnement	1 267,5	1 366,3	1 277,0	-6,5%
Salaires et traitements	552,8	691,3	714,7	3,4%
Biens et services	238,8	265,0	241,2	-9,0%
Transferts et subventions	475,9	410,0	321,1	-21,7%
Investissements	925,1	605,8	423,4	-30,1%
Ressources propres	654,5	349,6	240,9	-31,1%
Finex	270,6	256,2	182,5	-28,8%
Prêts nets (y.c prise de participation et FER)	1,2	37,0	4,5	-87,8%
Autres dépenses (y.c Fonds spéciaux)	122,5	-	12,1	-
Total dépenses hors paiement d'intérêts	2 316,3	2 009,1	1 717,0	-14,5%
PIB nominal	8690,5	8988,3	8481,2	-5,6%
Fonctionnement/PIB nominal	14,6%	15,2%	15,1%	
Investissements/PIB nominal	10,6%	6,7%	5,0%	

Source : : DGCPT, DGEPP

III.2.3 La dette publique

En 2015, le Gouvernement a consacré 491,8 milliards de FCFA pour honorer ses engagements en matière de dette. Comparativement à 2014, le règlement de la dette publique a augmenté de 62,7%. Cette évolution est imputable à l'accroissement du règlement de la dette extérieure, principalement celle contractée auprès du marché financier, et de la dette intérieure, essentiellement la dette bancaire.

L'augmentation de 32,6% du règlement de la dette extérieure est perceptible dans toutes ses composantes. Elle s'explique principalement par le niveau des intérêts payés sur les Eurobonds émis en 2015 suite au durcissement des conditions du marché financier international.

Les ressources consacrées au règlement de la dette intérieure ont augmenté de façon exponentielle (+244,5%) à 147,8 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique principalement par un niveau plus important des prises en charge sur les moratoires de l'Etat, les arriérés des organismes publics et les engagements vis-à-vis du secteur bancaire.

Dans ce contexte, la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires a été plus importante en 2015 comparativement à 2014. Le paiement de la dette

publique a représenté 27,4% des recettes budgétaires en 2015 contre 12,9% l'année précédente.

Evolution des règlements

(En milliards de FCFA)	2013	2014	2015	variation	Poids(%)
Dette extérieure	614,5	259,4	344,0	32,6%	70,0%
Multilatérale	31,6	33,3	35,6	6,9%	10,3%
Bilatérale	28,6	36,9	50,1	35,8%	14,6%
Commerciale	141,9	131,8	157,4	19,4%	45,8%
Marché financier	412,4	57,4	100,9	75,8%	29,3%
Dette intérieure	43,0	42,9	147,8	244,5%	30,0%
Bancaire	7,8	36,2	81,0	123,8%	54,8%
Moratoires	15,1	4,2	41,1	877,9%	27,8%
Divers	5,8	1,4	22,7	1521,4%	15,4%
Marché financier	14,3	1,1	3,1	181,8%	2,1%
Total	657,5	302,3	491,8	62,7%	100,0%

Source : Direction Générale de la Dette

L'encours de la dette publique a augmenté de 19% pour s'établir à 3165,6 milliards FCFA en 2015 contre 2660,4 milliards FCFA l'année précédente. Cette évolution résulte de la hausse conjointe de la dette extérieure et intérieure en liaison avec le financement des projets du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE).

En effet, la dette extérieure a progressé de 17,5% du fait de l'accroissement des engagements auprès du marché financier (+41,1%) ainsi que des créanciers bilatéraux (+21,3%) et multilatéraux (+9,3%), en dépit de la baisse de ceux auprès des créanciers commerciaux (-17,6%). Cette évolution s'explique par la hausse des taux de change flexibles, principalement le dollar américain.

Le stock de la dette intérieure a augmenté de 36,2% pour se situer à 281,2 milliards de FCFA contre 206,4 milliards de FCFA en 2014. Cette évolution résulte essentiellement des émissions d'obligations et des Bons du Trésor Assimilables(BTA) sur le marché des titres publics à souscription libre de la CEMAC (84 milliards de FCFA).

Par conséquent, le taux d'endettement a augmenté de 7,6 points pour s'établir à 37,3%. Bien qu'en deçà du seuil communautaire (70,0%), le taux d'endettement a dépassé de 2,1 points le seuil stratégique du Gouvernement (35%), conséquence de la hausse de la dette publique et de la baisse du Produit Intérieur Brut en valeur.

Evolution du stock de la dette

En milliards de FCFA	2013	2014	2015	Variation(%)
Dettes extérieures	2039,0	2454,0	2884,4	17,5%
Multilatérale	262,1	350,8	383,3	9,3%
Bilatérale	461,8	573,3	695,9	21,4%
Commerciale	496,4	602,7	496,6	-17,6%
Marché financier	818,7	927,2	1308,7	41,1%
Dettes intérieures	244,2	206,4	281,2	36,2%
Bancaire	76,4	44,5	-	-
Moratoires	83,8	85,4	75,3	-11,8%
Divers	14,5	13,9	41,3	197,1%
Marché financier	69,5	62,6	164,7	163,1%
Total	2283,2	2660,4	3165,6	19,0%
En mémoire le PIB nominal	8690,5	8988,3	8481,2	-5,60%
Taux d'endettement	26,3%	29,6%	37,3%	

Source : Direction Générale de la Dette

III.3 LA MONNAIE ET LE CREDIT

A fin 2015, la situation monétaire large corrélée à l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur est marquée par :

- une baisse de la masse monétaire ;
- une consolidation du crédit intérieur ;
- une contraction des avoirs extérieurs nets ;
- une dégradation de la Position Nette du Gouvernement ;
- un assouplissement de la politique monétaire.

Situation monétaire large

Année	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15
	(en milliards de Fcfa)			
Avoirs extérieurs nets	1100,6	1420,1	1303,8	1119,1
Banque centrale	1064,0	1315,9	1221,6	1001,1
Banques commerciales	36,6	104,2	82,2	118,0
Avoirs intérieurs nets	1204,4	1112,6	1118,4	1250,6
Crédits intérieurs nets	1227,7	1132,6	1207,6	1359,8
Créances nettes sur l'Etat	50,7	-346,2	-183,5	55,8
Position Nette du Gouvernement (PNG)	79,4	-217,9	-158,5	136,2
Créances nettes sur les organismes publics	-28,7	-128,3	-25,0	-80,4
Crédits à l'économie	1177,0	1478,8	1391,1	1304,0
Autres postes nets	-23,3	-20,0	-89,2	-109,2
Quasi-monnaie	801,3	739,7	817,4	794,6
Monnaie au sens large	2107,1	2280,0	2271,0	2259,9
Ressources extra-monnaétaires	221,2	272,8	240,5	219,0
Circulation fiduciaire	293,9	384,7	402,1	379,0
Dépôts	1813,2	1895,3	1868,9	1880,9
	(variation en %)			
Monnaie au sens large	15,2%	8,2%	-0,4%	-0,5%
Circulation fiduciaire	0,9%	30,9%	4,5%	-5,7%
Dépôts	18,0%	4,5%	-1,4%	0,6%
Avoirs extérieurs nets	9,3%	29,0%	-8,2%	-14,2%
Avoirs intérieurs nets	28,7%	-7,6%	0,5%	11,8%
Crédits intérieurs nets	23,0%	-7,7%	6,6%	12,6%
Créances nettes sur l'Etat	-33,4%	-	-47,0%	-
Crédits à l'économie	27,7%	25,6%	-5,9%	-6,3%

Source : Beac

III.3.1 Les ressources du système monétaire

III.3.1.1 La masse monétaire (M2)

La masse monétaire a régressé de 0,5% à 2 259,9 milliards FCFA, suite à la contraction des avoirs extérieurs nets (-14,2%). Au niveau de ses composantes, on note une baisse de la circulation fiduciaire (-5,7%) et un léger relèvement des dépôts collectés (+0,6%).

III.3.1.2 La quasi-monnaie

La quasi-monnaie a diminué de 2,8% à 794,6 milliards de FCFA en décembre 2015, consécutivement à l'effritement de l'épargne des agents économiques dans un contexte de resserrement de l'activité.

III.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, les contre parties de la masse monétaire se sont raffermies de 8,1% à 2 516,1 milliards de FCFA en décembre 2013, sous l'effet du relèvement des réserves de change de 29%.

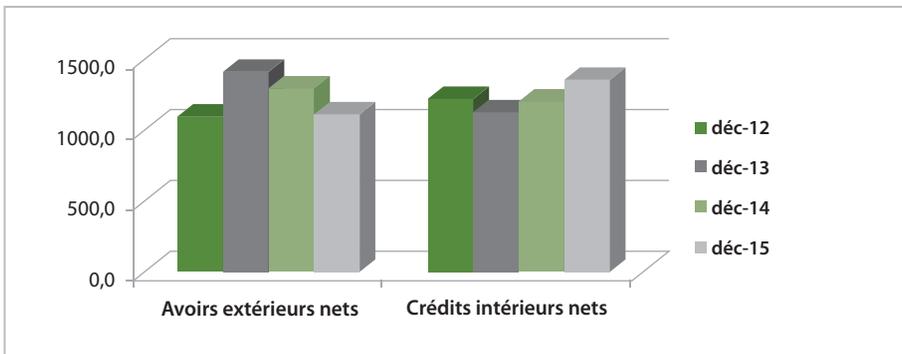
III.3.1.3 Les ressources extra-monétaires

Elles ont baissé de 8,9% à 219 milliards de FCFA en décembre 2015, sous l'effet de la dégradation des Autres Postes Nets, passant de -89,2 milliards en décembre 2014 à -109,2 milliards de FCFA en 2015.

III.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

A fin décembre 2015, les contreparties des ressources monétaires ont fléchi de 1,3% à 2 478,9 milliards de FCFA, en liaison avec la contraction des avoirs extérieurs nets (-14,2%).

Evolution des contreparties de la masse monétaire (en milliards de FCFA)



III.3.2.1 Les avoirs extérieurs nets

Sur la période de référence, les Avoirs Extérieurs Nets ont fléchi de 14,2% à 1119,1 milliards de FCFA. Cette évolution est liée à la dépréciation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 18,1% à 1 001,1 milliards de FCFA en décembre 2015. Par contre, ceux des banques primaires enregistrent une accélération de 43,5% à 118 milliards en décembre 2015.

III.3.2.2 Le crédit intérieur

Le crédit intérieur s'est conforté de 12,6% à 1 359,8 milliards de FCFA, corrélativement à la hausse des créances nettes sur l'Etat qui passent de -183,5 milliards de FCFA en décembre 2014 à +55,8 milliards de FCFA en décembre 2015.

Les créances nettes sur l'Etat

La situation nette débitrice de l'Etat envers le système bancaire s'est établie à 55,8 milliards de FCFA en décembre 2015 contre -183,5 milliards de FCFA un an plus tôt, traduisant ainsi une augmentation de la dette intérieure de l'Etat.

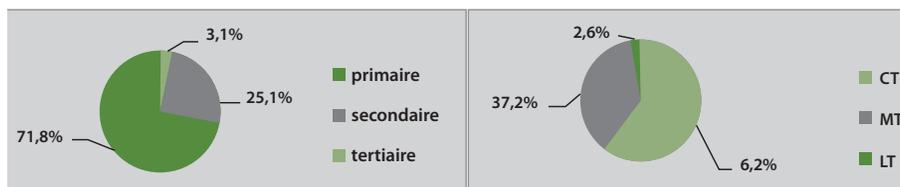
Les créances sur l'économie

Elles se sont repliées de 6,3% à 1 304 milliards de FCFA en décembre 2015, en rapport avec la baisse des concours octroyés au secteur privé non financier. Cette évolution est tributaire du contexte économique défavorable dans son ensemble.

III.3.2.3 Le financement de l'économie

A fin 2015, l'encours des crédits à l'économie recensés par la Centrale des Risques de la BEAC, s'est établi à 1 113,6 milliards de FCFA, en baisse de 1,2%.

Répartition des crédits bancaires par secteur et par terme



Le secteur primaire

Les crédits accordés au secteur primaire représentent 3,1% de l'ensemble des prêts bancaires au 31 décembre 2015. Ils ont légèrement progressé de 0,9% à 34,8 milliards de FCFA au cours de cette période, en raison de la hausse des prêts octroyés à la sylviculture et l'exploitation forestière, soit 69% de l'encours sectoriel.

Les crédits à court et moyen terme se sont respectivement établis à 13,3 milliards et 15,1 milliards de FCFA; soit 38,2% et 43,4% des prêts alloués à ce secteur. Sur le long terme, le secteur a bénéficié de 6,4 milliards de FCFA, représentant 18,4% des concours.

Le secteur secondaire

Les crédits octroyés au secteur secondaire représentent 25,1% du total des concours bancaires. Ces prêts ont légèrement fléchi de 0,5% à 279,8 milliards de FCFA au 31 décembre 2015. Cette situation est due au repli des crédits consentis à la branche Construction, absorbant 37,3% du financement sectoriel.

Les crédits à court et moyen terme se sont respectivement chiffrés à 175,8 milliards et 102,3 milliards de FCFA; soit 62,8% et 36,6% des crédits octroyés à ce secteur. Sur le long terme, les crédits se sont élevés à 1,8 milliard de FCFA, soit 0,6% du financement sectoriel.

Le secteur tertiaire

Au cours de la période sous revue, ce secteur a engrangé 71,8% de l'encours des crédits octroyés. Les crédits accordés à ce secteur se sont contractés de 1,6% à 799 milliards de FCFA, suite à la baisse des crédits alloués aux Services, concentrant 77,6% de l'encours du secteur.

Les crédits à court et moyen terme se sont respectivement établis à 481,7 milliards de FCFA et 296,7 milliards FCFA; soit 60,3% et 37,1%. Sur le long terme, ils ont atteint 20,6 milliards de FCFA ; soit 2,6% du total des crédits octroyés au secteur.

LA POLITIQUE MONETAIRE

En glissement annuel, la politique monétaire de la BEAC en 2015 a reposé sur un abaissement du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), la reconduction de l'objectif de refinancement et le maintien des autres taux directeurs et de la politique des réserves obligatoires.

1. Le refinancement bancaire

Le marché interbancaire est caractérisé par un niveau de liquidité acceptable. Aussi, l'Institut d'Emission a-t-il maintenu son objectif de refinancement à 2 milliards de FCFA.

2. La politique des taux d'intérêt

Au plan sous-régional, le Comité de politique monétaire du 17 décembre 2015 a tablé sur un ralentissement du taux de croissance autour de 2,4%, en relation avec les contre-performances du secteur pétrolier, un allègement des tensions inflationnistes à 2,9%, une situation monétaire relativement confortable avec un taux de couverture extérieure de la monnaie de 71,1%, une détérioration du solde budgétaire à -4,2% du PIB et une persistance du déficit extérieur courant à 11,4% du PIB.

Le Comité de Politique Monétaire a fixé les principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

- Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) : 2,45% contre 3,25% en 2014;
- Taux des Prises en Pension : 4,20% contre 5,75% en 2014 ;
- Taux Créditeur Minimum : 2,45% contre 3,25% en 2014.

De même, les taux d'intérêt sur les placements ont été fixés comme suit :

- Placements à 7 jours : 0% contre 0,60% en 2014;
- Placements à 28 jours : 0% contre 0,60% + 1/16 de point;
- Placements à 84 jours : 0% contre 0,60% + 2/16 de point

3. La politique des réserves obligatoires

Les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires sont restés identiques et se présentent comme suit :

- Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV) : 11,75% ;
- Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) : 9,25% ;
- Taux de rémunération des réserves obligatoires : 0,05%.

III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS

Le secteur extérieur a subi en 2015 les effets de la baisse des cours mondiaux de pétrole, qui ont réduit les exportations en valeur de cette ressource malgré la hausse du volume exporté. Dans ce contexte, le déficit de la balance globale amorcée en 2014 s'est creusé en 2015 pour s'établir à 114,2 milliards de FCFA (1,3% du PIB), et ce, en lien, avec la détérioration de la totalité des comptes.

III.4.1 La balance des transactions courantes

Excédentaire en 2014, les paiements courants se sont soldés par un déficit de 17,2 milliards de FCFA en 2015. Ce résultat trouve son origine dans la dégradation de la totalité des composantes de ce compte, principalement le solde commercial.

III.4.1.1 La balance commerciale

L'excédent de la balance commerciale s'est nettement détérioré en 2015 atteignant un niveau record de 1 699,1 milliards de FCFA depuis 2004, soit une

baisse de 38,5% par rapport à 2014. Ce résultat s'explique par la baisse des exportations (-27,1% contre -7,5% en 2014) malgré la baisse des importations (-9,8% contre +5,8% en 2014). Le taux de couverture des importations par rapport aux exportations a poursuivi sa tendance baissière. Il se situe à 203,2% en 2015 contre 251,3% en 2014.

Evolution de la balance commerciale

En milliards de F.cfa	2013	2014	2015	Var 15/14
Exportations (fob)	4 959,7	4 586,4	3 345,6	-27,1%
Importations (fob)	1 725,8	1 825,1	1 646,5	-9,8%
Balance commerciale	3 233,9	2 761,3	1 699,1	-38,5%
Taux de couverture	287,4%	251,3%	203,2%	

Source : BEAC

III.4.1.2 La balance des services

Les paiements des services se sont soldés par un déficit de 875,4 milliards de FCFA en 2015, en hausse par rapport à 2014 (-945,1 milliards de FCFA). Cette évolution s'explique par l'amélioration du déficit de la quasi-totalité des postes de ce compte (excepté le poste autres assurances).

III.4.2. La balance des revenus

La balance des revenus a dégagé un déficit de 697,7 milliards de FCFA en 2015 contre 967,6 milliards de FCFA en 2014, en diminution de 27,9%. Cette amélioration est attribuable à une diminution de 32,2% des revenus de capital versés à l'étranger.

III.4.3 La balance des capitaux

Le déficit du solde de la balance des capitaux s'est nettement amélioré pour s'élever à -114,2 milliards de FCFA en 2015 contre -340 milliards une année auparavant. Cette situation est liée principalement à l'accroissement des entrées de capitaux au titre des autres investissements du secteur public, dont le financement extérieur a été évalué à 506,6 milliards de FCFA contre 256,3 milliards de FCFA en 2014.

Bien qu'excédentaires, les Investissements Directs Etrangers (IDE) ont baissé de 41,7% à 241,2 milliards de FCFA en 2015. Ce recul s'explique par le fléchissement des investissements dans le secteur pétrolier qui absorbe l'essentiel des IDE.

Situation de la balance de paiements en 2013-2016

En milliards de F.cfa	2013	2014	2015	Var 15/14
1- Transactions courantes	1 133,5	698,7	-17,2	-102,5%
A- Biens et Services	2 345,6	1 816,3	823,7	-54,6%
a- biens	3 233,9	2 761,4	1 699,1	-38,5%
b- services	-888,3	-945,1	-875,4	-7,4%
c- revenus	-1 068,4	-967,6	-697,7	-27,9%
B- Transferts	-143,8	-149,9	-143,2	-4,5%
2- Mouvements de Capitaux	-348,9	-340	-114,2	-66,4%
- Investissements directs	455,7	414	241,2	-41,7%
- Autres investissements	-804,6	-753,9	-355,3	-52,9%
Secteur privé	-1 238,6	-800,8	-601,5	-24,9%
Secteur public	501,7	55,2	263	376,4%
Banques commerciales	-67,7	-8,3	-16,8	102,4%
3- Erreurs et Omissions	-537,1	-452,9	-85,7	-81,1%
BALANCE GLOBALE	247,5	-94,2	-217	130,4%

Source : BEAC

III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

III.5.1 L'emploi

En 2015, le niveau global de l'emploi se caractérise par une augmentation de 0,1% des effectifs dans le secteur public, et par une diminution de 2,6% dans le secteur privé.

III.5.1.1 L'emploi dans le public

En 2015, l'administration publique a enregistré une légère hausse de ses effectifs de 0,1% à 109 196 agents. Cette évolution résulte de l'augmentation des effectifs de la fonction publique (+0,6%). Cette quasi stagnation traduit une volonté de maîtrise des effectifs afin d'atténuer le poids de la masse salariale dans le budget de l'Etat.

Les effectifs de la main d'œuvre non permanente ont baissé de 1,8% en 2015. La réforme relative à la bancarisation obligatoire des agents de la Main Œuvre Non Permanente a permis de mieux comptabiliser les agents de cette catégorie et d'approcher le niveau réel de ses effectifs. Dans le même temps, les effectifs des collectivités locales ont baissé de 1,4%, en raison de la suspension des recrutements dans les collectivités locales.

III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés

Le ralentissement de l'activité économique observé en 2015 a eu un impact négatif sur le marché de l'emploi, notamment dans le secteur privé. En effet, l'emploi total du secteur privé a baissé de 2,6% en 2015 comparativement à 2014. Certains secteurs ont été plus affectés : le secteur pétrolier (-16,2%), les BTP (-18,7%), les transports et télécommunication (-3,4%) et les autres industries (-9,8%). La forte baisse de l'emploi dans ces secteurs a été atténuée par la création des emplois dans le secteur agricole (+10,6%) et dans la branche électricité, eau et raffinage (+5,8%).

La baisse de l'emploi dans le secteur pétrolier notamment dans les entreprises parapétrolières s'explique essentiellement par le repli des investissements face à la chute des prix du pétrole. Le repli des effectifs dans ce secteur a été atténué par l'accord de non licenciement passé entre l'Etat et les entreprises pétrolières.

Evolution de l'emploi dans les sociétés

Secteur	2014	2015	Var 15/14
Agriculture	9765	10802	10,6%
Pétrole	5498	4609	-16,2%
Mines	2535	2577	1,7%
Bois	13021	13308	2,2%
Agro-alimentaire	3649	3587	-1,7%
Autres industries	1857	1675	-9,8%
Eau - Electricité – Raffinage	2154	2278	5,8%
BTP	7014	5699	-18,7%
Transport Télécommunication	11869	11465	-3,4%
Services	14220	13183	-7,3%
Commerce	8240	8481	2,9%
Banques & Assurance	3385	3377	-0,2%
TOTAL	83 207	81 041	-2,6%

Source : estimations DGEFP / échantillon d'enquête économique

III.5.2 Le chômage

L'Office National de l'Emploi (ONE) a enregistré 8 199 nouveaux demandeurs d'emploi en 2015 contre 8 606 en 2014, soit une régression de 4,7%. Concernant l'offre d'emploi, 2 282 postes de travail ont été offerts en 2015, soit une hausse de 12,5% par rapport à 2014. Les embauches réalisées en 2015 se chiffrent à 1 335 contre 1 513 embauches en 2014.

Evolution de l'offre et la demande d'emploi

	2014	2015	Var 15/14
Demandeurs d'emploi	8 606	8 199	-4,7%
Offres d'emploi	2 029	2 282	12,5%
Embauchés	1 513	1 335	-11,8%

Source : ONE

III.5.3 Les salaires

La masse salariale du secteur moderne exécutée en 2015 a progressé de 1,0% pour s'établir 1953,2 milliards de FCFA en 2015, en raison de la hausse des rémunérations des agents publics, malgré la baisse observée dans les sociétés.

L'augmentation de la masse salariale du secteur public (+4,4%) provient essentiellement du relèvement de la rémunération des postes : solde permanente (8,5%), main d'œuvre non permanente (5,0 %) et collectivité locale (34,8%). Elle est fortement liée à l'instauration du nouveau système de rémunération.

Par contre, la contraction de la masse salariale des sociétés (-1,0%) résulte du ralentissement de l'activité enregistré dans la quasi-totalité des secteurs. Les départs volontaires et des licenciements dans certaines branches d'activités, notamment dans le pétrole, les Bâtiments et Travaux Publics, le Bois, les transports et télécommunications, expliquent cette contraction.

Evolution de la masse salariale du secteur moderne

Désignation	2014	2015	Var 15 /14
Sociétés (*)	1220,5	1208,6	-1,0%
Privées	1062,5	1041,1	-2,0%
Parapubliques	158,0	167,5	6,0%
Secteur Public	713,4	744,6	4,4%
Fonction publique	518,9	562,9	8,5%
MONP	66,3	69,6	5,0%
Autres (PIP)	106,1	82,3	-22,4%
Collectivités locales	22,1	29,8	34,8%
TOTAL Général	1933,9	1953,2	1,0%

Source : *Estimations DGEPP, ANINF

III.5.3.1 La masse salariale du secteur public

En 2015, l'ensemble des administrations de la fonction publique a observé un accroissement de 8,5% de sa masse salariale comparativement à 2014. Elle s'est établit à 562,9 milliards de FCFA contre 518,9 milliards de FCFA en 2014. Cette évolution résulte essentiellement de l'augmentation de la rémunération des agents publics, en liaison avec la mise en place depuis juillet 2015 du nouveau système de rémunération.

Evolution de la masse salariale du secteur moderne

Département ministériel	2014	2015	Var 15/14
Pouvoirs Publics	155,4	168,2	8,2%
Administration Générale	66,8	73,1	9,4%
Administration Economique	42,6	46,1	8,2%
Administration de Développement	24,7	27	9,3%
Administration des Transports	7,5	8	6,7%
Administration de l'Education	148,1	160,3	8,2%
Administration Sociale	72,8	79,1	8,7%
Autres	1	1,1	10,0%
Total	518,9	562,9	8,5%

Source : DGEPF

III.5.3.2 La masse salariale des sociétés

Le secteur privé a connu une baisse de 2,0% des rémunérations de son personnel par rapport à 2014, soit 21,4 milliards de moins par rapport au niveau de 2014. Cette contraction s'explique par la diminution des emplois dans certains secteurs d'activité, notamment dans le pétrole, les BTP, les Autres industries et les transports. En revanche, malgré le ralentissement de l'activité économique, certains secteurs ont connu une hausse des salaires. C'est le cas des secteurs minier, agricole, des services et bancaire.

Evolution de la masse salariale du privé par secteur d'activité

Secteurs	2014	2015	Var 15 /14
Agriculture	29,5	32,2	9,2%
Pétrole	145	111,4	-23,2%
Mines	70,1	85	21,3%
Bois	38	37,5	-1,2%
Industries Agro-alimentaires	47,2	50,7	7,4%
Autres industries	24,6	19,5	-20,7%
Eau, électricité et raffinage	73,1	74	1,2%
Bâtiment et travaux publics	72,9	59,3	-18,7%
Transports et Télécom	245,1	220,8	-9,9%
Services	179,1	201,3	12,4%
Commerce	78,7	82,7	5,1%
Banques et Assurances	59,2	66,6	12,7%
Total	1062,5	1041,1	-2,0%

Source : ANINF

III.5.4 Les prix

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) a baissé de 0,3% en moyenne annuelle par rapport à 2014. Ce recul des prix à la consommation s'explique principalement par une baisse des prix du poste « Logement, eau, gaz, électricité... » (-10,3%), ainsi que ceux des Communications (-21,8%) et de la Santé (-11,7%). En revanche, cette baisse a été atténuée par la progression des prix des Produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+3,2%), des « Articles d'habillement et chaussures... » (+17,4%) et des « Loisirs et cultures » (+10,6%).

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. En effet, la fonction « logement, le loyer », deuxième poste de dépenses du panier de la ménagère, a connu un repli de 15,8% en 2015. Celui-ci s'explique principalement par l'actualisation de l'échantillon d'enquête (intégration de nouveaux quartiers non résidentiels dans la série : Alénakiri, etc.).

Les prix des communications ont poursuivi leur baisse en 2015. La forte chute observée dans les dépenses des postes « services postaux » et « téléphone et télégraphe » (-22,7%), expliquent ce repli. La fonction « téléphone et télégraphe » a reculé, en raison de la concurrence des opérateurs de ce secteur et des offres promotionnelles.

Concernant la Santé, les dépenses des « services des médecins » (-30%) et

« analyses médicales » (-21,1%) ont davantage contribué à cette baisse. En effet, l'utilisation régulière de l'assurance maladie lors des consultations et des analyses médicales ainsi que la prescription des génériques par les médecins ont favorisé le fléchissement des prix de ce poste de dépenses. En définitive, le taux d'inflation est resté en deçà de 3% en 2015 conformément aux critères de convergence de la CEMAC.

Evolution des prix à la consommation

Regroupement	Pondération	Annuelle			Moyenne Annuelle (en %)			Glissement, déc. à déc. (%)
		2013	2014	2015	2013	2014	2015	
INDICE GLOBAL	10000	122,1	127,8	127,4	0,5	4,7	-0,3	-1,2
Produits alimentaires et boissons non alcool..	3291	132,1	135,5	139,9	0,0	2,6	3,2	4,0
Pains et céréales	673	123,5	124,8	127,0	0,6	1,0	1,8	4,4
Viandes	720	123,0	129,4	136,1	-5,1	5,2	5,2	3,1
Poissons et fruits de mer	446	158,9	179,0	184,6	-4,4	12,7	3,1	5,8
Lait, fromage et œufs	243	119,1	122,0	125,5	1,1	2,4	2,9	-0,7
Huiles et graisses	183	133,5	129,5	138,7	-1,1	-3,0	7,1	14,3
Légumes et tubercules	534	148,6	147,3	152,2	5,9	-0,9	3,3	5,0
Boissons alcoolisées et tabac	185	119,7	117,7	119,6	15,4	-1,7	1,6	5,6
Articles d'habillement et chaussures	794	105,4	115,7	135,8	-17,8	9,8	17,4	4,0
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	131,0	140,2	125,7	29,0	7,1	-10,3	-11,0
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	106,2	118,4	117,7	-12,2	11,5	-0,6	1,9
Santé	357	122,4	118,9	105,0	-0,1	-2,9	-11,7	4,4
Transports	990	121,2	127,0	129,3	7,8	4,8	1,8	2,4
Communications	355	101,1	102,9	80,5	-0,4	1,8	-21,8	-43,0
Loisirs et cultures	503	102,4	107,1	118,4	0,9	4,6	10,6	3,1
Enseignement	170	105,9	106,1	107,8	9,8	0,2	1,6	4,5
Restaurants et hôtels	466	120,3	124,6	125,4	0,8	3,6	0,6	-0,1
Biens et services divers	275	97,7	99,4	106,5	0,2	1,7	7,1	5,2

Sources : DGS, DGEFF

La politique
économique
du gouvernement
en 2015

4^e partie

IV. LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2015

Les priorités de la politique économique et sociale du gouvernement en 2015, ont porté sur la poursuite de la diversification de la base productive, le développement des infrastructures et l'amélioration du climat des affaires. Par ailleurs, le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre de la stratégie d'investissement humain.

Afin de garantir la stabilité macro-économique, le Gouvernement a maintenu l'effort d'optimisation de la gestion des finances publiques avec la mise en œuvre effective de la Budgétisation par Objectifs de Programme (BOP).

IV.1 LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE

En 2015, afin d'exécuter son programme de développement (PSGE) et de répondre aux besoins socio-économiques des populations, le Gouvernement a maintenu sa politique budgétaire sur une trajectoire pluriannuelle. En vue d'atteindre cet objectif, il a mis en œuvre des mesures visant l'accroissement des ressources, ainsi que la maîtrise et l'efficacité de la dépense publique.

IV.1.1 Recettes

Pour l'optimisation des recettes, l'accent a été mis sur la fiscalité de porte, la fiscalité intérieure et les recettes non fiscales.

En matière de mobilisation des recettes douanières, les actions ont porté sur :

- le renforcement des capacités informatiques pour améliorer le suivi des opérations de dédouanement et sécuriser les recettes douanières ;
- la maîtrise des exonérations douanières et la gestion rationnelle des abattements;
- la mise en place d'une mercuriale à l'exportation des produits du bois.

S'agissant de la fiscalité intérieure et des recettes non fiscales, les nouvelles mesures ont été mises en place par les services fiscaux et ont porté notamment sur :

- la maîtrise des mesures discrétionnaires;
- le renforcement des actions de recouvrement à travers la modernisation des moyens de paiement et le rapprochement des services fiscaux des contribuables.

IV.1.2 Dépenses

Le Gouvernement a poursuivi le chantier d'assainissement et de rationalisation de la dépense publique et a axé son action sur le déploiement des autres aspects relatifs à la mise en œuvre de la budgétisation par objectifs de programme. Cette action a mis l'accent sur les dépenses de personnel, de biens et services et de transferts ainsi que sur celles d'équipement afin de les contenir dans des proportions soutenables.

La mise en place du nouveau système de rémunération (NSR) a permis :

- d'améliorer la structure de la rémunération par le rétablissement de la prééminence de la solde de base sur les éléments accessoires;
- d'augmenter les salaires, notamment les plus bas.

IV.1.3. Nouvelles sources de financement

Le Gouvernement a poursuivi sa stratégie de diversification des modes de financements, notamment les emprunts obligataires sur les marchés financiers de la sous-région de 110 milliards de FCFA en vue d'améliorer la qualité des infrastructures.

Date d'émission	Forme de l'emprunt	Montant (milliards de FCFA)	Taux d'intérêt	Maturité de l'emprunt	Place
31/03/2015	Obligations du Trésor Assimilables (OTA)	30	5,3%	3 ans	BEAC
17/09/2015	Emprunt obligataire par appel public à l'épargne	80	6%	5 ans	BVMAC

Afin de poursuivre le financement des grands projets contenus dans le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), le Pacte social et la réalisation de plusieurs infrastructures de la CAN 2017, plusieurs emprunts ont été effectués auprès de certaines banques. Ceux-ci se sont élevés à 288 493 206,85 euros et sont répartis comme suit :

Montants de l'emprunt	Monnaie	Banques
13 100 000	Euros	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)
55 000 000	Euros	Agence Française de développement
45 130 000	Euros	Banque Islamique de Développement (BID)
4 250 000	Euros	Fonds International de Développement Agricole (FIDA)
61 013 206,85	Euros	Banques HAPOAKIM B.M et MIZRAHI TEFAOT
110 000 000	Euros	Agence Française de Développement (AFD)

Sources : DGS, DGEPPF

IV.2 LES POLITIQUES SECTORIELLES

Malgré une conjoncture difficile, le Gouvernement a mis en œuvre des programmes de transformation et de diversification de l'économie. Il a notamment maintenu le soutien aux secteurs porteurs de croissance et les efforts d'opérationnalisation du Pacte Social.

Développement des secteurs productifs

Agriculture vivrière et pêche

Dans ce domaine, le Gouvernement a décidé de créer et renforcer les structures visant à améliorer la production et la qualité des produits agricoles. Le projet phare de ce secteur est La Gabonaise des Réalisations Agricoles et des Initiatives des Nationaux Engagés (GRAINE). Ce projet rentre dans le cadre de la politique de diversification de l'économie en vue de répondre aux attentes des populations, notamment en matière de lutte contre le chômage et de réduction des importations alimentaires.

En 2015, le programme GRAINE a été lancé dans cinq provinces : l'Ogooué-Ivindo, le Woleu-Ntem, la Ngounié, l'Ogooué-Lolo et le Haut-Ogooué.

Parallèlement à ce programme d'envergure, les mécanismes traditionnels d'appui à l'agriculture ont poursuivi leurs missions et objectifs de développement du secteur. Il en est ainsi du Projet de Développement et d'Investissement Agricole (PRODIAG), financé à hauteur de 79% par un prêt contracté auprès de l'AFD et par l'Etat gabonais (21%). Il est mis en œuvre avec la contribution technique de l'IGAD. Les objectifs assignés à ces instruments sont :

-renforcer les capacités des acteurs privés et associatifs des filières prioritaires afin d'optimiser le développement durable de la filière agricole;

-apporter un encadrement technique aux créateurs de petites et moyennes entreprises (PME) du secteur agricole et para-agricole, sachant que l'activité agricole nationale s'articule autour de quatre (4) types de cultures : les cultures maraîchères, les cultures vivrières, les cultures de rentes et les cultures fruitières.

Les résultats chiffrés du programme en 2015 se présentent comme suit :

	OBJECTIFS	REALISATION 2015
Exploitations vivrières	851	578
Exploitations maraîchères	140	52
Exploitations d'élevage	39	3
Ateliers de transformation de manioc	40	22

Concernant la pêche, le gouvernement a adopté un décret fixant les modalités et les conditions d'exercice de la pêche. Ce texte met en œuvre les dispositions communes à toutes les catégories d'autorisations de pêche, à savoir:

- l'autorisation de pêche scientifique;
- l'autorisation d'exploitation des poissons d'aquarium ;
- la licence de pêche industrielle.

Forêt et environnement

Forêt

En 2015, le gouvernement a maintenu sa politique de soutien aux industries de transformation du bois. Cette activité a connu depuis cinq ans une forte amélioration sous l'effet conjugué du renforcement du tissu industriel, de la montée en puissance de nouvelles unités et d'un meilleur approvisionnement des usines en grumes.

Environnement

En matière d'environnement, d'importantes décisions ont été prises au cours de la conférence des Nations Unies sur le climat (COP 21) qui a eue lieu à Paris en décembre 2015. Le Gabon s'est notamment engagé à réduire d'au moins 50% ses émissions par rapport à l'évolution prévue en cas de politique inchangée. En outre, des mesures ont été prises en vue d'une meilleure évaluation et préservation des parcs nationaux. Ainsi, à travers le Programme

d'appui à la gouvernance sectorielle (PAGOS), financé par l'Union Européenne, l'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN) devrait renforcer sa mission de gestion, de protection et de surveillance des 13 parcs nationaux.

Par ailleurs, l'Agence Gabonaise d'Etudes et d'Observation Spatiales (AGEOS) a été inaugurée en août 2015. Elle vient renforcer la surveillance, par l'amélioration de la qualité de gestion des ressources naturelles aux niveaux terrestre et maritime. Elle permettra ainsi de veiller sur le couvert forestier pour garantir la bonne affectation des terres. Elle s'assurera, d'autre part, du respect de l'espace maritime par les opérateurs des secteurs pétrolier et de la pêche.

Le centre couvre un cercle de réception de 2 800 kilomètres englobant 23 pays africains soit la totalité des forêts du bassin du Congo et une partie des forêts de l'Afrique de l'Ouest.

Mines

Le Gabon a amorcé l'industrialisation de ce secteur avec l'inauguration du Complexe Métallurgique de Moanda (CMM), en juin 2015. Après 52 ans d'exploitation de manganèse, la COMILOG via le CMM a démarré la transformation du minerai en manganèse métal et en alliage métallique (silico-manganèse) par deux types de procédés, à savoir : l'hydrométallurgie et la pyrométallurgie.

Par ailleurs, en vue d'accompagner les mutations dans ce secteur, le code minier a été révisé. Dans le cadre de la stratégie de diversification et d'industrialisation du Gabon, cet instrument juridique moderne vise la garantie et la protection des investissements notamment étrangers dans le secteur. Ceci, dans le but d'accroître le flux des investissements et remonter la chaîne de valeur des ressources minéralogiques. Le nouveau document prévoit que l'Etat bénéficiera de 10% à titre gratuit dans chaque projet minier en phase d'exploitation. Il disposera aussi d'une option d'augmentation de sa participation jusqu'à 35% mais devra négocier le prix d'achat des 20% supplémentaires.

Energie et ressources hydrauliques

Le Gouvernement a poursuivi les travaux de construction de l'usine Ntoun 7 et de nouvelles stations de pompage visant à augmenter la capacité de production d'eau qui passerait de 210.000 m³ à 350.000 m³. En 2015, les travaux de sécurisation du réseau électrique de Libreville se sont poursuivis avec la réalisation des bouclages du réseau de transport d'énergie et la construction de nouveaux postes sources.

Infrastructures et logements

Pour répondre à l'ambition de développer défini dans le PSGE, de développer un cadre sain et sécurisé par la promotion d'un habitat accessible au plus grand nombre de gabonais et répondant à leurs besoins, dans une perspective de développement durable a pris du retard. Celui-ci s'explique par les contraintes budgétaires que connaît le Gabon.

Pour accélérer et alléger le processus de traitement des dossiers d'attributions de parcelles et d'établissement de permis de construire, l'Agence nationale de l'urbanisme, des travaux topographiques et du cadastres (ANUTTC) a fait l'acquisition d'un logiciel. Le logiciel Gargantua serait une réponse à la volonté du gouvernement de mettre en place un guichet unique regroupant toutes les administrations qui interviennent dans le processus de régularisation foncière.

Le programme national de logements en 2015, dans le pays porte sur 8 075 logements en cours de construction (dont 6 560 dans la province de l'Estuaire).

PROVINCES	Superficie	Nombre de logements attendus	Logements en cours	Nombre logements disponibles	Taux d'exécution
Estuaire	100 ha	2 000	1 132	872	66%
Estuaire(p2)	73 ha	1 032	551		56%
Estuaire(4)		57	57		
Estuaire Bikele (5)	356 ha	2049	872		-40%
Estuaire (6)	155 ha	3133	2048		56%
Zone de relogement		1100	880		
Zone de Nkok (8)		1670	1020		
TOTAL ESTUAIRE	+684	11041	6560		

PROVINCES	Superficie	Nombre de logements attendus	Logements en cours	Nombre logements disponibles	Taux d'exécution
ESTUAIRE	+684	11 041	6 560		
NGOUNIE	40 ha	100	71		
HAUT-OGOOUE	95	450	321		
MOYEN-OGOOUE	10	70	50		
NYANGA	10	70	35		
OGOOUE-MARITIME	83	967	824		
WOLEU-NTEM	10	100	74		
OGOOUE-IVINDO	10	70	70		
OGOOUE-LOLO	10	70	70		
TOTAL (sans l'Estuaire)	268	1 897	1 515		
TOTAL ESTUAIRE	+100 ha	12 938	8 075		

Sur 2 000 logements construits à Angondjé, 872 logements sont disponibles et habitables à fin 2015. Leur commercialisation était programmé pour le début de l'année 2016. L'aménagement de 1185 parcelles viabilisées à Bikélé et Mangoumba (Estuaire) se poursuit est en cours.

Education

Les mesures principales prises dans ce secteur ont porté sur :

- l'amélioration du cadre juridique de la profession de docker au Gabon ;
- la réorganisation des missions régaliennes de l'Office des Ports et Rades du Gabon ;
- la mise en place d'un nouveau dispositif du Conseil Gabonais des Chargeurs (CGC) dans le but de mieux encadrer le trafic de fret et d'assurer une assistance aux importateurs et exportateurs nationaux.

La réalisation du Plan Directeur National des Infrastructures dans le domaine du transport s'est poursuivie avec l'aménagement des tronçons routiers suivants :

- Ndendé-Tchibanga : 103 km ;
- Mouila-Ndendé : 75 km ;
- Tchibanga-Mayumba : 106 km ;
- Port -Gentil-Omboué : 93,2 km.

De même, le programme de remise à niveau des infrastructures de la SETRAG a débuté au cours du deuxième semestre 2015. Ce vaste programme d'investissement, qui va de 2015 à 2022, concerne la restauration de la capacité de transport et la sécurisation du trafic. Cet investissement d'un montant d'environ 168 milliards de FCFA est réparti comme suit:

- infrastructures (ouvrages d'art hydrauliques et en terre, plateformes et passages à niveau): 57 milliards de FCFA;
- superstructure (ballast, traverse et rails): 102 milliards de FCFA;
- gestion et sécurisation des trains: 8,5 milliards de FCFA.

Enseignement supérieur et éducation nationale

Les mesures prises par le Gouvernement dans ce secteur visent à augmenter et diversifier l'offre et à améliorer l'existant. A cet effet, le Ministère de l'Enseignement Supérieur a lancé un programme de construction d'établissements supérieurs techniques et de réhabilitation de certaines structures, afin de promouvoir les formations techniques, en adéquation avec les besoins de l'économie.

L'Ecole des mines et de métallurgie de Moanda

Cet établissement d'enseignement supérieur est le fruit d'un partenariat public-privé entre l'Etat gabonais et la Compagnie Minière de l'Ogooué (COMILOG). Les travaux de construction se sont poursuivis en vue d'une livraison prévue pour 2016. Cette école vise la formation des cadres techniques de niveau ingénieur et technicien supérieur dans le domaine des mines et de la métallurgie de première transformation. Cet établissement devrait ouvrir ses portes au cours de l'année scolaire 2016-2017, avec une première promotion de 60 étudiants.

L'Ecole Nationale Supérieure d'Enseignement Technique

A l'Ecole Nationale Supérieure d'Enseignement Technique (ENSET), les travaux effectués en 2015 ont permis la construction d'un amphithéâtre de 1200 places, ainsi que la rénovation de 19 salles de cours et divers travaux.

L'Ecole de Commerce de Port-Gentil

Les travaux effectués au sein de cet établissement concernent deux bâtiments pédagogiques de quinze salles de classe, six salles de projection, trois salles informatiques, une salle de conférence de quarante places, des toilettes pour

personnes à mobilité réduite, deux villas pour les responsables, trente-quatre bureaux dans le bâtiment administratif, quatre dortoirs pour les étudiants et un dortoir pour les enseignants.

IV.3 La politique sociale

Sur le plan social, le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre de l'ensemble des volets de la Stratégie d'Investissement Humain « Pacte Social », en renforçant ses actions dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'habitat en faveur des populations vivant dans la précarité. Cela, en vue de l'atteinte de l'objectif de la prospérité partagée tel qu'énoncé dans le PSGE.

Les principaux instruments pour la mise en œuvre de la politique sociale sont la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS) et le Fonds National d'Aide sociale (FNAS). Au début de l'année 2015, une redéfinition des missions de ces structures a été engagée. Ainsi, en plus de ses missions de prévoyance sociale, la CNAMGS assure désormais la liquidation des prestations et aides sociales et le FNAS s'occupe des Activités Génératrices de Revenu (AGR).

La CNAMGS

La Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS) est l'instrument majeur de la mise en œuvre de la politique sociale du Gouvernement. Il compte trois fonds à savoir :

- le fonds des agents publics;
- le fonds des agents du secteur privé ;
- le fonds des gabonais économiquement faibles.

Le fonds des agents publics comprend 238 541 assurés contre 191 511 assurés en 2014. Il est financé à partir d'une subvention de l'Etat et des cotisations salariales.

Le fonds des agents du secteur privé et para-public comprend 164 204 assurés contre 107 091 en 2014. Il est financé par les cotisations patronales et salariales.

Le fonds des gabonais économiquement faibles compte 518440 assurés contre 490 706 l'année précédente. Il est financé par l'activité des sociétés de téléphonie mobile à hauteur de 10% de leur chiffre d'affaires. En vue d'une meilleure couverture des populations, le Gouvernement a initié des nouvelles campagnes d'immatriculation des GEF

Le Fonds National d'Aide Sociale

Dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte social, le Gouvernement a signé avec la SEEG un protocole d'accord dont le but est de permettre aux compatriotes sans ressources ou à faibles revenus de bénéficier à compter de 2015 :

- d'un branchement social avec un abattement de 25% sur les coûts en vigueur ;
- d'un échelonnement de paiement en 12 mensualités sans majoration d'intérêts ;
- de la suppression de paiement de l'avance sur la consommation.

Le Fonds a également noué des partenariats avec des institutions financières pour le financement des activités génératrices de revenus (AGR). Une convention a été signée avec la Banque Gabonaise de Développement (BGD). Les secteurs prioritaires visés par ce programme sont l'élevage et la pêche. De plus, un accent sera mis sur la transformation et la conservation de produits agricoles ainsi que les services.

Le portefeuille de projets des activités génératrices de revenus, soutenu par le FNAS, vise l'autonomisation des Gabonais Economiquement Faibles avec la mise en place des activités de soutien aux coopératives en milieu rural et périurbain et l'octroi de microcrédit.

Cet appui est plafonné à 5 millions de FCFA maximum. Ce soutien du Fonds d'aide sociale couvre jusqu'à 30% des frais du projet. Le microcrédit doit se situer dans la limite de 70% du coût total, conformément aux dispositions de la convention conclue avec la Banque gabonaise de développement.

Santé

Les mesures prises par le Gouvernement dans le domaine de la santé visent l'amélioration de la qualité des services et la garantie d'une meilleure prise en charge des malades. Les principales mesures initiées en 2015 sont, entre autres :

- la réduction significative de la prolifération anarchique des structures sanitaires privées et la construction obéissant aux normes internationales des structures sanitaires publiques ;
- la bonne qualité des prestations en santé grâce à un environnement juridique lisible et visible ;
- le suivi et l'évaluation de la qualité de l'offre de soins ;
- la mise en place d'un système d'accréditation et de certification des établissements de soins.

Les perspectives
2016-2017

5^e partie

V.1. L'ECONOMIE MONDIALE EN 2016 et 2017

En 2016, la croissance économique mondiale atteindrait 3,2% contre 3,1% l'année précédente. Ce regain d'activité proviendrait de la croissance dans les pays avancés (1,9% en 2016 et 2% en 2017) et dans les pays émergents et en développement (4,1% en 2016 et 4,6% en 2017).

Cette expansion se ferait dans un contexte de relèvement progressif des prix des matières premières, malgré la persistance de tensions géopolitiques dans certaines régions du monde. Suivant la même tendance, le commerce mondial croîtrait pour se situer à 3,1% contre 2,8% en 2015.

Les taux d'intérêt dans les principaux pays devraient rester à des niveaux relativement bas en vue de dynamiser la croissance.

Corrélé au niveau de l'activité, le marché de l'emploi se montrerait légèrement attractif même si dans l'ensemble, le chômage resterait à un niveau relativement élevé. L'inflation serait également maîtrisée, avec un taux de 1,1% en 2016 contre 0,3% en 2015 dans les pays avancés.

V.1.1 La conjoncture dans les principaux pays avancés

Dans les pays avancés, la croissance devrait rester modeste, atteignant un niveau conforme à celui de 2015 (1,9%). La tendance démographique défavorable, la faible croissance de la productivité et l'héritage de la crise financière mondiale continuent d'entraver un redressement plus vigoureux de l'activité.

Aux Etats unis, l'économie, portée par la bonne tenue du bilan des entreprises, la fin du frein budgétaire et l'amélioration du marché immobilier, progresserait à un rythme moyen, avec des taux de croissance respectifs de 2,4% et 2,5% en 2016 et 2017, en dépit d'un fléchissement des exportations, du durcissement des conditions financières pour certains secteurs et la baisse de l'investissement dans le secteur énergie.

Dans la zone euro, la reprise, quoique modeste se poursuivrait et se traduirait par des taux respectifs de 1,5% et 1,6% en 2016 et 2017. La zone profiterait des effets favorables de la baisse des prix du pétrole et de meilleures conditions financières, dans un contexte de faible la demande extérieure. Les deux principales économies de la zone, l'Allemagne (1,5%) et la France (1,1%) enregistraient une légère accélération économique. L'Espagne resterait

l'économie la plus dynamique avec une expansion économique chiffrée à 2,6%, tandis qu'en Italie, l'activité en nette amélioration entrainerait une croissance de 1%.

Au Japon l'économie serait pénalisée par la baisse de la demande en provenance des pays émergents et les difficultés du yen, en dépit des effets positifs liés à la baisse des prix de l'énergie. Ainsi, il est prévu une croissance de 0,5% en 2016.

V.1.2 La conjoncture dans les pays émergents et en développement

La croissance dans les pays émergents et en développement demeurerait proche de celle de l'année précédente avec un taux de 4,1% en 2016 contre 4% en 2015. Trois facteurs expliquent cette évolution à savoir l'environnement extérieur marqué par la faiblesse des prix de matière premières, ensuite le durcissement des conditions financières et enfin la baisse de régime dans les pays partenaires.

Dans les pays émergents d'Asie, elle s'établirait à 6,4% contre 6,6% l'année précédente. Quoiqu'en repli, la croissance **chinoise** resterait robuste avec 6,5% contre 6,9% auparavant. **En inde**, la croissance serait portée par la consommation privée qui profite de la baisse des prix de l'énergie et la revalorisation des salaires. Ainsi, le PIB progresserait de 7,5%.

L'expansion dans **les pays en transition d'Europe** resterait préoccupante (-1,1%). La croissance de la Russie, principale locomotive de la zone, serait de -1,8% contre -3,7% en 2015. En Amérique latine, la zone demeurerait en récession (-0,5%) sur la même période.

La croissance des pays du **Moyen-Orient et de l'Afrique Subsaharienne** enregistrerait une hausse avec des taux respectifs de 3,1% et 3,0% respectivement, malgré la poursuite de la baisse des cours des matières premières. Le Nigéria et l'Afrique du sud enregistreraient respectivement 2,3% et 0,6% de croissance.

Le sous continent sud américain a été fortement affecté par la baisse des cours des matières premières. Ainsi, pour la deuxième année consécutive, la zone serait en récession avec -0,5% de croissance en 2016. **Le Brésil** confronté à un environnement politique instable et à une économie en difficulté, enregistrerait de nombreuses pertes d'emplois, tandis que le revenu réel serait en recul. L'économie de ce pays resterait en crise avec un taux de -3,8%. Dans le même

sillage, **le Venezuela** sombrerait davantage dans la récession avec une contraction de son économie de 8%.

A contrario, **le Mexique** et plusieurs autres pays d'Amérique latine profiteraient de la reprise de l'économie américaine. Il en est ainsi du Mexique (2,4% en 2016 et 2,6% en 2017) et de la Colombie (2,5% en 2016)

Les perspectives macroéconomiques de la CEMAC pour l'année 2016 se traduiraient par un ralentissement économique, suite à l'effet cumulé de la baisse des prix du pétrole brut et de la contraction de la production des hydrocarbures dans la plupart des États membres de CEMAC. Cette contreperformance serait suivie d'une dégradation de tous les autres comptes économiques : les finances publiques, les comptes courants et la situation monétaire. Ainsi, le taux de croissance en termes réels serait de 2,7 % en 2016 contre 2,8 % un an plus tôt.

V.1.3 L'évolution des produits de base

Les prix mondiaux des matières premières demeureraient bas, avec un nouveau recul de 18% en 2016 après -38% en moyenne en 2015. Ils seraient une fois de plus soumis à des aléas climatiques, géopolitiques et monétaires.

Le Pétrole

Le marché resterait excédentaire en 2016, avec un prix moyen autour de 40 dollars le baril. Cette situation résulterait de la levée de l'embargo contre l'Iran et le maintien du statu quo du conflit dans le Moyen-Orient, malgré la baisse attendue de la production américaine.

L'huile de palme

Les cours de l'huile de palme augmenteraient en 2016, et ce pour la première fois en cinq ans, en raison de la croissance plus faible de la production due au phénomène El Nino. Toutefois, l'offre importante au niveau mondial d'oléagineux et la faiblesse des prix du pétrole limiteraient les gains. Les prix de l'huile de palme brute se situeraient sur une moyenne de 584,6 dollars la tonne en 2016, en hausse de 3,4% par rapport à l'année précédente.

Le caoutchouc

La baisse des prix du caoutchouc naturel se poursuivrait en 2016, dans un contexte d'inquiétudes sur la demande chinoise et d'effondrement des prix du

pétrole. Cette situation risque de s'accroître avec la concurrence du caoutchouc synthétique, la hausse de la production vietnamienne et le niveau élevé des stocks au Japon et en Chine. Ainsi, le prix se situerait à 59,7 cents US la livre, en baisse de 15,6% par rapport à 2015.

Le café

En 2016, l'Organisation internationale du café (ICO) estime la production mondiale de café à 143,4 millions de sacs (de 60 kg), en hausse de 1,4% par rapport à 2015, soutenue par la récolte brésilienne. Cette évolution impacterait à la baisse les cours du café soit -24% et -33% pour l'Arabica et le Robusta.

Le cacao

En 2016, les cours du cacao seraient soutenus par la perspective de faibles récoltes intermédiaires en Afrique de l'Ouest, en raison de l'impact du phénomène météorologique El Niño sur la culture en Côte-d'Ivoire, au Ghana et au Nigeria. A cet effet, il est prévu une hausse de 2% des prix du cacao en 2016 à environ 3 142 dollars la tonne.

Le sucre

Après une très forte hausse en fin d'année 2015, les prix du sucre poursuivraient cette tendance, confortés par l'anticipation d'un déficit mondial en 2016. En effet, le marché mondial s'attend à une production inférieure à la demande, pour la première fois depuis cinq ans. Ceci, en raison des craintes relatives à la récolte en Inde, deuxième producteur de sucre au monde, soumise à une forte sécheresse. Le prix progresserait ainsi de 5,3% pour se situer à 13,9 cents la livre.

L'or

En 2016, les cours de l'or seraient principalement influencés par les attentes liées aux hausses des taux d'intérêt de la Réserve Fédérale Américaine (Fed) malgré les tensions géopolitiques. De même, la demande serait atone pour les deux principaux consommateurs d'or au monde, l'Inde et la Chine. Dans ce contexte, les cours se situeraient au-dessus de 1 100 dollars l'once durant le premier trimestre 2016. Ils déclineraient graduellement pour finir l'année à 950 dollars, avec une moyenne annuelle de 1 075 dollars l'once..

V.2 LE CONTEXTE NATIONAL

V.2.1 L'activité sectorielle

V.2.1.1 Le pétrole

En 2016, la production nationale de pétrole brut se situerait à 10,97 millions de tonnes contre 11,92 millions en 2015, soit une baisse de 8%. Ce repli serait dû au déclin naturel des champs matures, à la fermeture temporaire du Champ Obangué, suite à l'accident enregistré en début d'année. A cela, s'ajoute le report des projets d'optimisation pour ralentir le déclin, compte tenu de la conjoncture actuelle (détérioration du cours du baril).

Parallèlement, le prix moyen du brut gabonais s'établirait à environ 35 dollars, soit une chute de 27,3% comparativement à 2015. Le taux de change du dollar américain par rapport au FCFA devrait reculer à environ 580 FCFA.

V.2.1.2 Les mines

Les perspectives de la production minière reposent sur l'évolution du marché mondial des métaux en 2016. Dans un contexte d'effondrement des cours, la production nationale de minerais et d'agglomérés de manganèse se replierait de 0,7% à près de 3,9 millions de tonnes, en raison de l'arrêt d'activité de l'opérateur chinois. Cependant, la mise en exploitation du gisement de Franceville par la société Nouvelle Gabon Mining atténuerait cette baisse. La contribution de ce gisement serait plus significative en année pleine en 2017 avec une production de 300000 tonnes. A contrario, la production de l'or progresserait de 5,8% pour s'établir à 1,5 tonne.

V.2.1.3 La filière bois

Pour l'année 2016, l'activité des industries de transformation du bois se raffermirait, sous l'effet conjugué du renforcement du tissu industriel et la production des nouvelles unités. Dans ce contexte, la production enregistrerait une hausse de 7,5% et de 10,5% en 2017.

V.2.1.4 L'agriculture

Le déploiement du programme Graine dans la plupart des provinces avec 187 ha de surface plantée sur 1 388 ha aménagés, le raffermissement de l'activité des exploitations dans le cadre du PRODIAG et la montée en puissance de la production des plantations d'huile de palme de Kango augurent de bonnes perspectives dans l'agriculture en 2016 et 2017. En effet, il est prévu un accroissement substantiel de la production maraichère et vivrière (plus de

20% de hausse), ainsi que de la production de l'huile de palme en 2016 (9 700 tonnes contre 1 578 tonnes en 2015).

V.2.1.5 Les Agro-industries

En 2016, les industries agroalimentaires enregistreraient des résultats globalement appréciables, notamment dans la brasserie et l'eau minérale. Cette activité serait soutenue par les investissements d'amélioration et de développement de l'outil de production précédemment réalisés. Elle serait en outre soutenue par une forte demande des produits sur le marché domestique, en liaison avec l'organisation des élections présidentielle et législative. La production de farine et l'aliment pour bétails devrait connaître une hausse en 2016 et 2017, avec l'entrée en production d'un nouveau complexe industriel à Owendo.

V.2.1.6 Les autres industries

L'activité des autres industries de transformation se raffermirait en 2016. Celle-ci serait influencée par le dynamisme des unités installées dans la ZERP de Nkok et la reprise dans les BTP, en liaison avec les travaux de préparation de la CAN 2017 et de la poursuite des chantiers de construction des logements socio-économiques. Dans ce contexte, la production des matériaux de construction (ciment, tôles, fer à béton et sable) progresserait de manière significative.

V.2.1.7 Le raffinage

La branche de raffinage consoliderait ses performances en 2016, sous l'effet de l'amélioration de l'outil de production. A cet effet, le brut traité augmenterait de 19,5% pour se situer à environ 1,1 million de tonnes métriques. Parallèlement, les ventes des produits pétroliers raffinés progresseraient de 6,5%.

V.2.1.8 L'énergie

La branche de l'énergie améliorerait ses performances en 2016, compte tenu des travaux de renforcement de l'outil de production et de la mise en service de la centrale thermique à gaz de Port-Gentil. Ainsi, la production nette d'électricité progresserait de 2% à 2379,2 Gwh. De même, la production de l'eau potable augmenterait de 7% pour s'établir à 116 millions de m³, avec la mise en place d'une capacité supplémentaire de plus de 24 380 m³/jour.

V.2.1.9 Les BTP

Le secteur du BTP connaîtrait une reprise de l'activité sous l'effet de la poursuite

de certains chantiers dans le cadre du Schéma Directeur National des Infrastructures (SDNI), de l'accélération de la construction et réhabilitation des ouvrages liés à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations édition 2017 et la reprise des travaux du front de mer. A cet effet, le chiffre d'affaires s'accroîtrait de 6% en 2016.

V.2.1.10 Les transports et les auxiliaires de transport

En 2016, le secteur des transports et auxiliaires des transports connaîtrait un frémissement, favorisé par la bonne tenue des secteurs des industries du bois et des autres secteurs de l'économie. Par conséquent, le volume global de marchandises acheminé par voies ferroviaire et maritime (Owendo et Port-Gentil) progresserait de 1,2% pour se situer à 10,7 millions de tonnes.

V.2.1.11 Les télécommunications

Les télécommunications consolideraient leurs performances 2016, avec des hausses respectives de 7% et 22% du nombre d'abonnés au téléphone mobile et à l'internet. En effet, cette branche bénéficierait du maintien de la politique d'investissement des opérateurs du GSM, de la poursuite du déploiement de la 4G dans les grandes villes du pays et de la politique commerciale très offensive des opérateurs.

V.2.1.12 Le commerce

Le chiffre d'affaires du commerce s'améliorerait de 4,2% à 1 157 milliards de FCFA, en raison du regain d'activité dans la plupart de ses branches, notamment le commerce général structuré et le commerce des produits pharmaceutiques, conforté par la fermeté de la demande liée aux élections présidentielles et législatives.

V.2.1.13 L'hôtellerie

L'activité du secteur de l'hôtellerie, restauration, tourisme et loisirs se raffermirait en 2016, sous l'effet conjugué de la livraison du Radisson Blu de l'hôtel Okoumé Palace, des travaux de réhabilitation des structures hôtelières.

V.2.1.14 Les autres services

En 2016, l'activité des Autres services progresserait de 5%, à la faveur des performances envisagées dans les maisons de jeux, les cabinets médicaux, les pompes funèbres et les bureaux d'études et d'expertises, ainsi que de la fermeté des prestations locatives.

V2.2 La Microfinance

En terme de perspectives, l'activité du secteur poursuivrait son expansion, en 2016 et 2017, en raison de :

- l'arrivée de nouveaux Etablissements de Microfinance (EMF);
- la poursuite de l'assainissement du secteur;
- la consolidation de l'assise financière des EMF.

V.2.3 Les estimations macroéconomiques en 2016

V.2.3.1 Les principales hypothèses

Au regard des perspectives mondiales (3,2% en 2016 et 3,5% en 2017), les prévisions macroéconomiques de 2016-2017 se basent sur les principales hypothèses suivantes:

- une production pétrolière de 10,97 millions de tonnes en 2016 et de 10,22 millions de tonnes en 2017, soit des baisses respectives de 8% et de 6,8% en raison du vieillissement des champs matures;
- un niveau de 3,9 millions de tonnes des exportations de manganèses en 2016 et de 4,6 millions de tonnes en 2017 à cause du maintien de la demande mondiale en sidérurgie;
- une baisse de 27,3% du prix du baril à 35 dollars en 2016 et une remontée de 14,3% à 40 dollars en 2017 ;
- et une baisse du prix de vente de l'once d'or en 2016 et 2017 respectivement de 0,8% et de 1,6%.

Par ailleurs, l'activité économique ralentirait à nouveau malgré le maintien des investissements structurants dans le cadre de l'exécution du Schéma Directeur National des Infrastructures (SDNI), de la Stratégie Nationale d'Industrialisation (SNI), de la Stratégie d'Investissement Humain et la préparation de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations. La croissance remonterait en 2017 avec la hausse des cours des matières premières.

Principales hypothèses 2016-2017

	2014	2015	2016	2017	16/15	17/16
Production pétrolière (en millions de tonnes)	10,98	11,922	10,97	10,22	-8,0%	-6,9%
Production de pétrole (en millions de Barils)	80,2	87,0	80,1	74,6	-8,0%	-6,9%
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	96,3	48,1	35,0	40,0	-27,3%	14,3%
Exportation de manganèse (en milliers de tonnes)	3,8	3,9	3,9	4,6	0,4%	16,9%
Prix de vente de manganèse (en \$US/tonne)	198	134,6	110,2	110,5	-18,1%	0,3%
Production de l'Or (en tonne)	1,1	1,4	1,5	1,5	7,1%	0,0%
Prix de vente de l'Or (\$US/l'once)	1 266,2	1 159,6	1 150	1 132,0	-0,8%	-1,6%
Taux de change	494,4	591	580	575	-1,9%	-0,9%

Source : DGEPPF

V.2.3.2 La formation du PIB prévisionnel en 2016 et 2017

V.2.3.2.1 Les emplois du PIB prévisionnel en 2016 et 2017

Sous ces hypothèses, le taux de croissance du PIB est projeté à 3,3% en 2016 et à 4,1% en 2017. La croissance économique sera tirée par le secteur hors-pétrole (+5,0% en 2016 et 5,5% en 2017) face à un repli des activités du secteur pétrolier (-8,0% en 2016 et -6,9% en 2017).

V.2.3.2.1.1 Les ressources du PIB prévisionnel en 2016 et 2017

L'évolution sectorielle du PIB prévisionnel révèle une vigueur d'activité dans le secteur secondaire, un ralentissement dans le secteur tertiaire (4,7% et 4,8%, respectivement) et une légère baisse dans le secteur primaire (-0,5%) en 2016. En revanche, en 2017, tous les secteurs contribueraient positivement à la croissance. La valeur ajoutée du secteur primaire progresserait de 1,3%, celle du secondaire de 4,3% et du tertiaire de 6,2%.

Le recul des activités du secteur primaire en 2016 résulterait principalement de la contraction des branches pétrolière et minière. La production pétrolière serait en baisse de 8,0%, suite au déclin naturel des champs matures, au report de la plupart des projets d'optimisation et à l'incident survenu sur le champ d'Obangue en mars 2016.

L'activité minière se replierait de 0,7% sous l'effet de l'absence de production de la société chinoise CICMHZ en 2016 pour des raisons de difficultés de

commercialisation de leur produit face à une faiblesse des cours du manganèse.

En revanche, les bonnes perspectives dans l'Agriculture (+20% en 2016 et +14,0% en 2017) et l'Exploitation forestière (+6% en 2016 et +7,0% en 2017) permettraient de compenser la baisse des activités des autres branches du secteur primaire. En effet, les performances s'expliquent essentiellement par l'accroissement substantiel de la production d'huile de palme en 2016 par le Groupe Olam (9 700 tonnes contre 1 578 tonnes en 2015), alors que les perspectives de l'exploitation forestière s'expliquent par une demande soutenue en grumes, en liaison avec l'activité soutenue des industries du bois.

Dans le secteur secondaire, la hausse prévisionnelle de l'activité proviendrait de la vigueur dans la quasi-totalité des branches sur la période 2016-2017, à l'exception des services pétroliers (-1,9% en 2016). Ainsi, en 2016, les branches les plus dynamiques seraient les BTP (+6,9%), l'industrie minière (+102,9%), le raffinage (+21,0%), l'industrie agro-alimentaire (+5,5%) et l'industrie du bois (+7,5%).

La progression des activités des BTP serait liée à la hausse de la commande publique et à la poursuite des travaux de la CAN et des grands travaux d'infrastructure routiers (Pont de Port-Gentil/Omboué, assainissement de Port-Gentil, reconstruction du Pont d'Oloumi, transport d'énergie électrique, etc.). Dans le raffinage, en 2016, la baisse des cours du pétrole favoriserait la bonne tenue de cette activité. Quant à l'agro-alimentaire, elle tirerait avantage de la hausse de la demande locale en raison des échéances électorales.

Cette tendance, globalement haussière, se poursuivrait en 2017 avec une progression de 20% pour l'industrie minière et de 8,5% pour les industries du bois. La croissance de l'industrie agroalimentaire, se situerait à 9,5%, à l'instar de celle de la branche Electricité et eau.

Enfin, la progression attendue dans le secteur tertiaire découlerait des performances des branches « Transports et Communications » (+7,6% en 2016 et +10,0% en 2017), « Services » (+3,1% en 2016 et 4,1% en 2017) et « Commerce » (+3,7% en 2016 et 4,3% en 2017). En effet, l'activité des branches télécommunications bénéficierait du maintien de la politique d'investissement des opérateurs, de la poursuite du déploiement de la 4G dans les grandes villes du pays et de la politique commerciale offensive des opérateurs de ce secteur.

Principales hypothèses 2016-2017

En milliards de FCFA	PIB Nominal (au Prix du Marché)							PIB en volume (au Prix de 2001)						
	2014	2015	2016	2017	15/14	16/15	17/16	2014	2015	2016	2017	15/14	16/15	17/16
Produit Intérieur brut	8988,3	8481,2	8018,4	8390,9	-5,6%	-5,5%	4,6%	5147,4	5345,9	5524,0	5748,0	3,9%	3,3%	4,1%
PIB marchand	7694,5	7141,8	6621,9	6928,7	-7,2%	-7,3%	4,6%	4145,7	4299,7	4439,9	4630,0	3,7%	3,3%	4,3%
Secteur Primaire	2910,6	2462,2	1821,3	1884,8	-15,4%	-26,0%	3,5%	991,8	1074,2	1068,8	1182,9	8,3%	-0,5%	1,3%
Agriculture, élevage, Pêche	260,7	291,6	349,1	397,8	11,9%	19,7%	13,9%	217,2	236,6	283,9	323,7	8,9%	20,0%	14,0%
Exploitation Forestière	64,8	75,1	81,8	90,4	15,9%	9,0%	10,5%	54,9	57,8	61,2	65,5	5,3%	5,9%	7,0%
Pétrole Brut	2357,8	1926,2	1255,9	1240,2	-18,3%	-34,8%	-1,3%	641,2	696,2	640,6	596,6	8,6%	-8,0%	-6,9%
Mines	227,3	169,3	134,5	156,4	-25,5%	-20,6%	16,3%	78,5	83,7	83,0	97,1	6,6%	-0,8%	17,0%
Secteur Secondaire	2153,8	2003,4	2067,7	2145,1	-7,0%	3,2%	3,7%	1038,3	1022,5	1070,5	1116,6	-1,5%	4,7%	4,3%
Industrie agro-al, boissons	144,9	148,9	158,5	175,2	2,8%	6,5%	10,5%	110,8	110,5	116,6	127,7	-0,3%	5,5%	9,5%
Industrie du bois	114,1	139,8	143,9	148,5	22,5%	2,9%	3,2%	72,4	77,0	82,8	89,8	6,4%	7,5%	8,5%
Industrie minière	0,0	6,3	9,2	11,0	-	45,3%	20,0%	0,0	5,4	9,9	11,9	-	83,4%	20,0%
Autres industries	254,8	231,6	256,6	285,7	-9,1%	10,8%	11,3%	128,0	126,4	140,0	156,1	-1,3%	10,8%	11,5%
Raffinage	12,6	8,9	10,5	11,1	-29,4%	18,2%	5,5%	7,8	8,7	10,5	11,4	11,5%	21,2%	8,1%
Electricité, eau	84,7	91,0	98,3	110,6	7,4%	8,1%	12,4%	49,5	51,7	54,8	60,0	4,4%	6,0%	9,5%
BTP	505,6	495,5	537,4	535,3	-2,0%	8,5%	-0,4%	298,4	287,4	307,2	304,0	-3,7%	6,9%	-1,0%
Service pétroliers	1036,9	881,4	853,3	867,8	-15,0%	-3,2%	1,7%	371,4	355,4	348,7	355,7	-4,3%	-1,9%	2,0%
Secteur Tertiaire	1883,3	1955,5	2051,5	2185,8	3,8%	4,9%	6,5%	1558,5	1646,5	1725,6	1832,1	5,6%	4,8%	6,2%
Transport & communicat°	433,8	452,2	483,4	528,4	4,2%	6,9%	9,3%	436,9	492,5	529,7	582,8	12,7%	7,6%	10,0%
Services	894,1	934,3	972,7	1027,0	4,5%	4,1%	5,6%	760,7	759,2	783,5	815,6	-0,2%	3,2%	4,1%
Commerce	450,2	440,8	459,7	485,4	-2,1%	4,3%	5,6%	281,9	280,0	290,2	302,7	-0,7%	3,6%	4,3%
Banques et Assurances	217,5	232,3	239,8	249,0	6,8%	3,2%	3,8%	230,6	245,4	252,7	261,6	6,4%	3,0%	3,5%
SIFIM	-112,3	-104,1	-104,1	-104,1	-7,3%	0,0%	0,0%	-151,7	-130,6	-130,6	-130,6	-13,9%	0,0%	0,0%
DTI et TVA	746,9	720,7	681,4	713,0	-3,5%	-5,5%	4,6%	557,0	556,5	575,0	598,3	-0,1%	3,3%	4,1%
Services non Marchands	1293,8	1339,5	1396,5	1462,2	3,5%	4,3%	4,7%	1001,7	1046,2	1084,1	1118,0	4,4%	3,6%	3,1%

Source : DGEPP

V.2.3.2.2. Les emplois du PIB prévisionnel en 2016 et 2017

La croissance du PIB en emplois serait soutenue par une demande intérieure en nette amélioration (+5,1% en 2016 et +3,5% en 2017). Cette évolution à la hausse découlerait d'une accélération de la consommation des ménages (+3,8% en 2016) et d'un relèvement de l'investissement public (26,6% en 2016).

La hausse de la consommation proviendrait des effets de la poursuite des efforts en termes d'investissements structurants à travers la mise en œuvre du Schéma Directeur National des Infrastructures et l'organisation de la CAN 2017.

Concernant la demande extérieure, les exportations reculeraient de 1,6% en 2016 en raison de la baisse de la production pétrolière. Ce fléchissement serait compensé par l'accroissement de la demande extérieure en produits non pétroliers, notamment les produits de rente (+21,2%) et les produits manufacturiers (+79,7%).

Evolution du PIB emploi, perspectives 2015-2017

	En nominal (au prix du marché)							En volume (au prix de 2001)						
	2014	2015	2016	2017	15/14	16/15	17/16	2014	2015	2016	2017	15/14	16/15	17/16
PRODUIT INTERIEUR BRUT	8988,3	8481,2	8018,4	8390,9	-5,6%	-5,5%	4,6%	5147,4	5345,9	5524,0	5748,0	3,9%	3,3%	4,1%
DEMANDE INTERIEURE	7593,2	6973,8	7330,7	7653,9	-8,2%	5,1%	4,4%	5876,9	5624,4	5913,5	6122,0	-4,3%	5,1%	3,5%
CONSUMMATION TOTALE	4434,8	4485,6	4768,5	4964,8	1,1%	6,3%	4,1%	3638,0	3651,6	3790,3	3916,4	0,4%	3,8%	3,3%
Ménages	3100,1	3217,6	3444,2	3599,3	3,8%	7,0%	4,5%	2446,5	2546,8	2670,0	2789,4	4,1%	4,8%	4,5%
Administrations	1334,7	1268,0	1324,3	1365,6	-5,0%	4,4%	3,1%	1191,5	1104,8	1120,3	1127,0	-7,3%	1,4%	0,6%
INVESTISSEMENT TOTAL	3158,4	2488,3	2562,2	2689,0	-21,2%	3,0%	5,0%	2238,9	1972,7	2123,2	2205,6	-11,9%	7,6%	3,9%
Privé	2597,7	2051,5	2002,6	2176,0	-21,0%	-2,4%	8,7%	1656,7	1489,1	1510,8	1629,6	-10,1%	1,5%	7,9%
Dont : Pétrole	1760,0	1232,0	1145,2	1254,8	-30,0%	-7,0%	9,6%	771,4	617,1	581,9	634,1	-20,0%	-5,7%	9,0%
Hors Pétrole	837,7	819,5	857,5	921,2	-2,2%	4,6%	7,4%	885,3	872,0	928,9	995,5	-1,5%	6,5%	7,2%
Administration	610,7	436,8	559,6	513,0	-28,5%	28,1%	-8,3%	644,8	483,6	612,5	576,0	-25,0%	26,6%	-6,0%
EXPORTATIONS TOTALES	4001,7	3891,3	3112,2	3246,1	-2,8%	-20,0%	4,3%	2134,2	2319,0	2281,4	2364,7	8,7%	-1,6%	3,7%
Dont : Pétrole	3164,5	2927,8	2182,7	2172,2	-7,5%	-25,5%	-0,5%	1357,5	1505,5	1410,0	1323,3	10,9%	-6,3%	-6,1%

Source : DGEPP

V.2.3.3 Les prévisions du budget

En 2016, les perspectives budgétaires s'inscriraient dans le cadre de la chute des cours du baril de pétrole, des efforts d'économie sur certains programmes et de la prise en compte des grands événements politiques et sportifs.

V.2.3.3.1 Les recettes

Sur la base des hypothèses retenues dans la loi de finances 2016 (un prix de pétrole à 42 dollars US, une production pétrolière à 10,5 millions de tonnes métriques et un taux de change à 570 FCFA/ dollar) les recettes totales s'établiraient à 2 043,9 milliards de FCFA en 2016 contre 1 797,3 milliards de FCFA collectés en 2015, soit un accroissement de 13,7%.

Cette embellie proviendrait du raffermissement des recettes hors pétrole, suite au renforcement des mesures visant l'optimisation des recettes hors pétrole, notamment l'amélioration des actions de recouvrement, et l'augmentation des recettes douanières à travers la modernisation des procédures de contrôles par scanner des conteneurs.

Prévisions des recettes budgétaires

En milliards de FCFA	2014	2015	2016	16/15
Recettes pétrolières	1034,6	603,3	600,7	-0,4%
Recettes hors pétrole	1314,6	1194,0	1443,1	20,9%
Recettes totales	2349,2	1797,3	2043,9	13,7%

Source : DGBFiP, DGCPT, DGEPP

V.2.3.2.2 Les dépenses publiques

Les dépenses budgétaires primaires augmenteraient de 14,8% à 1 972,0 milliards de FCFA par rapport à celles exécutées en 2015. Cette évolution résulterait de l'accroissement simultané des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.

L'augmentation des dépenses de fonctionnement de 9,7% à 1 401,2 milliards de FCFA proviendrait de l'accroissement de toutes ses composantes. En effet, les dépenses de salaires et traitements se renforceraient de 2,4% en 2016, du fait notamment du relèvement de la solde permanente (+10,8%) et de la MONP (+19,4%). Celles en biens et services se raffermiraient de 32,6%, en raison

de la progression des remboursements TVA et de l'apparition de nouvelles dépenses, notamment celles liées aux élections et à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2017 (CAN 2017). Dans le même temps, les dépenses de transferts et interventions augmenteraient de 8,8%.

La consolidation des dépenses en capital de 32,9% à 562,8 milliards de FCFA proviendrait de l'amélioration des tirages sur financements extérieurs, soit 199,6 milliards de plus que les tirages extérieurs réalisés en 2015.

In fine, en 2016, les dépenses totales, hors remboursement du principal de la dette publique, se chiffrent à 2 152,2 milliards de FCFA contre 1 889,2 milliards en 2015, soit une hausse de 13,9% imputable non seulement à l'augmentation des dépenses primaires, mais aussi au renforcement de la charge de la dette publique de 4,6% à 180,2 milliards de FCFA.

Prévisions des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	2014	2015	2016	16/15
Fonctionnement	1 366,3	1 277,0	1 401,2	9,7%
Salaires et traitements	691,3	714,7	732,2	2,4%
Biens et services	265	241,2	319,7	32,6%
Transferts et subventions	410	321,1	349,2	8,8%
Investissements	605,8	423,4	562,8	32,9%
Ressources propres	349,6	240,9	180,7	-25,0%
Finex	256,2	182,5	382,1	109,4%
Autres dépenses	37,0	16,6	8,0	-51,8%
Total dépenses hors paiement d'intérêts	2 009,1	1 717,0	1 972,0	14,8%
PIB nominal	8 988,33	8 481,20	7 861,00	-7,3%
Fonctionnement/PIB nominal	15,2%	17,9%	17,8%	
Investissements/PIB nominal	6,7%	5,0%	7,2%	

Source : DGCPT, DGEFF

V.2.3.3.3 La dette publique

En 2016, le service prévisionnel de la dette publique enregistrerait un repli de 7,6% pour s'établir à 654,0 milliards de FCFA contre 708,1 milliards de FCFA l'année précédente. Cette évolution résulterait de la baisse conjointe de l'amortissement de la dette extérieure et de la dette intérieure, en dépit de l'accroissement simultanée de la charge financière des deux catégories de dette.

La diminution du remboursement du principal serait due, d'une part, au recul de l'amortissement des emprunts bancaires extérieurs et, d'autre part, à l'absence de remboursement des Bons du Trésor Assimilables (BAT) ainsi qu'à la baisse des instances du trésor et des prêts nets. L'augmentation de la charge financière de la dette serait liée au reprofilage de la dette et à la prise en compte des nouveaux engagements.

Evolution du service prévisionnel de la dette

(en milliards de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Dette extérieure	356,8	345,2	341,8	-1,0%
Intérêts	118,9	101,6	142,4	40,2%
Principal	237,9	243,6	199,4	-18,1%
Dette intérieure	237,5	362,9	312,3	-14,0%
Intérêts	26,3	23,8	37,8	58,8%
Principal	211,2	339,1	274,5	-19,1%
Total	594,3	708,1	654,0	-7,6%

Source : DGBFIP

V.2.4. La balance des paiements prévisionnelle

En 2016, la Balance des Paiements se caractériserait par un solde global déficitaire, en raison de la baisse de la totalité de ses comptes. Ce solde déficitaire s'aggraverait en 2017.

V.2.4.1 La balance des transactions courantes

Le solde déficitaire de la balance courante se dégraderait de 503 milliards de FCFA en 2016. Cette évolution s'expliquerait par une détérioration du solde de la balance commerciale (-49,5%), dans un contexte marqué par la baisse des cours du baril de pétrole et du manganèse.

En 2017, le taux de variation du solde des transactions courantes serait de +38,6%, sous l'effet d'une amélioration du solde de la balance commerciale et de la balance des services.

V.2.4.2. La balance commerciale

Le solde de ce compte baisserait de 49,5 milliards de FCFA en 2016 par rapport à 2015. De 2016 à 2017, ce solde s'améliorerait de 19,4%, du fait d'une augmentation des exportations de manganèse et des bois sciés, malgré l'accroissement des importations liées à CAN 2017.

Evolution prévisionnelle de la balance commerciale

En milliards de FCFA	2014	2015	2016	2017	Var 15/14	Var 16/15	Var 17/16
Exportations (fob)	4 586,40	3 345,60	2 324,8	2 576,7	-27,1%	-30,5%	10,8%
Importations (fob)	1 825,1	1 646,5	1 467,4	1 552,8	-9,8%	-10,9%	5,8%
Balance commerciale	2 761,3	1 699,1	857,4	1 023,9	-38,5%	-49,5%	19,4%
Taux de couverture	251,3%	203,2%	158,4%	165,9%			

Source : DGBFIP

V.2.4.3. La balance des services

Le déficit de ce compte s'améliorerait en 2016 de 17,3%, passant de -875,4 milliards FCFA en 2015 à -723,7 milliards de FCFA. Ce solde progresserait à nouveau en 2017, du fait d'une augmentation des services liés à l'organisation de la CAN 2017.

V.2.4.4 La balance des capitaux

Déficitaire en 2015, la balance des capitaux se caractériserait par un solde excédentaire d'un montant de 458,6 milliards de FCFA en 2016 et un excédent de 226 milliards de FCFA en 2017. L'excédent en 2016 et 2017 proviendrait en grande partie de la valorisation du poste : « autres investissements » du secteur public, au titre des appels de fonds de l'Etat sur les marchés financiers internationaux pour le financement de ses projets de l'ordre de 512,2 milliards de FCFA en 2016 et 476,5 milliards de FCFA en 2017.

V.2.4.5. La balance globale

En définitive, le solde de la balance globale consolidée afficherait un déficit en 2016 et 2017. D'un montant de -217 milliards de FCFA en 2015, le solde de ce compte s'améliorerait pour atteindre -61,6 milliards de FCFA l'année suivante, avant de s'établir à -93,3 milliards de FCFA en 2017.

V.2.4.6 L'emploi et les salaires

V.2.4.6.1 L'emploi

En 2016, le marché du travail serait marqué par la poursuite de la maîtrise des effectifs dans l'Administration publique et une hausse de l'emploi dans certains secteurs du privé.

En effet, la dynamique de création d'emplois entamée dans la branche agricole

devrait être maintenue grâce aux projets d'investissement dans l'agriculture de rente et à la poursuite de l'opérationnalisation du Projet Graine. Aussi, les travaux liés à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations offrirait-ils des perspectives d'emplois dans le BTP, l'hôtellerie et les autres services. Enfin, la politique du Gouvernement en matière de promotion de l'emploi privé (un jeune=un métier) devrait aussi contribuer à améliorer l'employabilité des jeunes.

V.2.4.6.2 Les salaires

La masse salariale, en 2016, connaîtrait une très légère augmentation aussi bien dans le public que le privé. En effet, l'évolution de la masse salariale du secteur public proviendrait de la régularisation des situations administratives de certains agents de l'Etat. Dans le secteur privé, la masse salariale progresserait légèrement tirée par certains secteurs comme le BTP, les industries du bois et l'agriculture malgré les incertitudes du secteur pétrolier.

V.2.4.6.2 Les prix

Une analyse des grandes composantes de l'inflation montre que les prix devraient faiblement progresser en 2016 (+1,4%). La baisse des prix des matières premières au niveau international et les efforts engagés par le Gouvernement dans la lutte contre la vie chère, notamment les mesures visant à réduire les taxes sur les importations des produits alimentaires, des matériaux de construction etc., expliqueraient cette évolution.

La faible hausse de l'inflation proviendrait également de l'environnement concurrentiel du secteur de la télécommunication, de l'offre de logements sociaux et de l'opérationnalisation des grands centres hospitaliers universitaires.

V.3 LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2016-2017

L'année 2016 serait marquée par la poursuite de la contraction des recettes budgétaires amorcée depuis la fin de l'année 2014, du fait notamment de la chute des cours du pétrole. Dans ce contexte, les actions du Gouvernement seraient recentrées autour des priorités telles que les projets majeurs ayant un fort impact sur la croissance, le développement et le bien-être des populations. Le Gouvernement focaliserait ses actions sur :

- la poursuite des investissements structurants en cours avec, entre autres, la priorité donnée à la mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE);

- les projets liés à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2017;
- la poursuite de l'opérationnalisation de la Stratégie Nationale d'Investissement Humain et la consolidation du projet "Gabonaise de Réalisations Agricoles des Initiatives des Nationaux Engagés" (GRAINE);
- la rationalisation des dépenses publiques et l'amélioration du rendement de l'impôt à travers notamment l'élargissement de la base fiscale.

V.3.1. Les infrastructures

Dans la perspective de soutenir la diversification de la base productive et d'améliorer la compétitivité de l'économie gabonaise, le Gouvernement poursuivrait la mise en œuvre du Plan Directeur National des Infrastructures (PDNI) démarré depuis 2011. Ce, à travers la mise en œuvre des chantiers prioritaires, dans les domaines des infrastructures.

En ce qui concerne le développement des infrastructures numériques, le Gouvernement mettrait en œuvre le projet de migration de la télévision analogique vers la télévision numérique terrestre par l'entremise d'un Partenariat Public-Privé (PPP) avec l'entreprise chinoise Start Times Communication Network Technology Co-ltd.

Pour ce qui est des infrastructures aéroportuaires, le Gouvernement finaliserait les travaux d'extension et de modernisation de l'Aéroport International de Port-Gentil.

En vue d'augmenter l'offre énergétique et d'étendre le projet d'adduction d'eau, aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural, le Gouvernement s'attellerait à :

- renforcer les capacités de production de l'énergie électrique, afin d'augmenter sa capacité de production à plus de 1200 MW;
- poursuivre la construction de l'usine de traitement d'eau de Ntoum 7.

Enfin, les investissements en faveur de la route et de l'assainissement des bassins versants devraient s'intensifier pour consolider les acquis. Il s'agit de :

- l'assainissement de la ville de Port-Gentil ;
- l'assainissement de la ville de Libreville;
- la réinstallation sur aménagement des 3 bassins versants;
- l'aménagement du bassin versant de Gué-Gué ;

- l'aménagement des voiries de Libreville et de ses environs ;
- l'aménagement des tronçons suivants :
 - Pk5-Pk12 (7 km) ;
 - PK12-Bifoun ;
 - Port-Gentil-Omboué (93,2 km);
 - RouteForasol-Mbega.

V.3.1.1. Les infrastructures liées à l'organisation de la CAN 2017

Le Gouvernement vise à travers l'organisation de la CAN 2017 des retombées économiques substantielles. Les bénéfiques résulteraient essentiellement de l'apport des devises étrangères grâce à la consommation des touristes. Ces dépenses stimuleraient la consommation locale et la croissance.

La construction et l'amélioration des infrastructures de base permettraient au Gouvernement d'améliorer le développement du territoire

Les principaux projets porteraient sur :

- la construction du stade d'Oyem;
- la construction du stade de Port-Gentil ;
- les Hôtels d'Oyem.

Par ailleurs, le Gouvernement procéderait à la réhabilitation de l'aéroport d'Oyem et à la modernisation de ses équipements.

V.3.2 Secteur productif

L'ambition de donner une impulsion au secteur productif par la réalisation des infrastructures se traduirait parallèlement par un appui aux secteurs de l'agriculture, de la pêche, du bois et de la conservation de la biodiversité. Cet appui proviendrait principalement des conventions de partenariat public-privé (PPP).

L'Agriculture

Il s'agirait de:

- poursuivre de l'acquisition de bulldozers à travers la Société de Transformation Agricole et de Développement Rural (SOTRADER) dans le cadre d'un PPP entre la République Gabonaise et son partenaire

technique OLAM Gabon SA. Ces engins seront notamment utilisés pour la mise en œuvre du programme GRAINE;

- intensifier de la culture du palmier à huile, pour une production attendue de 9 700 tonnes en 2016;
- renforcer les capacités des acteurs et appuyer davantage la recherche agricole ;
- rendre accessibles et diffuser les matières végétale et animale auprès des producteurs ;
- appuyer l'accès au financement des activités agricoles ;
- promouvoir les coopératives agricoles.

La Pêche

En matière de pêche, les actions porteraient sur le développement et la sécurisation des ressources halieutiques. Les projets phares concernent :

- la poursuite de la création de centres de pêches;
- la construction d'un quai de débarquement des produits de la pêche;

La conservation de la biodiversité

La politique du Gouvernement vise à préserver la richesse naturelle. Ainsi, dans le cadre de la coopération bilatérale avec la France, le Gouvernement a reçu un appui financier en vue de lutter contre le braconnage des éléphants et le trafic d'ivoire. Cet appui permettrait également de protéger les populations menacées par les attaques d'éléphants.

Par ailleurs, le Gouvernement à travers l'Agence Gabonaise d'Etudes et d'Observation Spatiales (AGEOS) vise à :

- produire par imagerie satellitaire une cartographie des ressources forestières et halieutiques pour gestion durable des écosystèmes ;
- contrôler les émissions des gaz à effet de serre pour la préservation de l'environnement.

V.3.3. Développement du secteur privé et amélioration du climat des affaires

Après la création en 2015 de l'Agence Nationale de Promotion des Investissements (ANPI), le Gouvernement s'emploierait à améliorer l'environnement des affaires sur les axes suivants :

- la poursuite du processus d'amélioration du cadre réglementaire par la simplification et la facilitation des procédures administratives ;
- la pérennisation du dialogue public-privé à travers la mise en place d'un cadre de concertation permanente entre l'Administration et les autres agents économiques ;
- l'opérationnalisation du Tribunal de commerce à Ntoum garantissant la qualité des décisions judiciaires, grâce à la participation des représentants des opérateurs économiques lors des jugements des litiges ;
- l'opérationnalisation du Tribunal du travail à Ntoum garantissant plus d'équité dans les jugements relatifs aux différends individuels du travail.

V.3.4 Le secteur social

Malgré le contexte budgétaire difficile, le Gouvernement maintiendrait les efforts en matière de dépenses à caractère social. Ceci répond notamment au souci majeur d'un meilleur partage de la richesse nationale et d'une prise en compte des aspirations légitimes des citoyens. Un accent serait mis sur les transferts sociaux, la Santé, l'Education et la Formation professionnelle.

V.3.4.La politique budgétaire

La politique budgétaire, conformément aux dispositions de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, d'une part, et aux critères fixés par les conventions régissant la CEMAC, d'autre part, a pour objectifs principaux :

- garantir la soutenabilité de l'ensemble des finances publiques ;
- éviter tout déficit public excessif ;
- se conformer à la discipline budgétaire qu'implique la monnaie commune.

Les actions porteraient sur les mesures relatives à l'accroissement des ressources et celles visant la maîtrise et l'efficacité de la dépense



CONCLUSION

L'évolution récente et les projections du contexte international montrent que l'économie gabonaise devrait enregistrer un nouveau ralentissement en 2016 avec un taux d'expansion d'environ 3,3%, après celui observé en 2015 (3,9%) et avant une remontée de la croissance globale en 2017 (4,7%). Ce nouvel affaiblissement de la croissance résulterait des contreperformances du secteur pétrolier qui entrainerait une dégradation de la croissance du secteur primaire qui s'établirait à -0,5% contre 8,3% en 2015. En revanche, les secteurs secondaire et tertiaire devraient contribuer positivement à la croissance avec des valeurs ajoutées respectives de 4,4% et 4,7%.

Globalement, l'outil de production de l'économie gabonaise se porte bien et enregistre des progrès comme le montre l'évolution des volumes produits par les grands secteurs que sont notamment les mines et le bois. La principale source des difficultés réside dans l'évolution des prix à l'international, elle-même liée à la confrontation de l'offre et de la demande et aux rééquilibrages encourus dans des pays importateurs comme la Chine.

Cette bonne santé est confortée par la levée progressive des goulots d'étranglement que constituent la faiblesse des infrastructures (routes, ports, voie ferrée, énergie...), la faible disponibilité de la main d'œuvre qualifiée.

Il convient de souligner que malgré les progrès enregistrés en matière d'élargissement de la base productive, le poids du pétrole reste tel que son évolution a encore un impact significatif à la fois sur les recettes budgétaires et sur certaines activités connexes tels que la recherche et les services pétroliers. Les nouvelles activités initiées ont besoin de quelques années de rodage avant de monter en puissance pour occuper plus de place dans la constitution du produit intérieur brut du pays. C'est le cas d'industrie minière, des autres industries implantées dans la zone de Nkok et des activités de production de rente (huile de palme et hévéa).

Toutefois, au regard de la violence de la crise qui touche l'ensemble des pays pétroliers, de l'ampleur de la baisse des cours des autres matières tels que le manganèse et le caoutchouc exportés par le Gabon, on peut apprécier l'amélioration de la résilience de l'économie nationale qui arrive à maintenir un niveau de croissance honorable.

Ceci doit constituer pour les décideurs une source d'encouragement à aller plus loin dans le processus de diversification des sources de croissance, la mise à niveau des infrastructures, la formation des hommes et l'amélioration du cadre des affaires.

ÉQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. Roger MOULOUNGUI

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. LEMAMI Ferdin

M. OBAME NANG Didier

Chargés d'Etudes

Mme. NDAMANGANA Marie-France

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

M. MOUPEPE Yves

M. MEKAME OSSOUMA Célestin

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur Adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

Chargés d'Etudes

Mme. Mireille AYITO OBIANG Ep. ENGONE
Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Bertille ONGUIND'AVOUMA ALOUBA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Guy de Luxe BONGO BOETOU MBA
M. Jean de Dieu MOUSSODOU
M. Aymard NGOUA ONA
M. OBANDJI Guy Ulrich
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme Lucie NSANNE EMANE
Mme. Julie-Sandrine NTSAME
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Stéphanie-Josiane AVOME NGUEMA
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA
Mme ElzyYolene BOUYOU
M. Raphael MBA N'NANG
M. Martial MBA BISSIGHE
M. GildasRomaric MATANGOYE
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Ike APOUBA LOUSSOU
M. Euloge-Bernardin LENGOUNGA
M. Dorlan ODJAGHA
M. Brice YOUOMO
M. Patrick Patrici NZUE EDOU
M. MAGANGA Noël

DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUES (DSPE)

Directeur

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Patrick Renaud LOEMBA

M. Pierre Dieudonné THATY

Mme. Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA

Chargés d'Études

Mme. Perpétue ABORIE BOETOUMBA

Mme. Marie Irène IBOMBO

Mme. Pauline LEMBOUMBA NGROUND

Mme. Yolande MOULEBOU

M. Kevin BOUNGOUNGOU

CELLULE MICROFINANCE

Chef de Service

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

Responsable adjoint de la cellule

Chargés d'Études

M. Béchir MAHAMAT LÉBOUBA

M. LIPOCKO MOMBO

INSTRUMENTS D'ÉTUDES

- Modèle MEGA (modèle de l'économie gabonaise) : modèle bisectoriel de prévision à court terme
 - Modèle EGC

PUBLICATIONS

- TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE GABONAISE
- NOTE DE CONJONCTURE DE L'ÉCONOMIE GABONAISE
 - TABLEAU DE BORD MONÉTAIRE MENSUEL
 - LES NOTES DE LA DEM
 - LE BULLETIN DE LA SYNTHÈSE
 - ÉCO-RATIOS
 - INDICATEURS DE NIVEAU D'ACTIVITÉ
- BULLETIN TRIMESTRIEL D'ANALYSES MONÉTAIRES
 - TABLEAU DE BORD MENSUEL
 - TABLEAU DE BORD SOCIAL.

